Revue politique militante juin-juillet 1975 Vol.4, no.9 $0.50

mobilisation



Où va la crise?

- La longue marche vers la voie révolutionnaire
- l'Internationale Communiste et la lutte pour les masses.



mobilisation

La publication de la revue MOBILISATION est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.
Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.
MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

• • •

L'abonnement régulier à Mobilisation est de $5.00 pour 10 numéros.

Pour abonnements et correspondance, vous adresser à:
MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

• • •

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no. 3390

sommaire

Soutenons la victoire du peuple vietnamien

APPUYONS MATERIELLEMENT LA RECONSTRUCTION DU VIETNAM

Avec la défaite éclatante que l'impérialisme américain vient de subir en Indochine, la lutte de libération des peuples vient de franchir un grand bond en avant. Cette victoire des peuples indochinois ne marque toutefois pas la fin de la lutte; la lutte est maintenant portée à un niveau supérieur. En effet, la reconquête de l'indépendance au Vietnam, par exemple, impose au peuple et aux dirigeants du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire des tâches immenses de reconstruction d'un pays dévasté par plus de 30 ans de guerre.

Le soutien à la lutte du peuple vietnamien, le soutien à la lutte anti-impérialiste doit donc se poursuivre sous une forme nouvelle. Toutes les forces progressistes dans le monde participe présentement à cette campagne internationale de soutien à la reconstruction du Vietnam. C'est pourquoi, nous invitons tous les lecteurs de MOBILISATION et toutes les personnes et organisations progressistes à se joindre à cette campagne en y apportant leur contribution financière.

Vous pouvez faire parvenir vos contributions à l'Union des Vietnamiens au Canada, CP. 220 Succ. G, Montréal.

AVANT-PROPOS

Mobilisation: deux années de lutte

C'est à l'automne de 1973 que **Mobilisation** fut réorganisé pour se transformer en instrument permanent de réflexion et de clarification militantes. Nous reprenions à ce moment la tradition de la revue lancée en 1969 par le Front de Libération Populaire (FLP) et reprise en 1971-72 par le Mouvement des Caps (comités d'action politique St-Jacques et Maisonneuve). C'est depuis ce temps que **Mobilisation** se développa comme organe politique du "mouvement révolutionnaire" au sens large du terme, réflétant ses progrès et ses luttes, témoin aussi de ses limites et de ses faiblesses.

A travers ces années, **Mobilisation** progressait, suivant le rythme général du mouvement dont nous étions issus, marqué par les périodes d'expansion comme par les périodes creuses. Durant la saison 1973-74, nous avons alors participé aux débats qui marquèrent la désintégration du Mouvement des Caps et par la suite à la lutte idéologique qui allait démarquer les deux courants issus des Caps: le courant révolutionnaire, et le courant réformiste (qui donnait naissance au début de 1974 au "Regroupement des comités de travailleurs"(RCT)). **Mobilisation** fut alors traversé par les débats et les bouleversements qui secouèrent le mouvement à l'époque pour nous trouver divisés en deux tendances dont la réunification ne fut pas possible dans le contexte. La scission fut consommée au début de l'automne 1974 et la revue poursuivit son travail, coupée d'une partie du mouvement ouvrier, mais plus ferme et plus unie sur ses positions révolutionnaires, plus consciente aussi de l'objectif stratégique que nous devions viser dans cette étape: l'édification du parti communiste de type nouveau.

La saison qui se termine fut l'occasion d'une série d'interventions pour clarifier notre orientation révolutionnaire. Car se démarquer du réformisme et affirmer la nécessité de la révolution et du parti révolutionnaire n'est pas le point d'arrivée de la voie révolutionnaire, mais plutôt son point de départ. Nous avons tenté au cours de l'année de dégager cette orientation en liant les acquis théoriques du marxisme-léninisme et de la pensée Mao-tsé-toung, nos propres expériences et celles de plusieurs groupes révolutionnaires, et des éléments de programme et d'alternatives conséquents à ces réflexions. Nous avons mis l'emphase sur les bilans politiques, moments privilégiés de la fusion entre le marxisme-léninisme et notre expérience. Nous avons aussi présenté des perspectives générales sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur les concepts fondamentaux de la pensée révolutionnaire. Au cours des derniers mois, une insistance plus grande fut accordée à la question des éléments d'un programme révolutionnaire face à la crise et à l'offensive

capitaliste qui en découle. Tous ces efforts furent entrepris pour clarifier la ligne générale et les tâches des révolutionnaires au Québec dans cette période d'organisation et d'affrontements, face à un ennemi très puissant et en présence d'un mouvement ouvrier démuni et dominé idéologiquement par divers courants bourgeois. Face à l'immensité et la complexité des responsabilistés des révolutionnaires, nous avons pris conscience de la faiblesse de nos moyens, de notre jeunesse et de l'influence pernicieuse des idées de la bourgeoisie dans nos propres rangs. **Mobilisation** comme toutes les autres expressions du mouvement révolutionnaire reflète cette lutte constante entre les deux lignes, les deux voies, les deux classes fondamentales qui s'affrontent dans la société. Le progrès général en direction de la voie prolétarienne, en direction de la voie révolutionnaire, est conséquent à notre développement général, à notre prolétarisation et à notre unification.

En 1975 et durant les prochaines années, le mouvement révolutionnaire poursuivra son chemin, non pas sans difficultés et sans défaites, mais en persévérant dans la lutte contre la bourgeoisie. Dans ce contexte, **Mobilisation** participera à cet effort en tant que partie intégrante et organique, en tant que participant. Notre propre transformation se poursuit aujourd'hui. Suite à la désintégration du Mouvement des Caps, nous nous sommes orientés de concert avec d'autres camarades pour reconstruire le mouvement sur une nouvelle base. Cette reconstruction ne fait que s'entamer mais déjà elle résulte en l'apparition de nouvelles organisations marxistes-léninistes et dans ce sens, **Mobilisation** se dirige dans cette voie, se changeant ainsi en l'organe d'**une** des expressions organisées du mouvement révolutionnaire. En tant que l'organe d'un courant, nous ne prétendrons jamais cependant au monopole des justes idées, tout en restant conscients de la nécessité de la lutte idéologique active. Pour nous, la construction du parti révolutionnaire se réalise actuellement par l'émergence d'organisations marxistes-léninistes qui doivent pénétrer profondément dans les masses du prolétariat et du peuple, et mener à un degré supérieur la lutte pour l'unification de tous les révolutionnaires en un **seul parti**. C'est dans ce processus que nous interviendrons en systématisant notre travail et en enquêtant sur le mouvement ouvrier en général, en analysant le rapport de forces en mouvement dans le monde, et en poursuivant la diffusion des acquis de l'histoire du mouvement ouvrier international. Nos interventions de ces derniers mois sont dans ce sens annonciateurs de notre prochaine saison. Le numéro présent a voulu un peu marquer la transition en combinant divers textes dont le premier sur l'histoire du Mouvement des Caps (1971-1974) dans lequel nous avons voulu analysé les origines du réformisme concrétisé aujourd'hui par le "Regroupement des Comités de travailleurs". Le bilancomplet du RCT et du réformisme reste à faire mais nous pensons que ce texte en pose les conditions de base. Il permet de plus de comprendre notre propre cheminement et les raisons pour lesquelles **Mobilisation** a exprimé les positions réformistes qui apparurent à la fin de 1973, et de quelles façons la lutte contre ces déviations et pour la rectification révolutionnaire se poursuit actuellement et se poursuivra encore pour une période prolongée.

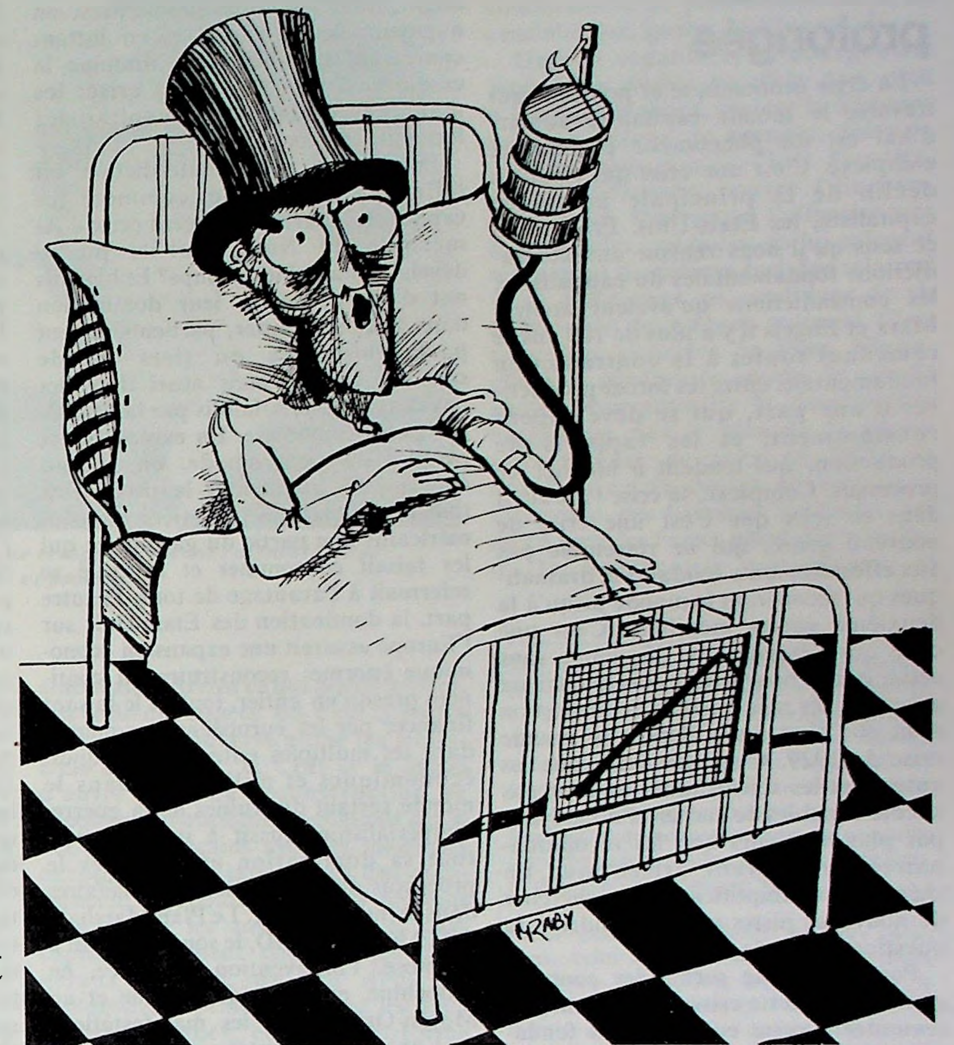
Où va la crise? est d'autre part une tentative pour analyser les contours généraux de la crise mondiale du capitalisme en regardant plus spécifiquement ses effets économiques et politiques au Canada et au Québec. Cette analyse de la conjoncture dégage le cadre des contradictions actuelles au sein du mouvement ouvrier et les perspectives du mouvement révolutionnaire.

Ces deux textes majeurs sont suivis d'un document de **A. Lozowsky** et de l'**Internationale Communiste** sur la question de la ligne de masse, cette question-clé pour les révolutionnaires de toutes les époques.

En guise de conclusion, nous tenons à remercier les lecteurs et les militants qui nous ont soutenu et qui continuent encore à nous manifester leur appui. **Mobilisation** a considérablement augmenté sa diffusion au cours de la dernière année et entend bien poursuivre ces progrès dans l'avenir. Suite à l'augmentation effrenée des coûts de production (coûts d'imprimerie et de composition, de livraison, etc.), nous avons décidé d'augmenter le prix de la revue pour la deuxième année consécutive, car nous ne pouvons pas à nous seuls supporter les frais de la crise qui affecte aussi durement qu'ailleurs la publication d'une revue militante. Cette augmentation entrera en vigueur en septembre prochain et d'ici là, nous invitons tous les lecteurs à s'abonner à l'ancien tarif, ce qui leur épargnera de l'argent et nous aidera financièrement.

Mobilisation

LE PROCHAIN NUMERO SERA PUBLIE A LA MI-SEPTEMBRE



La crise de l'impérialisme: une crise prolongée du stade suprême du capitalisme. Ses effets économiques et politiques à l'échelle mondiale. Ses effets spécifiques au Québec et au Canada.

Où va la crise ?

Ce texte s'inscrit dans notre effort de comprendre la crise actuelle du capitalisme pour être en mesure de dégager les tâches des révolutionnaires. C'est un effort qui poursuit le travail que nous avons entrepris dans le dossier spécial de Mobilisation [pour la grève du 21 mai] et dans notre analyse de la prochaine lutte du Front Commun du secteur public [Mobilisation, vo.4 no.8].

Il est urgent pour le mouvement révolutionnaire à l'étape actuelle de se mettre à l'oeuvre pour comprendre la réalité et le développement du capitalisme nord-américain en cernant principalement les effets politiques de ce développement. La bourgeoisie se cherche une voie actuellement; elle tente de redéployer ses forces et d'écraser le mouvement ouvrier et populaire. Autrement dit, elle tente de solutionner la crise à son avantage. Pour redonner l'initiative au mouvement ouvrier, les révolutionnaires doivent comprendre ce processus pour poser la question d'une direction révolutionnaire sur le mouvement de masse et contrer efficacement toutes les illusions et les récupérations réformistes. Malgré notre peu de développement et nos faiblesses politiques, c'est dans cet effort de comprendre la crise et d'y proposer une solution prolétarienne que nous nous développerons en tant que direction révolutionnaire des masses et que nous franchirons des pas vers l'objectif stratégique en ce moment: l'édification du Parti communiste de type nouveau.

Finalement, il importe de terminer par une dernière mise en garde. Ce texte a été produit comme un début d'analyse de la conjoncture. Dans ce sens, il n'aborde que très minimalement les tâches des révolutionnaires. Ce travail sera l'objet principal de la prochaine saison de MOBILISATION.

1. Une crise prolongée

La crise économique et politique qui traverse le monde capitaliste aujourd'hui est un phénomène profond et complexe. C'est une crise qui vient du déclin de la principale puissance capitaliste, les Etats-Unis. Profond en ce sens qu'il nous renvoie aux contradictions fondamentales du capitalisme, les contradictions qu'avaient analysé Marx et Engels il y a plus de 100 ans se ramenant toutes à la contradiction fondamentale, entre les forces productives d'une part, qui se développent constamment, et les rapports de production, qui tendent à bloquer ce processus. Complexe, la crise l'est aussi dans ce sens que c'est une crise de nouveau genre, qui ne ressemble pas aux effondrements soudains et dramatiques qui secouèrent le monde jusqu'à la deuxième guerre mondiale. C'est une crise qui s'étend et se développe sans cesse, que la bourgeoisie contrôle mieux avec tous les mécanismes de protection dont elle s'est dotée depuis la grande crise de 1929. C'est une crise que les auteurs et les scientifiques ne sont pas encore capables de cerner et d'analyser, pas plus d'ailleurs que les révolutionnaires qui doivent briser avec un shématisme simplificateur et chercher de nouvelles pistes pour répondre à la question: où va la crise?

Pour tenter de cerner les contours généraux de cette crise, il faut pourtant remonter à cette contradiction fondamentale (forces productives rapports de production) que la bourgeoisie n'a jamais été capable de résoudre depuis qu'elle existe. Car c'est une contradiction à la base même du capitalisme. D'une part les capitalistes doivent constamment révolutionnariser les forces productives, créer de nouvelles machines et de nouveaux produits, toujours en plus grand nombre et à bas-prix, toujours augmenter la productivité et la rentabilité (le taux de profit). C'est pour eux une condition de vie ou de mort. D'autre part, ils freinent ce développement à cause des rapports de classes qu'ils entretiennent avec la masse de travailleurs (eux diraient de "consommateurs"). Leur profit qui rentre en contradiction avec celui des travailleurs les oblige à engager contre ces derniers une lutte sans merci pour réduire leurs salaires et intensifier leur productivité(1). S'ils ne sont pas capables d'effectuer cette domination croissante, il ne leur sert à rien de produire dans des entreprises dont le taux de profit diminue rapidement.

Cette contradiction de base, personnes même les capitalistes les plus intelligents n'ont réussi à la résoudre. Or en augmentant les forces productives, on augmente les produits, et en luttant contre les travailleurs, on diminue la consommation, et c'est la crise: les machines arrêtent, les capitalistes ferment les portes.

Pourtant si cette contradiction est tellement irrésoluble, comment les capitalistes, particulièrement ceux d'Amérique du Nord, ont-ils pu se développer aussi longtemps? Et bien, ils ont d'abord étendu leur domination dans le monde entier, particulièrement parmi les pays du tiers monde sous-développés, mais aussi dans les pays capitalistes affaiblis par la deuxième guerre mondiale. En exploitant les peuples du tiers monde, on pouvait continuer à augmenter la production tout en donnant aux ouvriers nords-américains une partie du gâteau, ce qui les faisait consommer et le cycle se refermait à l'avantage de tous. D'autre part, la domination des Etats-Unis sur l'Europe assurait une expansion économique énorme: reconstruire un continent presqu'en entier, tout en le faisant financer par les européens eux-mêmes dans les multiples ententes politiques, économiques et militaires. Dans le monde sortant des ruines de la guerre, l'impérialisme réussit à installer partout sa domination et à freiner le processus de libération des prolétaires dans le monde entier. Le Plan Marshall, l'OTAN, le NORAD, le soutien massif à Formose, l'intervention en Corée, en Indochine, en Amérique Latine et au Moyen-Orient sont les manifestations de l'extension continue de l'empire américain durant 10-15 années après la fin de la guerre.

1965: point tournant

Or le plan de réorganisation mondiale de l'impérialisme américain arrive à bout de souffle au milieu des années '60. La domination impérialiste se frappe aux peuples du tiers-monde qui depuis 15 ans s'organisent et refont leurs forces. L'extension de la révolution en Asie (Indochine, Malaisie, Indonésie, Philippines, Inde, etc.), le début des guerres de libération en Afrique coloniale (création du PAIGC, du Frelimo, du MPLA, etc.), la résistance de Cuba et son influence en Amérique Latine (guérillas au Vénézuela, Guatémala, Colombie, etc.) sont tous les faits qui marquent que le courant de l'histoire est en train de changer au cours de ces années. A la fin des années '60, à partir de la grande offensive du Têt vietnamien (hiver 1968) jusqu'au développement du mouvement palestinien, c'est un courant qui se transforme en raz-de-marée. Pourtant, l'impérialisme reste fort. Il poursuit son agression en Indochine, écrase les Palestiniens (1970) et se prépare à en finir avec le Chili et l'Uruguay. Mais le courant de l'histoire est irréstible. Ainsi l'impérialisme, même s'il demeure dominant sur le plan militaire, s'affaiblie politiquement et s'isole des pays du tiers-monde. Au début des années 1970, le courant révolutionnaire se voit rejoindre par le courant anti-impérialiste des pays en voie de développement pour développer les trois grands mouvements: "Les pays veulent l'indépendance, les nations vuelent la libération, les peuples veulent la révolution". L'impérialisme américain est isolé, bafoué par les petits pays et les petits peuples qu'il dominait naguère sans conteste. En 1972, sous les applaudissements frénétiques des représentants des pays du tiers-monde, la Chine fait son entrée fracassante à l'ONU pour transformer cette institution en une tribune des pays et des peuples opprimés. En 1973, les américains signent les Accords de Paris qui officialisent leur défaite militaire et politique, ce qui permet au peuple vietnamien d'avancer jusqu'à sa libération totale en avril 1975, précédé de peu par le petit peuple cambodgien. En 1974, les peuples africains se libèrent de la tutelle coloniale du Portugal. C'est ce qui montrait la vérité de l'affirmation de Mao Tsétoung en 1946 qui disait déjà que "les réactionnaires sont des tigres de papier. En apparence, ils sont terribles, mais en réalité, ils ne sont pas si puissants. A envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant et non les réactionnaires".

Des monstres qui s'entre-dévorent

Mais la montée des peuples du tiers-monde accentue les contradictions entre les impérialistes, les autres monstres qui veulent aussi dominer le monde. Parmi eux, il y a d'abord L'Union Soviétique, cette super-puissance sociale-impérialiste qui fut déjà un pays socialiste (avant 1955) et qui s'est transformé en

1) Traditionnellement, les capitalistes ont utilisé contre les travailleurs diverses armes pour contrer la baisse tendancielle de taux de profit, dont entre autres l'augmentation des heures de travail, la diminution des salaires, l'augmentation de l'intensité du travail, l'augmentation de la productivité (par l'introduction d'équipements plus modernes) etc. Actuellement, ce sont surtout ces deux derniers moyens qu'utilisent les capitalistes.



La collusion USA & URSS masque temporairement l'affrontement inévitable et proche

une puissance agressive et belliqueuse. Pendant que l'impérialisme américain était aux prises avec tous les peuples de la terre, l'URSS a fait son bout de chemin. Elle s'est consolidé sur ses arrières en écrasant toutes tentatives d'indépendance de la part de ses satellites (Tchécoslovaquie), puis elle s'est répandue dans le tiers-monde, signant des ententes avec des peuples qui venaient de rejetter l'oncle Sam pour tomber dans les bras de cet autre impérialisme. Tel est le cas de l'Inde et du Bangla-Desh, de même que d'autres pays au Moyen-Orient et en Afrique.(3) L'affrontement américano-soviétique s'est développé et étendu à toutes les régions du monde, alors que les dirigeants américains et soviétiques tentaient l'impossible, c'est-à-dire de concilier leurs intérêts. La "détente" et la "coexistence pacifique" ne constituaient dans ce contexte que le terrain sur lequel se déroulait l'affrontement politique, économique et militaire, la lutte pour l'hégémonie, par le biais de pays superposés ou directement.

Mais l'impérialisme se trouve confronté à un autre adversaire de taille. Les pays de l'Europe Occidentale (principalement ceux de la Communauté économique européenne (CEE) et le Japon avaient été reconstruits grâce à la soumission de leur bourgeoisie nationale à l'impérialisme américain. En aidant la bourgeoisie à reprendre le pouvoir (devant la menace prolétarienne), les américains créaient ainsi leurs futurs concurrents, qui rendus à un certain degré de développement, voudraient se libérer de l'"aide" américaine. Arriva ce qui devait arriver, et à la fin des années '60, c'est la guerre économique ouverte entre les Etats-Unis d'une part, la CEE et le Japon d'autre part. La reconstruction de l'économie européenne retombait sur le nez des américains avec les industries européennes et japonaises qui commencent à produire plus et à meilleur marché que les américains. Les pays capitalistes jouent ainsi un jeu dangereux à trois, un jeu dont les protagonistes principaux sont les deux super-puissance, ce qui transforme l'Europe de la CEE en un enjeu de la lutte. Ce sera une lutte acharnée.

La contre-attaque américaine

La bourgeoisie américaine et ses milliers d'économistes, politicologues, philosophes, penseurs et techniciens, n'était pas dupe de cette situation. Depuis le milieu des années '60, elle se rend bien compte que le taux de profit diminue, qu'elle perd des acquis quand ces entreprises sont nationalisées dans le tiers-monde ou quand les Toyota et les Volkswagen se vendent mieux que la Chevrolet! Elle déclenchera donc une vaste campagne de contre-offensive. Politiquement, elle fera son unification plus fortement que jamais autour de Nixon (plus forte majorité électorale de l'histoire américaine en 1972), réunissant les trois grands groupes de capitalistes qui dominent les Etats-Unis: le groupe Rockefeller, le plus puissant des trois, le groupe des pétroliers, des agro-alimentaires et de l'industrie militaire du sud et du sud-ouest (c'est le groupe dont Nixon lui-même est issu), et finalement le groupe des financiers du nord qui à la dernière minute retirera son allégeance traditionnelle au parti démocrate et au candidat anti-guerre McGovern.(4)

Unie et organisée, la bourgeoisie américaine déclenche alors son plan d'attaque. D'abord, écraser le Vietnam sous un déluge de bombes, faire la contre-révolution au Chili. Ensuite, lancer l'offensive contre l'Europe. Finalement, faire payer l'offensive par le prolétariat américain, en lui enlevant ses moyens de défense (gel des salaires) et en détériorant ses conditions de vie (diminution des budgets sociaux). C'est ce qu'on appelera le **Plan Nixon**, offensive généralisée contre le monde entier pour rétablir la domination américaine. Sur le plan de la guerre économique, ce sera en 1971 la dévaluation du dollar américain et l'élévation des barrières tarifaires qui met à terre les beaux plans d'expansion de la bourgeoisie européenne et

3) L'intervention de l'URSS se fait sous le couvert de l' "amitié avec les peuples" et l' "aide" aux pays sous-développés, mais aboutit en fin de compte aux mêmes mécanismes de domination imépérialiste: transformation des pays du tiers-monde en fournisseur de ressources naturelles à bas prix et en consommateur de produits finis chers, installation de bases militaires et domination politique, etc.

4) Le groupe Rockefeller, le plus puissant, celui qui domine dans plusieurs secteurs industriels et financiers, a toujours joué le rôle de celui "qui a le dernier mot" contre les deux autres clans, celui du sud et du sud-ouest, identifié comme le groupe réactionnaire et ultra-impérialiste, et celui des financiers du nord-est, le clan des Kennedy-Harriman et des "libéraux" qui dirigent le parti démocrate depuis longtemps. Après la grande victoire de Nixon en 1972, le clan Harriman-Kennedy, avec son contrôle sur les grands médias, reprendra une douce revanche en éliminant Nixon et en débalançant le pouvoir de l'alliance Rockefeller-groupe du sud et du sud-ouest. Mais ce jeu politique ne se fait pas uniquement entre ces trois blocs, le prolétariat et le peuple américain y jouent aussi un certain rôle en ce sens qu'ils constituent la "force d'appoint" sur laquelle un ou deux clans de la bourgeoisie doivent se gagner l'appui contre l'autre. Ainsi les luttes et les tractations des capitalistes se font dans le dos d'un peuple de plus en plus cynique et conscient de ces manoeuvres, ce qui à long terme est porteur d'une authentique révolte populaire. Pendant ce temps, ce sont encore les classes marginales du prolétariat (les jeunes surtout) et les minorités nationales sur-exploitées (noirs, puerto-ricans, etc.) qui -paient le plus et qui se révoltent le plus.

japonaise.(5) Les diverses étapes de ce plan verront cependant la crise s'empirer parce que les contradictions sont déjà trop développées pour qu'une contre-attaque américaine ne vienne les solutionner. Ainsi le tiers-monde résiste et accroît sa lutte. Quant à la CEE et au Japon, ils répliquent aux Etats-Unis à un affaiblissement général de toutes les parties en présence. La grande gagnante de tout ce déclin, l'URSS, reste dans l'ombre et attend son heure. Elle aussi comme les autres pays capitalistes est atteinte de la crise, mais beaucoup moins durement et elle profite de l'affrontement Etats-Unis CEE-Japon pour augmenter son pouvoir.

1973-74: la "Crise du pétrole"

C'est au milieu de ce chaos grandissant que surviendra la fameuse "crise du pétrole". Cet évenement est significatif du mouvement historique en cours. D'abord, ce sont les peuples du tiers-monde qui veulent augmenter les prix à leur juste mesure. Le bas prix de l'énergie finance l'expansion de l'impérialisme américain au détriment du tiers-monde. Les pays producteurs conscients de leur force à partir de la défaite américano-israëlienne de 1973 augmentent les prix. Il n'y a pas là motif à une "crise". Pourtant, l'émoi causé dans le monde capitaliste se répandra comme une trainée de poudre quand les grands monopoles pétroliers américains parleront de la pénurie et augmenteront à leur tour et cette fois-ci à des taux exorbitants les prix du pétrole. Ainsi, partant de la révolte de l'organisation des pays du tiers-monde, les américains organiseront à l'échelle mondiale une vaste supercherie destinée à affaiblir leurs concurrents de la CEE et du Japon qui dépendent des importations de pétrole à 90% (alors que les américains n'importent que 25% de leur pétrole). C'est un peu le coup de grâce à la bourgeoisie européenne qui voit ses usines et son expansion arrêtée, ses plans de réorganisation à l'eau.(6)

Cependant, et c'est là que les américains seront battus, la crise qu'ils déclenchent eux-mêmes en 1973-74 (après les années d'expansion artificielle de 1972-73)(7) atteint un tel degré qu'ils devront payer eux aussi la note. Ainsi, les capitalistes américains dans le secteur de l'énergie et des ressources naturelles auront tendance à profiter de la situation et à frapper durement, y compris l'industrie américaine des moyens de production et de consommation. La flambée des prix qui s'en suit atteint durement les secteurs qui formaient la base de "masse" du capitalisme américain: les secteurs de la consommation comme l'automobile, les appareils ménagers, etc. dont les prix de production atteignent des sommets inégalés. Ces secteurs paieront cher la crise, alors que les grands pétroliers et les monopoles miniers, de même que les secteurs vitaux comme l'alimentation, doublent et triplent leurs profits. Mais en dernière analyse, la rapacité de ces capitalistes leur retombera eux-aussi sur le nez même si ce sera plus long: si les gens arrêtent d'acheter des voitures, il y aura un bien un jour où il faudra diminuer la production de l'acier et du pétrole.(8) Bref, la crise économique qui s'étend en Amérique à partir de la fin de 1973 progresse avec plus de rapidité parce que tous les facteurs qui avaient réussi à la contenir durant des années s'écroulent les uns après les autres. Mais la crise économique s'étend aussi sur le plan politique. Le soit-disant scandale du Watergate ne fait que refléter le fait que la bourgeoisie américaine ne s'entend plus et que ses clans s'entre-déchirent. Nixon sera finalement destitué après que l'offensive du groupe des financiers du nord-est (avec leur contrôle sur les grands médias: chaines de télévision, New York Times, etc.) déclenchea sa campagne et réussira à briser l'unité entre la "droite" des pétroliers—agro-alimentaires—armements et Rockefeller. Quand Rockefeller décide d'intervenir en personne sur la scène politique, c'est pour tenter de réparer les pots cassés.

Le capitalisme américain se cherche

Mais les pots cassés sont de gros pots. Ainsi huit millions de chômeurs ne constituent pas une mince affaire. La moitié des grandes industries de l'automobile est par terre. Le prolétariat américain commence à se rendre compte de certaines réalités. Ce n'est pas une réorganisation partielle qu'il faut entamer, mais une transformation globale. Mais la crise est si profonde que la bourgeoisie américaine au commencement de 1975 se cherche. Ainsi son unification est loin d'être faite: ce dont témoigne l'opposition acharnée du Sénat et de la Chambre des représentants (massivement dominés par les démocrates libéraux) à toutes les propositions du tandem Ford-Rockefeller.(9) Sur le plan international, aucune percée à l'horizon alors que la défaite honteuse en Indochine est une précieuse source d'inspiration pour les peuples du monde. Au Moyen-Orient, c'est l'impasse presque totale, malgré les rumeurs renouvelées de relâchement. L'Europe est secouée par une série de révoltes populaires, au Portugal, en Grèce et à Chypre, où les peuples se soulèvent contre le fascisme qui constituait l'allié le plus sûr des américains. La monté du mouvement ouvrier réformiste en France et en Italie menace aussi la domination américaine. L'URSS (qui semble immuable de l'extérieur) continue ses percées.(10)

La bourgeoisie américaine se cherche actuellement, mais nous sommes convaincus qu'elle va finir par se trouver. Le capitalisme américain est encore trop fort pour tomber sans tenter sa dernière chance. Ce qui veut dire, se réunifier, réprimer le mouvement ourier et populaire, refaire ses alliances dans le monde et préparer ce qui sera sans doute la troisième guerre mondiale. Car la crise ne peut être résolue que par une redéfinition fondamentale des rapports de forces dans le monde, d'une restructuration du monde capitaliste au profit des plus forts et au détriment des plus faibles. L'affrontement qui se prépare est inévitable et le terrain le plus probable sur lequel elle commencera sera sans doute l'Europe ou plus précisément le bassin méditerranéen. Les éléments d'une crise continue au Portugal, en Italie (avec l'affrontement imminent entre le mouvement ouvrier réformiste et la grande bourgeoisie), en Grèce, à Chypre et au Moyen-Orient, les menaces d'intervention militaire américaine dans le cas d'un ambargo du pétrole, etc. transforment cette région du monde en une véritable poudrière. Le prolétariat européen et arabe peut-il éviter cette guerre et se sortir de la crise à son avantage? Comment la bourgeoisie américaine réussira-t-elle à rallier derrière elle l'europe de la CEE contre l'URSS? Quel sera le résultat de l'affrontement? Toutes des questions qui se posent dès maintenant et auxquelles nous devrons répondre bientôt.

5) La dévaluation du dollar augmente le coût des produits européens et japonais en comparaison des produits américains. La surtaxe de 10% sur toutes les importations aux Etats-Unis est un dur coup pour l'industrie de la CEE et du Japon.

6) L'Italie sur le bord de déclarer faillite. Volkswagen qui ferme ses usines, la France moins touchée mais en stagnation, la Grande Bretagne avec sa semaine de 4 jours, etc. En plus les crises politiques qui font chuter les gouvernements en Grande Bretagne, en Italie, dans les pays scandinaves, etc.

7) L'expansion que nous connaîtrons en 1972-73 sera causée par les mesures américaines à court terme, plus l'inflation qui gonfle artificiellement les profits. La bourgeoisie à courte vue y voit l'annonce d'une belle reprise et investira.

8) Actuellement, on parle d'une baisse de production dans l'acier. Même le secteur énergétique semble arrêter son expansion à cause de la diminution des taux de profits exorbitants que veut lui imposer la classe capitaliste dans son ensemble: l'augmentation des taxes sur le pétrole.

9) La crise politique américaine ne semble pas prête de se résorber. Mais une possiblité pointe déjà à l'horizon: le groupe Kennedy-Harriman prépare la candidature spectaculaire de Ted Kennedy, qui serait sans doute la solution de rechange toute rêvée et qui réussirait peut-être à confondre une fois de plus le peuple américain.

10) L'URSS développe lentement mais sûrement le capitalisme à l'intérieur comme à l'extérieur. Ainsi, elle est en train d'édifier tout le secteur de l'automobile privée, elle continue de pénétrer dans le sous-continent indien et au Moyen-Orient, influence l'Europe par le biais des partis révisionnistes (Portugal), etc.

2. Le Canada: capitalisme, impérialisme et dépendance

La crise mondiale du capitalisme s'est manifestée au Canada depuis plusieurs années. L'expansion artificielle de 1972-73 n'a été que l'entracte entre la récession de 1967-71 et la situation qui prévaut depuis la fin de 1973(1). Pourtant, la crise au Canada n'a pas encore atteint l'ampleur qu'elle connaît dans la majorité des autres pays capitalistes.

Pour comprendre cela, il faut analyser la nature même du capitalisme au Canada. Le Canada est un des pays capitalistes les plus avancés au monde sur le plan du développement de ses forces productives, de son organisation sociale et économique, de son niveau de vie. Il fait partie à part entière de ces pays du "deuxième monde", c'est-à-dire des pays capitalistes avancés qui ne sont pas des super-puissances mais qui bénéficient de l'exploitation des peuples du tiers-monde. Mais, dans ce bloc des pays du "deuxième monde", les inégalités sont grandes entre plusieures situations nationales spécifiques. Ainsi, le Canada constitue à l'intérieur du "deuxième monde" l'un des pays peut-être le premier sur la liste, qui est le plus dominé par l'impérialisme américain, qui contrôle (selon diverses méthodes de calcul) de 60 à 70% de notre économie dont les secteurs les plus stratégiques (exploitations minières, pétrochimie, industrie lourde, etc.).(2)

La grande bourgeoisie canadienne a donc développé un type de relations spécifiques avec l'impérialisme américain. Possédant ses propres bases d'accumulation, puissament retranchée dans le secteur important des banques et de la finance,(3) la bourgeoisie canadienne développe avec les Etats-Unis ce que l'on pourrait qualifier d'une "alliance continentale", d'une entente qui fixe ses rapports dans un cadre déterminé et précis, éliminant ainsi presque tous conflits entre les deux "partenaires". Cette alliance s'est consolidée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale au profit des deux forces en présence: l'impérialisme poursuivant sa mainmise sur les secteurs primaires et secondaires au détriment de la petite et de la moyenne bourgeoisie canadienne, la bourgeoisie canadienne développant le secteur financier pour devenir une sorte d'impérialisme financier dans certaines régions du monde. Cette alliance solide

1) On se souvient en 1970 que le taux de chômage atteint plus de 10% au Québec, des nombreuses fermetures d'usines, etc. La poussée inflationniste de 1972-73 réactivera artificiellement l'économie pour nous faire glisser dans une situation où les prix continuent d'augmenter alors que l'économie régresse.

2) Ce qui a été prouvé dans de nombreux documents et qui est difficile à évaluer exactement. Par exemple, on pourra dire que les américains dominent (en chiffres absolus) 99% du pétrole, 55% des métaux primaires, 72% de la machinerie, 81% des produits chimiques, 93% du caoutchouc, 64% des appareils électriques, etc., mais ceci n'est qu'un aspect de la réalité. Ainsi, dans le secteur de l'alimentation par exemple, les statistiques indiquent que les américains y détinennent 32% des investissements. Cependant, ce qu'ils n'indiquent pas, c'est le fait que les grands monopoles, ceux qui réellement contrôlent le march, les General Foods, Kellogs, Kraft, etc. sont eux américains alors que le quelque 68% qui reste est réparti parmi une masse de petits et moyens capitalistes canadiens qui subissent en fait la domination des monopoles. De plus, il faut rajouter à cela le nombre impressionnant de compagnies "canadiennes", c'est-à-dire de compagnies où au moins 51% des actions sont en mains canadiennes, mais qui *en fait*, sont contrôlées par un ou deux gros investisseur américain qui possède un bloc de 10-20 ou 30% des actions en face d'une masse de petits investisseurs canadiens. C'est le cas par exemple de compagnies comme Inco, Falconbridge, Brascan, Massey-Ferguson, etc. Ce qui en dernière analyse nous fait dire que l'économie canadienne est presque complètement dominée par les Etats-Unis et que sur le strict plan du contrôle économique, le Canada se compare aisément aux pays du tiers-monde.

3) La bourgeoisie canadienne a établi une politique protectionniste dans le secteur bancaire et financier. De plus, elles est dominante dans certains secteurs économiques: pâtes et papier, textiles et vêtement, imprimerie et édition, etc.



La grande bourgeoisie canadienne: une longue expérience anti-ouvrière et anti-populaire

L'alliance de la bourgeoisie canadienne avec l'impérialisme américain se consolide à l'avantage des deux partenaires

se concrétisait aussi sur le plan politique international alors que le Canada est demeuré l'allié le plus solide et le plus stable des Etats-Unis, et ce à tous les niveaux des rapports politiques, économiques et militaires dans le monde.(4) Ainsi, l'impérialisme américain et la bourgeoisie canadienne ont su trouver un cadre pour développer leurs relations au profit de tous, dans une stabilité et une tranquillité inégalée dans le monde, pour développer le capitalisme à l'échelle de l'Amérique du nord de façon intégrée et centralisée. Le capitalisme canadien, malgré le fait qu'il soit le propre d'une véritable bourgeoisie nationale, se trouve donc de cette façon intégré à l'ensemble américain tout en gardant un certain degré d'autonomie.

La bourgeoisie canadienne et la crise

Aussi intégré à l'ensemble américain soit-il, le capitalisme canadien possède un champ national de développement. C'est cette situation qui peut expliquer le développement spécifique de la crise au Canada. La crise mondiale a pu être contenue jusqu'à date par la bourgeoisie canadienne qui a joué sur ce terrain qui lui est propre.

Quels sont ces atouts? D'abord, le capitalisme canadien est centré sur l'extraction et le traitement premier des ressources naturelles: pétrole (le Canada est le seul pays capitaliste avancé exportateur de pétrole), fer, cuivre, amiante, nickel, uranium, hydro, etc. Toute notre structure économique est centrés sur ces ressources naturelles et nous avons bénéficié des augmentations de prix dans le monde causés par la révolte des pays du tiers-monde et la concurrence inter-impérialiste entre les Etats-Unis et la CEE, les premiers favorisant consciemment la hausse des prix pour affaiblir la CEE. La hausse de la production qu'ont connu ces secteurs a causé la prospérité relative du Canada durant ces années. Cela explique aussi pourquoi les régions du pays les plus liées aux ressources naturelles ont

4) Le soutien politique et militaire du Canada aux Etats-Unis est solide, tel que manifesté en Corée, en Indochine (avec l'attitude incroyablement partisane du Canada dans la Commission Internationale de contrôle), etc. Quant au soutien économique, on peut voir cela par exemple par le fait que le Canada soit le seul pays exportateur de pétrole *au monde* qui ait refusé de participer à l'OPEP (organisation de pays producteurs) sous prétexte de ne pas diviser les pays capitalistes entre eux! Plus récemment, le Canada se refusait à joindre un cartel formé de pays exportateurs de fer pour les mêmes raisons. Sur le plan monétaire international, le Canada a été le seul allié stable des Etats-Unis, et ainsi de suite dans tous les domaines.

bénéficié de ce courant alors que l'Ontario par exemple sera durement frappée par la crise (dans les secteurs de l'automobile, appareils ménagers, etc.).(5)

Mais la bourgeoisie canadienne possède aussi un autre atout en main: l'exploitation des peuples du tiers-monde. Même si le Canada ne constitue pas un rival sérieux pour les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes, il a su se tailler une certaine place comme impérialisme, particulièrement en Amérique Latine et dans les Caraibes. Encore là, cet impérialisme canadien est tributaire de l'alliance continentale avec l'impérialisme américain, puisque les monopoles "canadiens" qui exploitent le tiers-monde sont en bonne partie contrôlés par des intérêts américains.(6) Néanmoins, cela fait l'affaire de la bourgeoisie et du capitalisme au Canada, et minimise ainsi les effets de la crise économique.

Finalement, la bourgeoisie canadienne, concentrée en Ontario, qui constitue le coeur du capitalisme canadien, bénéficie de l'exploitation de sa "colonie intérieure", le Québec, qui traditionnellement contribue à payer la note par la sur-exploitation dont il souffre. La nation québécoise, qui possède toutes les caractéristiques de la définition classique de la nation,(7) souffre d'une double oppression et souffre en tant que nation de l'exploitation que lui impose la grande bourgeoisie canadienne. Les profits qu'elle accumule au Québec contribuent donc à renflouer la caisse dans les moments difficiles, ce qui n'est pas le cas pour d'autres pays capitalistes avancés.

Ces principaux facteurs expliquent la situation relativement privilégiée du Canada face par exemple aux pays de la CEE, le Japon, etc. Mais le caractère même du capitalisme canadien fait en sorte que ses "atouts" ne peuvent être que secondaires, partiels, temporaires. L'alliance continentale avec l'impérialisme canadien nous met dans une situation de dépendance face à l'impérialisme: les grands capitalistes canadiens l'admettent eux-mêmes quand ils affirment que la reprise américaine est la principale condition de notre prospérité. En effet, les monopoles américains, qui dominent l'économie canadienne, sont soumis à une seule et même politique économique à l'échelle continentale. Si la General Motors ou IBM décident de fermer les usines, ils le feront aussi bien ici qu'aux Etats-Unis. Dans ce sens, notre dépendance nous rend tout à fait vulnérable à la crise de l'impérialisme. C'est pourquoi les perspectives d'avenir sont plutôt sombres et les "experts" s'attendent à ce que la crise frappe encore plus durement en 1975-76 au Canada. Mais face à cette situation, la bourgeoisie canadienne n'est pas pour autant désemparée.

La bourgeoisie canadienne et l'Etat

L'Etat fédéral canadien, le quartier général de la bourgeoisie candienne, est l'instrument par lequel cette dernière centralise et dirige ses politiques. En tant que véritable bourgeoisie nationale, la bourgeoisie canadienne s'est construit cet outil indispensable qu'est l'Etat capitaliste. En tant que partie d'une alliance continentale, la bourgeoisie canadienne a dirigé cet Etat en fonction de sa politique intégrée aux Etats-Unis. L'Etat canadien joue donc ce rôle d'organisateur collectif de l'alliance capitaliste Canada—Etats-Unis.

A cause de la relative stabilité de l'alliance capitaliste au Canada, la bourgeoisie canadienne est relativement unie: il n'y a pas et il n'y a jamais eu de divisions majeures, de crises graves dans ses rangs. Le Parti Libéral constitue l'aspect dominant d'un seul tout politique dont le Parti conservateur ne constitue que la contre-partie officielle: aucune base politique ou économique ne les distingue fondamentalement.(8) L'opposition que manifeste certains secteurs de la petite et de la moyenne bourgeoisie réflète le caractère extrêmement disproportionné du rapport de forces: ces secteurs n'ont pas de véritables assises économiques et leur seul pouvoir est maintenu dans les instances régionales ou provinciales. Jamais le NPD par exemple ne pourra se sortir de cette impasse.

Unie et organisée, la bourgeoisie canadienne est bien en place pour faire face à la crise et s'en sortir de la façon traditionnelle: la faire payer par le peuple et le prolétariat. L'offensive contre le mouvement syndical (grèves des débardeurs, conflits des postes, etc.), les menaces de Turner qui seront bientôt réalisées par le gel des salaires, la réduction des budgets sociaux au profit de l'"assistance" aux monopoles, etc. ne sont que les premières étapes de cette offensive. Sur le plan politique, cette offensive entraine aussi une centralisation accrue de l'Etat canadien au détriment des provinces, réflétée récemment par l'attitude "dure" du fédéral dans les négociations avec les provinces concernant les communications, la politique sociale, etc. Sur le plan international, cette politique se mène sur deux niveaux parallèles. D'abord et principalement, c'est la poursuite de l'alliance continentale avec l'impérialisme américain. La mise au rancart du Rapport Gray et la farce de la Commission de tamisage des investissements étrangers, l'aide du Canada dans le projet américain de renforcissement de l'OTAN, etc. réflètent cette réalité. Mais il y aussi un second aspect dont la relation avec le premier demeure encore incertain. Il s'agit de "l'ouverture" du Canada vers la CEE, commenté par les "experts" comme un moyen envisagé pour se dégager progressivement de l'emprise américaine. Actuellement, nous n'avons pas les éléments nécessaires pour dire si cette "ouverture" manifeste un désir réel de la part de la bourgeoisie canadienne de diversifier ses relations, ou une façon indirecte pour favoriser l'expansion américaine en Europe (par le biais de compagnies "canadiennes" contrôlées par des investissements US). L'acceuil plutôt froid des pays de la CEE face à ces approches démontre que la bourgeoisie européenne se méfie des manoeuvres de la part d'un pays aussi dominé par les Etats-Unis que le Canada.

Ce qui ressort de cette analyse embryonnaire, c'est le fait que le Canada se dirige de plein pied dans la crise économique mondiale, la crise prolongée. Le degré d'intégration de la bourgeoisie canadienne à l'empire américain lui rend impossible à court terme toute porte de sortie. Les atouts

5) Durant l'hiver 1975, le nombre des chômeurs en Ontario a dépassé celui du Québec, un fait inusité dans les annales économiques du Canada! Il faut toutefois noter que la proportion des chômeurs (par rapport à la main d'oeuvre active) demeura plus forte au Québec.

6) Un exemple parmi d'autres, la puissante compagnie impérialiste Falconbridge (implantée en Rhodésie raciste, en Amérique latine), dont le contrôle est indirectement assumé par Howard Keck du Texas par le biais de sa filiale Superior Oil qui possède le plus gros bloc d'actions (30%) de la Falconbridge. Tel est le cas de compagnies impérialistes canadiennes comme Alcan, Brascan, Inco, Rio Tinto, etc.

7) "Une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de formation phychique qui se traduit par une communauté de culture...", Staline in *Le marxisme et la question nationale.*

8) Le Parti Libéral régne sans conteste depuis la deuxième guerre mondiale excepté l'intermède du gouvernement Diefenbaker (1957-1962) alors que le Parti Conservateur joue le rôle de la "Loyale opposition". Le NPD se contente de se constituer comme l'aile "avancée" du Parti Libéral tout en exercant le pouvoir dans certaines provinces de l'ouest. Il reste le Parti Créditiste pour le folklore et pour la récupération des votes "de mécontentement" au profit du Parti Libéral. Il n'y a pas beaucoup de pays capitalistes dans le monde avec une situation politique aussi stable que le Canada.

qu'elle conserve demeurent importants, mais ne peuvent qu'eux-aussi servir à l'alliance continentale: fondamentalement, les progrès et les reculs du Canada comme des Etats-Unis feront partie d'une même politique.

Mais c'est au niveau politique qu'il faut poursuivre l'analyse. C'est à ce niveau qu'il faut diriger nos efforts car c'est sur ce terrain que se joue fondamentalement le combat déterminant.

3. Le Québec: une zone de troubles, une zone "arriérée"

A l'intérieur de cette région économiquement intégrée qu'est l'Amérique du nord, le Québec constitue un lieu spécifique, spécial. Maintenue pendant des années comme une sorte de zone arriérée, reléguée aux rangs de région rurale et peu développée, le Québec s'est trouvé une place de choix parmi les nations sous-développées et surexploitées. Pays du "cheap labor" mal éduqué et mal entretenu, pays politiquement dominé par les cléricaux et les réactionnaires admirateurs de Mussolini, le Québec a été consciemment et savamment maintenu dans cette position par l'alliance bourgeoisie canadienne-impérialisme américain qui pouvaient y exploiter les immenses ressources naturelles en paix.(1)

Mais le début des années '60 verra des transformations profondes s'opérer dans la société québécoise. D'abord, la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain ont besoin de développer le pays, de le réorganiser et de lui donner une véritable structure politico-sociale qui corresponde aux nécessités du capitalisme monopoliste.(2) Ainsi, il faut bâtir toute une infrastructure de services ayant directement un rôle économique: la nationalisation de l'électricité, la mise sur pied de sociétés d'Etat dans l'exploitation forestière, la recherche pétrolière, etc. en sont les manifestations. Il faut aussi organiser une super-structure de services (éducation, santé) pour former et garder en santé une main d'oeuvre plus qualifiée dont on a besoin pour employer dans le développement économique. Cette période, autrement connue par l'appellation euphémiste de "révolution tranquille" bouleversera tous les aspects de la société québécoise qui se verra prise dans une contradiction majeure: poursuivre son développement et par conséquent s'autonomiser de par ses propres forces par rapport à la bourgeoisie canadienne principalement, ou bien se développer mais en restant dans le cadre rigide que lui impose la grande bourgeoisie canadienne.



La grève de United Aircraft: un "pattern" pour les prochaines luttes syndicales

Cette grande contradiction sera la cause principale des bouleversements politiques que connaîtra le Québec

1) Jusqu'à 1945, la population québécoise est encore en majorité une population rurale, attachée à l'exploitation de petites entreprises agricoles où elle crève littéralement de faim. Dans les villes, la situation est plus dramatique et on constate l'effroyable misère des prolétaires québécois. Durant les années '30 par exemple, le taux de mortalité infantile à Trois-Rivières est parmi les plus élevés *au monde*, les salaires de 30 à 50% plus bas que dans le reste du Canada et des Etats-Unis. Le Québec ne possède alors aucun système d'éducation véritable si ce n'est les collèges religieux pour l'"élite", aucun système de santé organisé, aucun service social autre que la St-Vincent-de-Paul et autres institutions religieuses, etc., etc. Duplessis et ses curés justifiaient cette situation par la misère du monde industriel et les joies du retour à la terre pour vendre de l'autre main les ressources naturelles aux monopoles américains. La bourgeoisie libérale qui émergea comme opposition à Duplessis lutta pour mettre le Québec comme partie du développement industriel nord-américain, sans remettre en question toutefois le contrôle américain de ce développement.

2) Le début des années '60 vit le capitalisme se réorganiser à l'échelle du monde et particulièrement dans les zones retardataires en Amérique et en Europe.

depuis 15 ans. Ainsi, la grande bourgeoisie canadienne, par le biais du Parti Libéral du Québec et de sa "branche" québécoise (les capitalistes québécois à envergure nationale ou les gérants des entreprises nationales), s'efforcera de maintenir ce développement dans son propre cadre national, alors qu'émergera une autre fraction bourgeoise québécoise dont l'intérêt résidait (et réside encore) dans le développement d'un marché national québécois fort et dont l'Etat québécois serait le principal organisateur. C'est ce qu'on appelera la "bourgeoisie nationaliste" même si cette couche bourgeoisie ne comporte pas les véritables caractéristiques d'une bourgeoisie nationale.(3)

La crise politique au Québec

Fondamentalement, dans les rapports de classe économique de base, le Québec ne se distingue que très peu du Canada(4). Il subit la même domination de l'impérialisme américain allié à une bourgeoisie canadienne qui s'impose dans le secteur financier et bancaire (et dans quelques secteurs industriels). La petite et la moyenne bourgeoisie québécoise, comme celles des autres provinces du Canada, maintient une présence dans la petite et moyenne industrie, le système coopératif, etc. Pourtant, la question nationale divise la "bourgeoisie québécoise" en deux clans irréductiblement opposés et cette situation est la cause de la crise politique qui couve depuis la fin des années '60 et qui atteint maintenant de nouveaux sommets.

D'abord, examinons les forces en présence. Il y a d'abord ce qu'on appelera la "branche québécoise" de la bourgeoisie canadienne, celle du Parti Libéral du Québec. C'est naturellement cette fraction qui domine le Québec depuis la réorganisation du débat des années '60 (sauf l'intermède de l'Union Nationale de 1966-1970) et le rapport de force global lui est tellement favorable qu'elle possède un pouvoir incontesté depuis sa victoire éclatante de 1973. Nous verrons plus loin comment malgré ce rapport de force ce groupe est aux prises avec de graves problèmes. Ses liens avec l'Etat fédéral (et la grande bourgeoisie canadienne) sont le principal garant de sa force politique et économique. Mais malgré cela, cette "branche québécoise" de la bourgeoisie canadienne est elle-même divisée, elle réunit elle-aussi des clans différents qui s'entendent sur un programme minimum mais qui possèdent des intérêts divergents. Avec la crise économique et les troubles politiques, ces intérêts divergents ont tendance à apparaître. Ainsi peut-on noter l'existence d'un groupe plus directement lié à l'impérialisme américain et à ce qu'on pourrait appeler le groupe bourgeois le plus historiquement enraciné au Québec. Cette tendance, représentée par la famille Simard, est celle qui a dominé le PLQ depuis 1970. Elle a su rallié les éléments les plus "durs" comme Choquette et la majorité des parlementaires libéraux (les petits patroneux) et son chef de file est évidemment Bourassa lui-même. La politique de ce groupe dominant n'a pu apparaître en contradiction qu'avec la crise économique et la nécessité que ressentait une autre fraction de la "branche québécoise" de poursuivre la réorganisation économico-sociale du Québec selon les axes de développement de la grande bourgeoisie canadienne(5). Cette deuxième fraction n'a donc pu s'exprimer comme telle que récemment et les manifestations en sont les critiques du Ministre St-Pierre contre certaines politiques gouvernementales (entre autres l'entente honteuse avec l'ITT qui reçut des mains de Bourassa la moitié de la Côte-nord), les critiques de Cournoyer adressées aux patroneux qui contrôlent la fonction publique, les divergences manifestées entre L'Allier et Bourassa, etc. La critique de cette fraction s'adresserait au clan dominant pour le forcer à assurer au Québec un développement économique plus dynamique, moins centré sur la vente à bon marché des ressources naturelles aux américains, et contre le bordel qui règne dans l'administration publique à cause des petits fiefs qu'y maintiennent les patroneux du Parti Libéral. A moyen et à long terme, cette fraction se présenterait comme la prochaine équipe dirigeante du Québec, et ce en accord avec la bourgeoisie canadienne et le Parti Libéral du Canada. Récemment, les "menaces" de certains ministres fédéraux d'intervenir "pour rétablir l'ordre" au Québec constitueraient une invitation à cette nouvelle équipe de faire un nettoyage avant que le chaos ne se répande trop largement. Les récentes critiques du groupe Power Corporation (par le biais du quotidien La Presse) contre le gouvernement Bourassa, l'offensive du groupe économique Bombardier pour prendre la direction économique de l'important secteur du transport (aux dépens de la famille Simard et de "Marine Industries", et visant à s'emparer de la SGF, dirigée elle-aussi par des représentants de la famille Simard) reflètent aussi l'offensive de St-Pierre, Cournoyer et cie contre Bourassa et le clan politique qui domine le PLQ depuis 50 ans: les Simard. Mais la "branche québécoise" de la bourgeoisie canadienne, malgré ses digergences, est prête à faire front contre son rival le plus sérieux, le PQ.

Le PQ représente les intérêts de ces capitalistes, hautes fonctionnaires et dirigeants de moyennes et petites entreprises, qui ont intérêt historiquement à développer le Québec dans un cadre national, renégociant ainsi la répartition des profits à l'échelle continentale qui ne compterait plus deux mais bien trois parties. Mais le PQ lui-aussi repose sur une alliance fragile de diverses forces et de diverses couches sociales unies autour d'un programme minimum. La crise fait ressortir là-aussi les intérêts divergents contenues dans ce "front commun". Ainsi les véritables dirigeants du PQ défendent plus les intérêts des couches supérieures de la moyenne bourgeoisie québécoise, les cadres supérieurs des appareils d'Etat et les capitalistes nationaux, alors que les intérêts des petits capitalistes et de la petite bourgeoisie en général (fonctionnaires, enseignants, cadres moyens et inférieurs) sont mis de l'avant par la fraction dite de "gauche", celle des Burns, Marois, Paquette, etc. Lévesque, Parizeau, Morin et cie sont conscients de la fragilité de leur pouvoir et c'est pourquoi ils tentent de se défendre actuellement sur le même terrain que leurs adversaires, c'est-à-dire la social-démocratie. Mais c'est une "social-démocratie" plus douce que ne le voudraient bien l'autre fraction qui doit solidifier ses assises populaires dans le mouvement syndical et parmi les "institutions populaires" comme les

3. Dans un sens, on peut dire que la "bourgeoisie québécoise" ne peut véritablement exister, parce que les capitalistes québécois, pour se transformer en véritables bourgeois, doivent accéder au marché national canadien parce que les possibilités de développement au Québec sont trop restreintes. Il est donc normal que la "bourgeoisie nationaliste" se limite aux petits et moyens capitalistes (ceux qui ne peuvent pas se développer à l'échelle nationale) et aux cadres des appareils d'Etat.

4) Le Canada possède d'autres zones arriérées économiquement comme le Québec dont l'exemple le plus frappant est fourni par les provinces maritimes. A un strict niveau économique, toutes les provinces sont exploitées par le centre, c'est-à-dire l'Ontario. Ce n'est donc pas uniquement à ce niveau que le Québec est différent.

5) La réorganisation capitaliste de la bourgeoisie canadienne a pour but d'utiliser la crise au profit de son propre développement dans quelques secteurs stratégiques. L'Etat est l'instrument par lequel cette réorganisation est entrevue, et ceci se manifeste par exemple dans le dernier budget provincial par l'augmentation des dépenses consacrées au développement économique au détriment des budgets sociaux (affaires sociales, éducation, etc.) (en proportion évidemment).

ACEF en durcissant son programme, lui donnant même certains aspects anti-impérialistes(6). Ainsi le PQ est-il partagé entre la solution social-démocrate 1 et la solution social-démocrate 2, représentant les intérêts divergents des couches sociales qui se partagent sa direction. Mais fondamentalement, ces couches n'ont ni les assises économiques ni la force politique pour contester sérieusement le pouvoir de la bourgeoisie canadienne et de sa "branche québécoise", d'autant plus que l'impérialisme américain, celui qui en dernière analyse demeure la force déterminante, se satisfait de son alliance continentale avec la bourgeoisie canadienne qu'il n'oserait pas incommoder maintenant en tentant de lui passer sur le dos pour négocier directement avec les captialistes québécois(7). Ainsi, objectivement, le rapport de forces reste stable, il ne bouge que très peu. Pourtant, toutes ces divisions suscitent des troubles constants, des "scandales" incessants, que se chargent de dénicher l'une ou l'autre fraction pour discréditer ses adversaires. De plus, à l'arrière du tableau se profile la force menaçante du prolétariat, qui refuse de jouer le jeu tout en servant de force d'appoint à la bourgeoisie québécoise nationaliste. Dans un tel contexte, chaque petite "erreur", chaque mauvais coup du gouvernement ou du Parti Libéral deviennent l'objet de campagnes politiques d'envergure, de dénonciations et de crises. Les évenements récents révélés par la Commission d'enquête sur le crime organisé, des évenements somme doute assez "anodins" et courants parmi tous les capitalistes au Canada ou aux Etats-Unis, deviennent une cause d'Etat, un "malaise social", une dégénérescence de la morale nationale", etc. Tous les plumitifs et écrivailleurs bourgeois dénoncent à pleine page les "scandales" que tous et chacun connaissent depuis des années, tout cela pour déstabiliser la situation politique au profit d'une fraction de la bourgeoisie contre l'autre(8). Nous sommes en train d'assister à un ré-enlignement des forces au sein des fractions bourgeoises québécoises, mais ce réenlignement se fait contre un ennemi que tous les capitalistes et que tous les bourgeois ont en commun: le prolétariat.

Une offensive anti-ouvrière et anti-populaire.

La crise prolongée de l'impérialisme et du capitalisme dans le monde et au Québec ne transforme pas seulement les plans de la bourgeoisie. Elle affecte aussi, et même principalement le prolétariat et les couches populaires qui souffrent le plus de la crise actuelle. *Conséquemment*, c'est un terrain qui favorise le regain de la combativité ouvrière et la renaissance de la conscience de classe parmi les prolétaires québécois et nord-américains qui tentent de s'organiser pour résister à la crise. Ainsi, la bourgeoisie canadienne et américaine n'a pas seulement comme tâche de se réunifier et de se réorganiser, mais aussi de faire front contre le prolétariat. En fait, le ré-enlignement des forces de la bourgeoisie se fait sans un même processus que son affrontement avec le prolétariat: c'est la fraction bourgeoise qui a le plus d'atouts en mains pour réprimer et récupérer la combativité prolétarienne qui imposera sa solution aux autres fractions bourgeoises.

Cette situation est plus manifeste au Québec où tous les facteurs de la crise sont accentués, où toutes les contradictions sont plus aigues. La "branche québécoise" de la bourgeoisie canadienne, malgré ses divisions, est prête à s'unir contre les "excès" du mouvement ouvrier: Choquette et Bourassa brandissent la matraque alors que St-Pierre et Cournoyer "rationalisent" le besoin de "rétablir un climat social sain". Le rapport de forces tellement favorable à la bourgeoisie canadienne et à sa "branche québécoise" fait que la bourgeoisie nationaliste n'est pas en position pour résister, et même si elle tente de récupérer le mécontentment des masses face à cette offensive, elle ne conteste pas véritablement le pouvoir, du moins à court et à moyen terme. Ainsi a-t-on pu voir récemment la bourgeoisie candienne et sa branche québécoise" utiliser ses propres scandales (qu'avaient d'ailleurs dénoncé le PQ et ses alliés dans le mouvement ouvrier) pour se retourner contre le prolétariat. Le "scandale" de la corruption de la construction, une organisation montée de toutes pièces par les patroneux du PLQ de concert avec la pègre est transformé en "scandale" du syndicalisme et justifie l'offensive anti-ouvrière que l'on connait depuis les évenements de la United Aircraft et le rapport de la Commission Cliche.

Cette offensive vise bien sûr à écraser la résistance prolétarienne manifestée avec éclat par les milliers de luttes et des grèves "illégales" qui brisent les plans de réorganisation des capitalistes. Mais l'offensive vise aussi à modifier le rapport de forces entre les fractions bourgeoises, à faire ressortir une nouvelle équipe dirigeante plus "moderne" et plus liée à la grande bourgeoisie canadienne et à son plan d'ensemble, ce qui ne s'oppose pas à l'impérialisme américain, mais qui veut maintenir l'alliance dans le cadre de deux partenaires qui gardent chacun ses propres avantages et ses propres acquis. Il est donc probable que ce plan de réorganisation s'étale sur une longue période de temps, et exige conséquemment d'écraser et de remettre à sa place le mouvement ouvrier et populaire, pour une bonne période de temps. A la crise prolongée correspond donc une répression prolongée.

De la répression spécialisée à la répression de masse.

La bourgeoisie a compris depuis longtemps ce principe que la politique est le terrain sur lequel une classe en opprime une autre. Elle comprend ses intérêts et elle s'est donné les instruments pour les défendre jusqu'au bout. Cette vérité élémentaire est souvent oubliée par les révolutionnaires aujourd'hui qui sont souvent inconscients que le processus révolutionnaire qui s'engage actuellement est un processus **violent**, une bataille rangée où les adversaires utilisent tous les moyens pour s'éliminer. La crise économique qui secoue le monde capitaliste, et ses effets au Canada et au Québec ne constituent que le début d'une nouvelle étape de l'histoire du monde où de grands bouleversements viendront changer la face de la terre. Ces bouleversements changeront les règles

---

6) Cette fraction est obligée pour survivre en tant que groupe de s'appuyer sur le mouvement syndical et populaire et d'une certaine façon, elle a tendance à certaines occasions d'aller plus loin que ne lui dictent ses propres intérêts de classe, selon l'interprétation que peut en faire l'un ou l'autre de ses représentants face à la pression populaire.

7) Rien dans l'attitude de l'impérialisme ne laisse présager une véritable ouverture vers le PQ, et ce malgré les tentatives répétées de Lévesque et Parizeau après la fameuse déclaration de Rockefeller en 1970 se disant prêt à négocier avec un éventuel gouvernement indépendant au Québec.

8) Les "scandales" récents de la viande avariée, du banditisme dans la construction, du patronage dans la fonction publique sont tous connus depuis des années. S'ils éclatent maintenant en tant que "scandales", c'est que l'une ou l'autre fraction de la bourgeoisie s'en sert pour affaiblir l'autre. D'autre part, ces "scandales" reflétent aussi l'effort de certains groupes monopolistes d'étendre leur influence dans les secteurs du capitalisme "concurrentiel" et sauvage où la concurrence entre une quantité de petits et moyens entrepreneurs se déroulait souvent en dehors de la légalité bourgeoise: le seul moyen de concurrencer les gros pour ces petits capitalistes était de vivre de divers "rackets", de la corruption des politiciens et du banditisme. C'est le cas entre autres de la construction et de la distribution de la viande en gros. Ce sont les gros capitalistes (comme Canada Packers dans la viande) qui projeteront le plus de ce nettoyage.

du jeu, permettront à des peuples de se libérer et à des révolutions de triompher. Cela permettra aussi à la bourgeosie du monde entier de se préparer pour ces affrontements et de réorganiser les rapports qu'elle entretient entre ses diverses fractions à l'échelle du monde. Ainsi la crise, qui amène des bouleversements, pourra se résoudre au profit d'une ou l'autre bourgeoisie, ou encore au profit des peuples. En général, à l'échelle du monde, ce sont les peuples qui en bénéficieront, comme la libération des peuples a franchi de grandes étapes après la première guerre mondiale, et après 1945. Mais en Amérique du nord, au "coeur du monstre", les affrontements seront particulièrement violents étant donné l'inégalité du rapport de forces en présence.

Les évenements récents, de même que la direction générale de la crise, nous laissent donc penser que nous entrons dans une étape de répression généralisée. Cette répression des grèves, combatives, la surveillance constante des militants révolutionnaires, etc. Mais la nouvelle période qui commence et qui a d'ailleurs été annoncée par la bourgeoisie elle-même (déclaration de Choquette prédisant que la répression à la United Aircraft annonçait l'avenir) donnera naissance à une répression beaucoup plus massive, dirigée vers le mouvement de masse (répression des grèves "illégales", encarcanisation du mouvement syndical, matraquage de grévistes et de manifestants, etc.) mais orientée aussi vers le mouvement révolutionnaire, au moment où la presse bourgeoise fait renaître de ses cendres le FLQ et où la CECO prévoit aborder cette "autre manifestation du crime organisé qu'est la subversion sociale".

Cette étape de répression de masse poserait les conditions pour préparer une répression encore plus violente, qui pourrait nous faire retourner en octobre 1970 où la répression de masse élimina le mouvement de masse pour un an et envoya de nombreux révolutionnaires au "repos forcé". L'évolution de ce processus de répression sera bien sûr déterminé par l'évolution générale de la crise et de ses effets politiques au Québec, de même que par l'intervention de l'autre participant dans cette bataille d'envergure, le prolétariat.

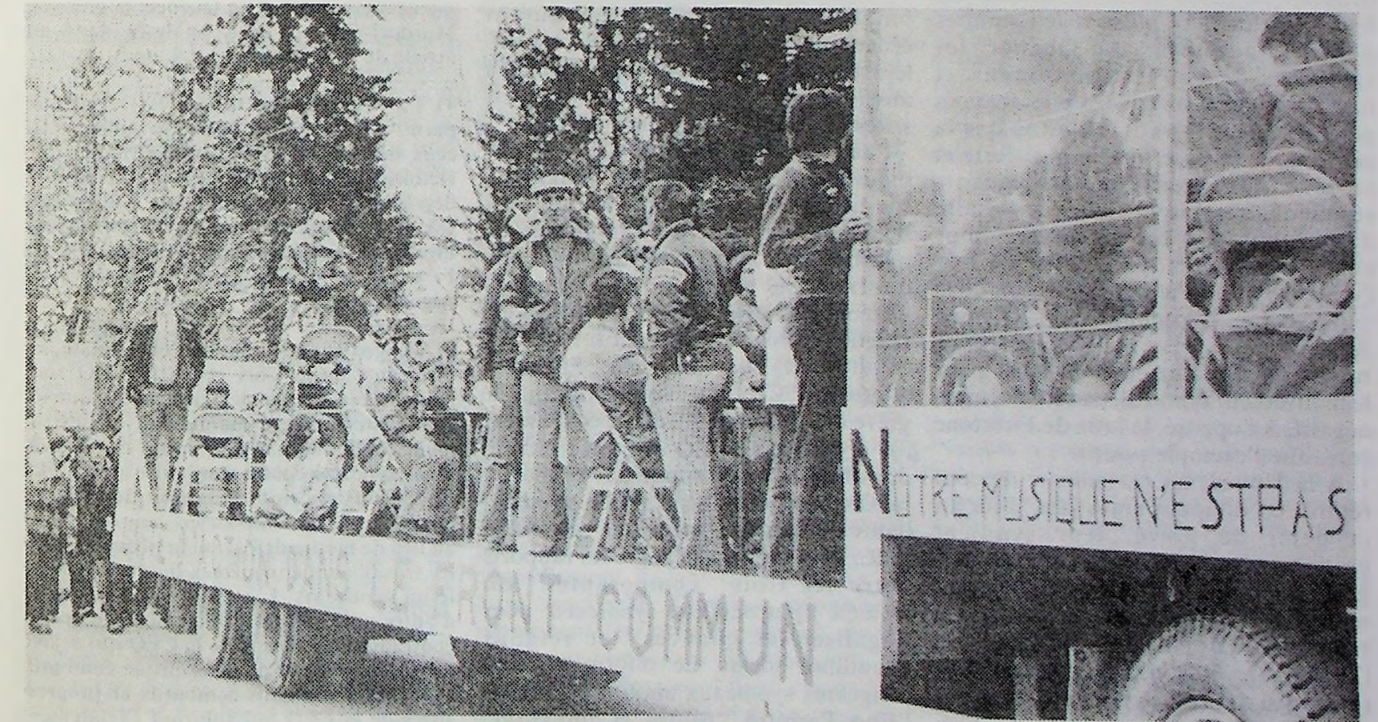
4. Le prolétariat face à la crise

Le prolétariat québécois et nord-américain subit des mutations profondes depuis quelques années qui ont comme effet de changer le rapport de forces qu'il entretient avec la bourgeoisie. Mais ces mutations ne sont encore apparentes qu'au niveau revendicatif-économique, alors que ses effets politiques et idéologiques commencent à peine à se distinguer. De plus, l'absence totale d'une direction révolutionnaire pour imprimer au mouvement de masse renaissant une orientation juste facilite la récupération et la répression.

Nous analyserons ces manifestations là où elles ont provoqué les contradictions les plus vives, c'est-à-dire au sein du mouvement syndical.(1) Le syndicalisme au Québec est né et s'est développé dans le même processus que dans le restant de l'Amérique du nord. De la même façon, il a subi après la deuxième guerre mondiale le grand tournant vers la droite et ses conséquences: supression de la combativité, répression des éléments progressistes et révolutionnaires, abolition de la démocratie, hiérarchisation et bureaucratisation de l'appareil . La bourgeoisie nord-américaine déclencha alors une double offensive: de l'intérieur en faisant le grand nettoyage de tous les éléments combatifs et progressistes pour installer une bureaucratie réactionnaire; de l'extérieur en encadrant solidement le mouvement syndical dans la structure rigide de la légalité capitaliste, code du travail, tribunaux d'arbitrage, injonctions et poursuites "légales, règlements et statuts, etc. Cette offensive eut pour effet de retirer les syndicats des mains des prolétaires pour les mettre dans les mains d'agents directs et indirects de la bourgeoisie, et encore en fixant à ces agents un cadre

---

1) Même si de vives contradictions ont aussi traversé les groupes populaires par exemple. Ce qu'il faudrait absolument analyser pour comprendre le processus qu'ils poursuivent actuellement.



Thetford Mines: une grève clé

rigide qu'eux-mêmes ne pouvaient transgresser(2). C'est dans le contexte d'un tel mouvement syndical, complètement embourgeoisé, que les mutations vont se produire à partir de la fin des annés '60 et au début des années '70. C'est alors que la pression de la base d'une part, et les contradictions développées par les bureaucrates syndicaux (en tant que fraction de la petite bourgeoisie) et les capitalistes d'autre part, causeront les bouleversements que nous connaissons encore aujourd'hui. Mais les deux éléments de la transformation entraient eux-mêmes dans une contradiction ce qui rajoutait au chaos et plaçait la direction du mouvement syndical comme tel entre deux feux: d'un côté la bourgeoisie, et de l'autre côté la masse des travailleurs. En effet, l'unité et la tranquilité traditionnelle qui avaient marqué les années de prospérité seront rompues à mesure que la crise se développe et brise les belles ententes et les beaux plans. Le mouvement syndical devra réagir ou mourir.

Syndicalisme d'affaire, syndicalisme réformiste.

La prémice de base sur laquelle reposait le mouvement ouvrier nord-américain était la croyance inébranlable que les intérêts des prolétaires sont identiques à ceux des patrons et que le capitalisme américain est le meilleur cadre pour défendre ces intérêts. Tout le reste n'est que conséquence de ce principe fondamental. La crise économique et l'offensive patronale qui se déclenche brisent cette illusion en mille miettes; même les bureaucrates les plus réactionnaires doivent l'admettre. Au Québec, les syndicats de la FTQ (nationaux et internationaux) seront les plus frappés par ce bouleversement et c'est là que la pression de la base sera la plus forte et la plus dangereuse Les dirigeants réactionnaires durent alors à apprendre à marcher sur un fil de fer pour concilier à la fois le maintien de leur contrôle sur la base et l'expression de la combativité. L'exemple de la United Aircraft, cette grève pourrie que est en train d'aboutir à un cinglant échec pour le mouvement syndical, en est l'exemple négatif. A l'opposé, la lutte de Firestone constitue l'exemple positif.

A la United, les travailleurs devront rentrer en rampant après plus d'un an et demi de grève, leur syndicat pratiquement démantelé, les travailleurs les plus combatifs poursuivis et renvoyés définitivement, la masse des travailleurs démoralisée. United est l'exemple le plus claire des contradictions qui traversent le mouvement syndical affairiste représenté le plus fortement par les gros syndicats d'affaires. Ainsi, les TUA n'organisèrent jamais la masse des travailleurs pour leur remettre leur lutte parce qu'ainsi ils auraient sapé les bases de leur propre pouvoir: un syndicat bâti et dirigé par en haut ne peut remettre le syndicat aux membres sans se transformer complètement et avec lui le syndicalisme américain dit "international". Tout au plus favorisèrent-ils l'organisation d'une "sympathie" populaire à laquelle ils rattachèrent dès le départ un contenu social-démocrate utilisé par le PQ et le NPD. A côté de la "grève" officielle, les travailleurs combatifs entreprirent des actions d'éclat et des batailles violentes (dont les évenements récents ne constituaient que la conclusion) de façon inorganisée et anarchique. Le résultat est trop connu et trop triste pour que nous y revenions(3). Tout ce qui reste à espérer, c'est que les patrons ne se mettent pas étudier l'exemple de la United!

A l'opposé, Firestone représentait l'effort d'un syndicat combatif dirigé par la masse des travailleurs de l'usine pour mener sa propre lutte et s'opposer vigoureusement aux efforts du syndicat d'affaires auquel ils sont affiliés. Leur combativité organisée et consciente, dirigée par un fort groupe de travailleurs progressistes, déboucha elle-aussi sur un vaste mouvement de solidarité, (fortement soutenu par de nombreux groupes révolutionnaires regroupés dans le CSLO) non pas un vague mouvement de "sympathie", mais une véritable campagne d'appui actif dont les effets penchèrent fortement dans la balance lorsque les patrons durent céder sur toute la ligne aux travailleurs(4). De plus, cette lutte déboucha aussi sur des aspects politiques progressistes pour les travailleurs de l'usine.

Face à la crise qui s'étent, le mouvement syndical réagit durement, ses dirigeants ne peuvent aller jusqu'au bout sans se remettre eux-mêmes en question, et d'autre part, les travailleurs de la base continuent à pousser fortement. Une façon dont les dirigeants réactionnaires peuvent s'en sortir, c'est en utilisant plus fortement l'idéolgie réformiste. Cela fut visible durant la grève de la United Aircraft, cela l'a été à la CSN et à la CEQ et qui se refléta dans leur attitude initale par rapport à la Commission Cliche(5). Le syndicalisme réformiste tente de répandre l'idée qu'il faut réaménager les rapports entre les trois "composantes" du système (patrons-Etat-syndicats) pour "égaliser les chances" et rétablir l'équilibre social. Le réformisme des dirigeants syndicaux aboutit à faire de l'Etat l'arbitre "neutre et impartial" celui qui doit atteindre le "juste milieu" entre les syndicats et les patrons. Les appels répétés des dirigeants syndicaux à l'Etat pour qu'il règle les conflits découlaient d'une même conception fondamentale que le syndicalisme d'affaire traditionnel: la convergence des intérêts entre les travailleurs et les patrons, convergence qu'il faut parfois rétablir par le moyen de l'Etat neutre. L'évolution actuelle des centrales s'oriente dans ce processus. Et pourtant les dirigeants syndicaux devraient se rendre à l'évidence: avec la crise, les vieilles ententes ne sont plus possibles, même dans le cadre d'une reconnaissance mutuelle et de revendications "modérées". Leur incapacité à reconnaître cette réalité les rend perméable à tous les coups qui leur sont portés qu'ils ne peuvent que se résigner à accepter. Déjà la FTQ s'est faite à l'idée de la tutelle dans le secteur de la construction et elle se prépare sans doute à remplacer son leadership actuel dont l'Etat veut la peau.

---

2) Dans ce sens, la contradiction principale dans le mouvement syndical, entre la ligne bourgeoise d'une part et la ligne prolétarienne d'autre part s'est combinée à une autre contradiction secondaire mais importante: celle entre leur caractère intégré à l'appareil d'Etat et leur caractère de masse.

3) De toute évidence, la grève se dirige vers l'échec le plus total: quelques 600-700 grévistes rentreront avec un syndicat affaibli au maximum dans l'usine de 2.500 personnes qui fonctionne à plein depuis plus de six mois. Sous plusieurs rapports, cette situation ressemble à celle qui prévalut lors d'une autre lutte d'envergure du mouvement syndical au Québec: la grève de Murdochville en 1957, analysée dans un article de Mobilisation, vol.4, no.5.

4) La voie de Firestone s'est répandue parmi d'autres groupes de travailleurs, tel ceux de la CTCUM qui remportèrent une victoire en septembre 1974 et les travailleurs des Engrais du St-Laurent de Valleyfield. D'autres luttes ouvrières furent aussi menées avec l'esprit des travailleurs de Firestone: 90% de luttes pour 10% de négociations"!

5) Malgré leur attitude à la Ponce Pilate, les dirigeants de la CSN et de la CEQ sont responsables en grande partie du fait que les capitalistes utilisent maintenant un instrument cautionné par une partie du mouvement syndical contre une autre partie. La CSN-Construction réclamait depuis des années la répression policière contre la FTQ au lieu de mettre de l'avant la nécessité pour les travailleurs eux-mêmes de démocratiser leurs syndicats. L'attitude de Chevrette d'autre part présage l'éclatement de graves contradictions au sein de la CEQ qui a joué assez loin la carte du réformisme combatif. Ce sont les militants combatifs et progressistes de la CEQ qui subiront l'éclatement de ces contradictions.

Ainsi, face à la crise prolongée qui s'étend partout, le syndicalisme d'affaire et le syndicalisme réformiste sont aux prises avec de puissantes contradictions. Le débat actuel au sein de la CSN sur la question des finances n'est qu'une des façons dont se pose la même contradiction entre la voie du recul (illusion d'un retour en arrière au syndicalisme collaborateur) et celle de poursuivre la lutte. Il est fort probable que ce sont les travailleurs combatifs dont en premier lieu les mineurs de Thetford qui paieront l'incapacité de la CSN de dépasser ce qu'elle est et a toujours été, un appareil syndical bâti et conçu pour collaborer avec les patrons(6).

Le syndicalisme de combat, l'expression spontanée des travailleurs face aux luttes revendicatives, est lui-aussi confronté à ses propres contradictions. S'il ne se dépasse pas, il aboutit à l'impasse: les luttes économiques sont menées de plus en plus durement jusqu'au moment où le rapport de force trop défavorable s'abat contre les travailleurs. C'est alors la défaite, la débandade parce que fondamentalement, on n'a pas su s'organiser pour engager la lutte nécessairement prolongée et complexe contre la bourgeoisie, on s'est laissé cerné et écrasé. Certains syndicalistes glissent alors vers des positions anarcho-syndicalistes et surenchèrent sur la lutte revendicative: "l'avenir est dans la lutte économique à condition que nous soyions bien organisés...". Cette illusion a coûté cher historiquement aux travailleurs.(7)

Le syndicalisme de combat n'a d'autre issue que de se transformer en syndicalisme de classe, ou retourner en arrière vers le réformisme. Le syndicalisme de classe implique une direction politique révolutionnaire, exige que la lutte économique soit menée dans une stratégie d'ensemble, en sachant qu'elle constitue l' "école de la guerre" pour aguerrir et éduquer les prolétaires en vue des affrontements décisifs, contre le pouvoir de la bourgeoisie(8).

Vers l'affrontement.

Avec un mouvement syndical encore dominé par le syndicalisme d'affaire et le syndicalisme réformiste, les travailleurs sont mal équipés pour engager la lutte. Leur résitance spontanée face à la crise, les grèves "illégales" et les réouvertures de conventions, leurs revendications économiques de plus en plus dures risquent de se frapper à un mur de béton à court terme. United dans ce sens est un précurseur de plusieurs luttes à venir, et il faudra suivre l'évolution des grèves en cours pour voir si la bourgeoisie aura pris ses leçons (la lutte des mineurs de Thetford reste une lutte-clé dans ce contexte).

Le 21 mai dernier fut aussi l'occasion d'un enlignement des forces en vue de la lutte décisive du mouvement ouvrier à venir: le Front Commun du secteur public. Malgré les divisions profondes dans le mouvement syndical, les centrales créeront au moins l'apparence d'un Front Commun, au moins pour les négociations d'ensemble concernant les salaires, l'indexation, etc. Mais les faiblesses politiques fondamentales du syndicalisme conduisent tout droit à un affrontement pour lequel les travailleurs ne seront ni préparés ni organisés(9). Cet affrontement, s'il y a lieu, et la bourgeoisie aurait effectivement intérêt qu'il ait lieu dans l'état actuel des choses, aura pour effet de permettre de faire apparaître encore plus clairement les contradictions internes entre le syndicalisme d'affaire et la combativité des masses. Compte tenu de la crise économique et de la nécessité pour la bourgeoisie canadienne de "refaire son image" tout en humiliant le mouvement ouvrier, tous les éléments actuels s'orientent dans cette direction. Si tel est le cas, nous passerions alors à une nouvelle étape dans la répression du mouvement de masse ce qui préparerait les conditions pour une répression encore plus généralisée.

Face à cette situation, les révolutionnaires ont une responsabilité encore plus grande d'analyser la situation et de faire cette explication politique. Il faut lutter sur deux fronts à la fois. D'abord, il faut se servir des contradictions actuelles pour poursuivre plus à fond la critique du syndicalisme d'affaire et du syndicalisme réformiste. Les travailleurs confrontés à des situations de lutte désirent s'organiser et la lutte pour la démocratisation des syndicats doit atteindre de nouveaux sommets. Cette lutte de démocratisation doit déboucher sur une explication politique: pourquoi faut-il s'organiser?

Cette question aboutit au deuxième point qu'il faut développer concurremment. Dans la situation économique et politique actuelle, il faut faire une critique acérée contre le syndicalisme réformiste et développer le syndicalisme de combat dans une perspective politique. Les idées qui sont véhiculées par exemple par certains secteurs de l'appareil syndical de la CSN et qui visent à surenchérir sur la lutte revendicative sans faire l'explication politique nous dirigent tout droit vers le dégonflement violent du ballon de la lutte syndicale. Certains réformistes reprennent les pseudo-analyses syndicales pour poursuivre l'illusion qu'il est possible d'affronter l'Etat capitaliste dans la lutte syndicale et de vaincre(10). En dernière analyse, ces idées si elles ne sont pas combattues conduiront évidemment à la défaite, mais pire encore, à une défaite doublée d'une démobilisation face à la répression qui suivra. Il faut au contraire par l'explication politique préparer les forces des travailleurs en vue de l'affrontement de façon à ce qu'ils apprennent de cette lutte et qu'ils sachent se replier en ordre, en s'organisant et en élevant leur conscience, en préparant les luttes décisives. Pour cela, il faut organiser et éduquer politiquement les travailleurs les plus avancés et rallier leur avant-garde au projet révolutionnaire(11).

La prochaine saison de luttes qui s'en vient en sera une d'offensive capitaliste et face à cette situation, ce n'est pas le mouvement syndical actuel qui pourra résiter à cette offensive. Economiquement, les revendications du secteur publique (par exemple le $165 par

---

7) La grève générale de Winnipeg est un exemple au Canada de l'impasse de l'anarcho-syndicalisme et de la surenchère qu'il fait sur la lutte économique. Voir Mobilisation, vol.3, no.7.

8) Un véritable syndicalisme de classe n'est possible que par l'existence d'une forte direction révolutionnaire, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, ce qui ne veut pas dire qu'il est impossible de développer le syndicalisme de classe cependant, sur des bases locales et fragiles.

9) Encore une fois, le Front Commun risque d'être une structure sur laquelle les travailleurs n'auront pas le contrôle. D'autre part, il n'y a pas de véritable travail d'organisation et de préparation dans la majorité des syndicats locaux. Là où cela se fait, c'est parce que les forces combatives et progressistes (sous l'impulsion des révolutionnaires) l'entreprennent de leur propre chef, souvent sans aucune aide ni soutien de la part des appareils syndicaux.

10) Tel est le cas avec certains militants réformistes au sein du Conseil Central de Montréal liés au Rassemblement des militants syndicaux (RMS) et d'autres militants dans certains hôpitaux de la région de Montréal. Les réformistes à certains endroits combattent violemment les révolutionnaires pour tenter de les isoler des travailleurs combatifs comme des gens qui "veulent amener la sale politique", "qui sont anti-syndicaux," etc. Ces militants assumeront une grave responsabilité quand l'affrontement inévitable avec les capitalistes nécessitera un repli organisé des travailleurs, et donc une véritable compréhension politique des forces en présence et de la nécessité de la lutte politique.

11) Voir à ce sujet le "Bilan du Front Commun de 1972 et les tâches actuelles des révolutionnaires", suivi de "Eléments d'un programme", in *Mobilisation*, vol.4, no.8.

semaine) sont inacceptables pour les capitalistes, et politiquement, l'occasion est belle pour poursuivre l'encarcanisation du mouvement syndical, en enlevant le droit de grève par exemple ou en désacréditant les syndicats (sans compter les mises à pied et les congédiements massifs des travailleurs combatifs comme c'est actuellement le cas au bureau de poste de Montréal). Le syndicalisme d'affaire pliera l'échine alors que le syndicalisme réformiste y perdra des plumes. Le grand perdant sera le syndicalisme de combat à moins que les révolutionnaires ne réussissent à y imprimer une direction politique, à faire l'explication et à préparer les travailleurs à la lutte politique prolongée.

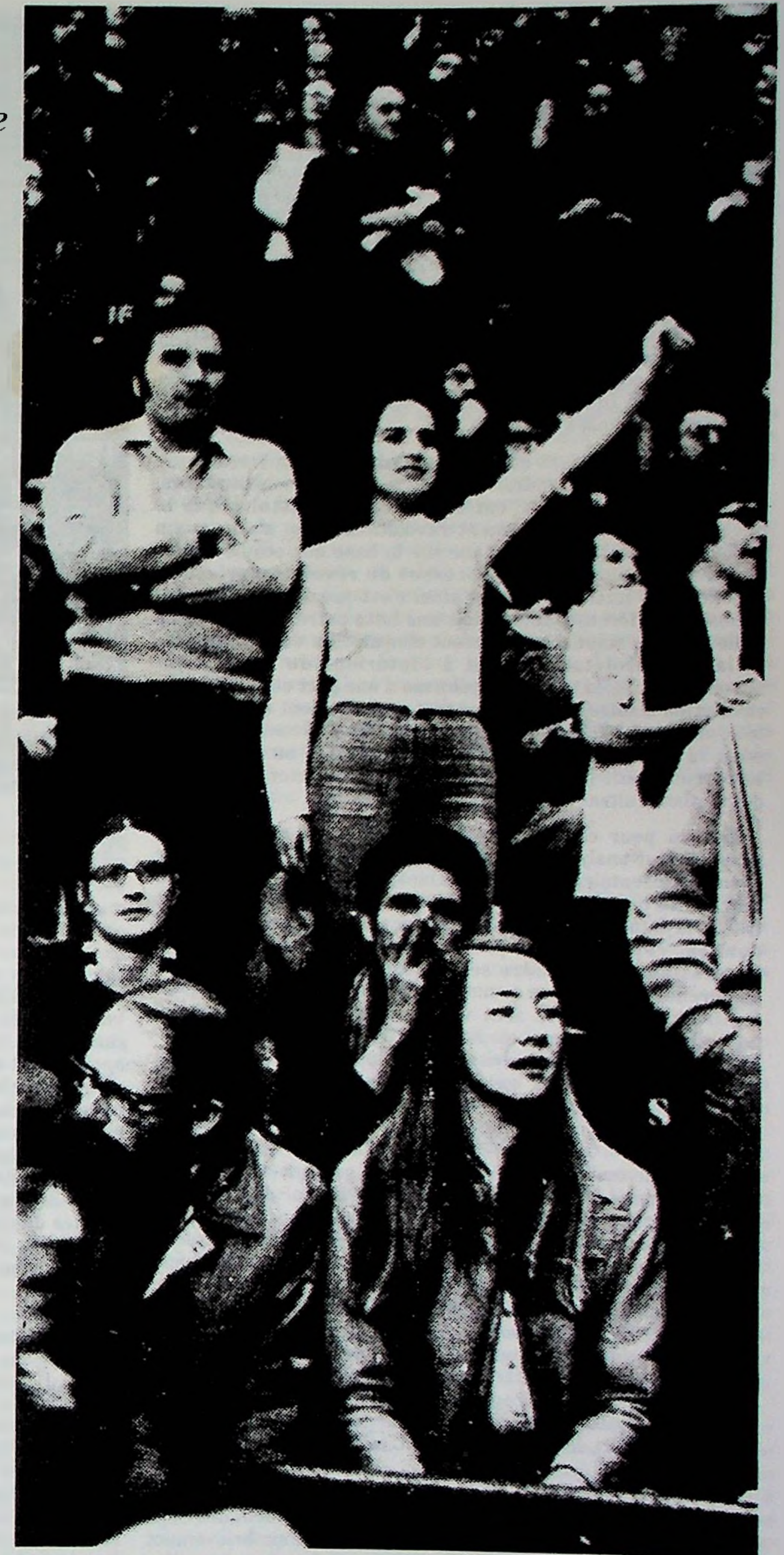
Bâtir le parti révolutionnaire dans les masses.

Les progrès franchis par le mouvement révolutionnaire sont encourageants. Une nouvelle réorganisation des forces révolutionnaires est en train de s'opérer à partir des groupes et noyeaux qui se développèrent durant 1973-74 dans un état de division et d'éparpillement. Ce mouvement d'unification cependant ne tombe pas du ciel, il découle de l'enrichissement politique venu de l'intervention auprès des masses et des embryons de programme révolutionnaire dégagés récemment. Mais d'une certaine façon, la crise actuelle et les grand affrontements qui s'annoncent nous obligent à accélérer le processus: la bourgeoisie n'attendra pas le moment où nous aurons bien complété notre organisation. C'est dans le feu de l'action que nous nous développerons que notre unification deviendra plus qu'un désir subjectif, mais un besoin que les masses elles-mêmes réclameront de plus en plus, que la lutte idéologique contre le réformisme et toutes les fausses solutions élevera la conscience de classe et l'organisera.

La crise actuelle, nous oblige aussi à voir plus grand que les luttes de masse immédiates et à poser les questions de stratégie politique d'ensemble. Ainsi, le rapport de forces économique et politique actuel à l'échelle du continent entraine un isolement relatif du Québec (comme zone de tempêtes) par rapport au restant du continent. Si nous ne voulons pas à long terme que cet isolement ne se transforme en encerclement et en écrasement violent, il faut développer dès maintenant l'unité avec le mouvement ouvrier nord-américain, et plus spécifiquement avec le mouvement révolutionnaire, le rythme de leur développement se poursuit de façon différente que le nôtre, de même en est-il pour la lutte des classes en général, aussi faut-il tenir compte des spécificités et ne pas tomber dans une vision idéaliste de l'unité. Mais une chose est sûre, les prolétaires québécois ne sont pas capables de venir à bout du capitalisme en Amérique du nord de par leurs propres forces seuls! Et cet isolement ne sera pas une question à résoudre dans cinq ou dix ans, mais plus tôt qu'on est porté à le penser en autant que la crise poursuive son développement et entraine les affrontements prévisibles.

C'est dans ce contexte que les révolutionnaires doivent s'organiser pour répondre aux exigences de l'heure, diriger le mouvement de masse, rallier l'avant -garde ouvrière et unifier tous les révolutionnaires, tout en avançant dans la coordination avec les forces révolutionnaires canadiennes et américaines.

Le mouvement des Comités d'Action Politique au Québec (1971-1975)



La longue marche vers la voie révolutionnaire

●La révolution est un processus prolongé, complexe, qui va par bonds et par soubresauts. L'histoire du mouvement révolutionnaire témoigne de ces difficultés et de ces acquis, démontre que la mise en marche de la voie révolutionnaire résulte d'une lutte intense entre deux lignes, deux conceptions du monde, deux classes. Depuis quelques années au Québec, la question de la révolution a été posée, (bien qu'avec beaucoup de confusion), et nous retrouvions cette tradition de lutte que le Parti Communiste avait établi au cours des puissantes mobilisations de masse dans les années qui précédèrent et qui suivirent la deuxième guerre mondiale.(1) L'essor de l'impérialisme américain emporta dans une grande vague de noirceur et de répression cette tradition révolutionnaire, qu'il fallut redécouvrir après un intermède de plus de 20 ans. Les premières organisations progressistes qui revirent le jour au début des années '60 devaient travailler sur un terrain vierge. Dans un tel contexte, leurs efforts rencontrèrent souvent de gros obstacles, firent de fréquentes erreurs et se retrouvèrent dans de nombreuses impasses.

●Mais ces premiers efforts se faisaient sur un terrain que d'autres ensuite reprendraient avec un point de vue plus clair, plus révolutionnaire. C'est une leçon de l'histoire que le développement du mouvement révolutionnaires, n'est pas un processus évolutif, mais avance sur la base des acquis et des erreurs passés, dans un processus de révolutionarisation constant. La lutte des classes ainsi n'est jamais une lutte qui oppose deux forces stables, mais une lutte entre des ennemis à mille visages, sinueuse et souvent obscure. La voie bourgeoise et la voie prolétarienne, et à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, la voie de la réforme d'une part et la voie de la révolution d'autre part, s'affrontent constamment et dans tous les domaines. La voie de la réforme par exemple se présentera sous la forme du nationalisme de droite, ou encore du terrorisme petit bourgeois, du réformisme électoraliste ou du dogmatisme ultra-"gauchiste."

●Ainsi pour comprendre notre histoire et apprendre du passé, il faut analyser cette lutte entre les deux voies, comme elles se présentaient à l'époque. Dans telle ou telle conjoncture précise, les deux voies s'affrontent de façon spécifique, et il faut tracer la ligne de démarcation entre ce qui, **dans une étape donnée**, représente le progrès et ce qui représenta la régression. Comprendre se processus nous permettra de comprendre pourquoi et comment nous avons avancé, non pas à partir d'idées qui nous sont venues du ciel, mais **à partir de notre propre pratique** et à l'aide de la théorie marxiste-léniniste, pour analyser véritablement les erreurs et juger non pas comme un "juge" extérieur, intouchable (celui qui a toujours eu raison), mais comme une partie active qui progresse à partir de cette critique.

●Le Mouvement des Comités d'action politique (CAPS) sera entre les années 1971 et 1974 le pôle principal de la gauche révolutionnaire au Québec. Il constituera dans une conjoncture précise l'expression principale de la voie de la révolution. Il contiendra en son sein les leçons et les acquis du mouvement révolutionnaire des années 1960, il contiendra aussi leurs limites, leurs faiblesses. Car le Mouvement des Caps naîtra d'une fusion d'éléments politiques, principalement l'expériences des comités de citoyens les plus développés, et les acquis de la gauche révolutionnaire, la gauche de la fin des années '60 du Front de Libération Populaire (FLP) et des groupes qui orbitèrent autour de lui comme le Mouvement Syndical Politique (MSP), le Mouvement de Libération du Taxi (MLT), etc.

●Pour comprendre pourquoi en 1971 le Mouvement des Caps représente la voie de la révolution, il faut revenir brièvement sur ses origines. Les comités de citoyens qui étaient issus des luttes populaires arrivaient à un point tournant en 1970. Ils avaient organisé de multiples luttes populaires, mobilisé de larges masses, affronté les capitalistes et l'Etat sur de nombreux fronts; ils avaient mis sur pied des services populaires contrôlés par le peuple, ils avaient tenté d'organiser les couches populaires des quartiers. Par un long cheminement,



les comités de citoyens, principalement les plus avancés, voulaient dépasser ce style défensif et revendicatif qui les avait caractérisé. A la fin des années 1970, le projet du FRAP leur apparaissait comme cette porte de sortie qui leur permettrait de dépasser la lutte immédiate. Ce n'est que plus tard, après le constat d'échec, que les militants qui avaient participé à cette lutte électorale se démarquèrent progressivement et partiellement des illusions social-démocrates qui avaient été à la base même du FRAP.(2) Mais la critique du projet social-démocrate, même si elle s'inscrivait dans le cheminement pratique des comités de citoyens, n'aurait pas été possible sans l'adjonction de l'autre élément. Cet autre élément, c'est la gauche révolutionnaire.

●Pour eux aussi 1970 avait été un point tournant. Pendant sept années, ils avaient tenté d'élaborer une voie révolutionnaire. Ils avaient développé des formes d'agitation et de propagande larges originales et spectaculaires (dont les fameuses manifestation de masse). Ils avaient lutté contre les tendances opportunistes: les vieilles rengaines social-démocrates entre autres. Ils avaient éliminé le trotskisme comme courant politique. Ils s'étaient violemment opposé au courant soit-disant "culturel", "apolitique" de la "nouvelle culture" et de la "libération individuelle" très fort au sein du mouvement de la jeunesse. Ils avaient lutté contre les manifestations les plus évidentes du nationalisme bourgeois, et contre ceux qui au sein de la "gauche" préconisaient ce qu'ils qualifiaient avec euphémisme d'"appui tactique" à la petite bourgeoisie nationaliste et qui au fond camouflait l'abandon du désir d'élaborer une authentique voie révolutionnaire. Ils avaient aussi critiqué le terrorisme et l'anarchisme à la base des groupes armés du FLQ, qui pensaient que la révolution était l'oeuvre d'une poignée de héros. Toutes ces luttes politiques et idéologiques ne furent que rarement le résultat de l'affirmation sans équivoque d'une alternative et d'une stratégie révolutionnaire claire, d'une ligne marxiste-léniniste consolidée. Ainsi, on critiquait l'opportunisme contre-révolutionnaire des trotskistes et des anarchistes, mais on tombait souvent dans un activisme découlant de conceptions réformistes semblables. On dénoncait l'appui tactique à la petite bourgeoisie et au PQ, mais on était pas capable de situer le véritable ennemi et on parlait du "colonialisme anglo-canadien" comme le principal ennemi que nous devions affronter. On critiquait le FLQ, mais on était incapable de déterminer une véritable ligne de masse, une méthode de direction pour se lier véritablement au prolétariat. En fait, la voie révolutionnaire s'exprimait plus par le désir subjectif, la volonté de vouloir la révolution et l'opposition à tous les conciliateurs et les opportunistes.(3) Ainsi, les luttes que mène le FLP ne s'inscrivaient pas dans une véritable stratégie d'intervention. Les expériences des comités ouvriers mis sur pied par le FLP, les manifestations de masse contre le bill 63, McGill français, les actions militantes de soutien aux grèves (Lord, Clix, Victoria Precision Works, Domtar à East Angus, etc.), la liaison avec des groupes d'ouvriers et de travailleurs (dont principalement le MLT) furent dirigées avec beaucoup de bonne volonté, mais sans véritable analyse ni stratégie. Faute de quoi, ces initiatives devenaient la plupart du temps des feux de paille dont le contenu politique nous était retiré par des opportunistes de toutes sortes. Le bilan politique du FLP et du mouvement révolutionnaire des années 1968-70 ne fut jamais complété. Mais les échecs répétés, la pratique et la vie même montraient l'impasse.

●Ce qui apparaissait le plus en 1970, après la répression massive, c'était la fragilité du mouvement. La quantité de luttes et de mobilisations, de militants semblaient disproportionnée avec la réalité d'un mouvement dont la direction restait sans stratégie et sans analyse, sans pouvoir lier justement théorie révolutionnaire et pratique révolutionnaire. On faisait une simple constatation: nous ne sommes pas liés aux masses, nous sommes identifiés comme une gang de révoltés, des "casseurs de vitrines." Sortir de l'impasse nécessite une première condition: pénétrer les masses et s'implanter parmi elles dans leurs combats quotidiens. Cette analyse implicite sera le point final du mouvement révolutionnaire des années 1960.

●Mais les révolutionnaires n'avaient pas abandonné la révolution. Quand ils pénétrèrent par petits groupes ou individuellement le Mouvement des Caps, ce n'était pas pour s'illusionner sur les élections ou sur les éternels démagogues et coureurs de votes. La défaite électorale décisive du FRAP ouvrait la voie pour une alternative basée sur la mobilisation et sur la lutte. De ces facteurs naîtra le Mouvement des Caps. Les premiers accrochages qui opposent les sociaux-démocrates traditionnels aux Caps locaux les mieux implantés sont les premiers épisodes d'un processus qui allait transformer ce vague mouvement progressiste qu'était le FRAP en 1970 en un mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire un mouvement dont la direction s'oriente vers la révolution. La conjonction de ces mêmes facteurs pose aussi les piliers de base pour les luttes subséquentes, pour l'apparition d'une nouvelle ligne réformiste plus masquée, sous un visage plus "radical". C'est ce que nous verrons plus loin.

●Le texte qui suit tente de retracer ce processus. Il tente en fait de relancer le débat sur la question fondamentale de nos origines et du processus politique par lequel nous sommes passés. Dans ce sens, il ne fait qu'ouvrir les principales pistes. Même si notre point de vue est partisan, nous pensons que l'analyse de base reste essentiellement juste, en tentant de cerner les conceptions politiques fondamentales. Il est certain que ce travail n'a d'autre sens que de contribuer a clarifier l'orientation actuelle du mouvement révolutionnaire. Cette tâche est essentielle à l'heure actuelle pour comprendre la nature réelle du "Régroupement des comités de travailleurs" (RCT), qui constitue la cible des critiques actuelles des révolutionnaires. Mais le RCT n'a pas le monopole de l'orientation réformiste et notre critique ne vise pas seulement cette organisation, mais plutôt l'orientation politique fondamentale et ce qui la concrétise de diverses façons. Dans ce sens, le RCT n'en constitue qu'une des formes, le Rassemblement des militants syndicaux (RMS) (et les différents groupes trotskistes derrière lui), le projet du "Parti fédéré de masse des travailleurs" du Parti révisionniste, etc. en sont d'autres.

●De plus, la compréhension du réformisme est impossible sans examiner en même temps sa contre-partie théorique et politique: l'opportunisme de "gauche". Notre texte tente de démontrer que l'opportunisme, de droite ou de "gauche" relève de mêmes conceptions bourgeoises malgré le fait que les deux semblent toujours afficher des positions apparemment contradictoires. En fait, les deux aboutissent au même résultat: la liquidation de la révolution, la liquidation du mouvement révolutionnaire. Il faut cependant noter que l'opportunisme de "gauche" a joué au Québec le rôle secondaire alors que le réformisme droitier remplira le principal terrain de l'opportunisme. De là la nature de la critique et l'importance que nous avons consacré à l'opportunisme de droite par rapport à sa contre-partie gauchiste, manifestation secondaire de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier.

●Mais si le RCT et l'opportunisme sous ses diverses formes incarnent la synthèse négative du mouvement révolutionnaire depuis 1970, la critique politique que nous amorçons s'adresse aussi à nous-mêmes, de même qu'à l'ensemble du mouvement révolutionnaire. C'est une critique que nous inscrivons dans notre effort de dégager une alternative révolutionnaire d'ensemble, notre projet révolutionnaire. C'est une critique qui ne fait qu'amorcer le long processus d'unification des révolutionnaires. C'est une critique qui part d'un point de vue d'unité pour revenir à un point de vue d'unité, mais sur une base supérieure, c'est une critique qui est indétachable de notre développement révolutionnaire d'ensemble et du progrès franchi par le mouvement depuis 5 ans,(4) c'est une critique qui vient détruire pour mieux reconstruire.

---

1. Le présent texte reste incomplet si on ne l'étudie pas dans la lignée du bilan que nous avons tenté de tracer de l'histoire du Parti Communiste au Canada (*Mobilisation*, vol.4, no.4). L'histoire de cette période demeure un prérequis essentiel pour comprendre les développements plus récents.

2. C'est ce processus qui fut expliqué dans le dossier *"Quelques aspects du début du mouvement socialiste à Montréal"* *Mobilisation*, 1973 et 1974. Ce texte retrace le cheminement jusqu'au FRAP en insistant sur le côté pratique du processus en cours. Il n'a que très peu analysé cependant les lignes politiques fondamentales qui ont sous-tendu alors les positions exprimées en pratique, et de plus il a véhiculé (quoique dans une moindre mesure en ce qui concerne sa deuxième édition) une conception linéaire et réformiste, en concevant tout le progrès franchi uniquement du point de vue d'un rapprochement croissant avec les masses, en évacuant le réformisme d'un "nouveau style" qui oriente le processus de liaison aux masses vers la formulation d'un projet réformiste (ce qui allait devenir le RCT). Dans ce sens, le présent texte contribue à remettre les choses à leur place. Ce qui n'annule pas la valeur du dossier en question qui en fait conserve toute son utilité en ce qui concerne l'histoire pratique de l'époque.

3. La voie révolutionnaire s'exprimait aussi par le désir d'apporter parmi les masses les idées révolutionnaires, la théorie révolutionnaire. Ce qui était fait de façon bien confuse, en manipulant aisément toutes sortes de concepts et en référant à toutes sortes de courants, des BLACK PANTHERS à la révolution cubaine en passant par les acquis fondamentaux du marxisme-léninisme et de la révolution chinoise.

4. Dans ce sens, le présent texte est annonciateur de la prochaine saison de *Mobilisation*, où l'emphase sera mise sur le développement de cette alternative révolutionnaire. Ce qui aura concrètement l'effet de transformer la revue en un instrument plus tourné vers le présent et l'avenir, sans pour autant discontinuer ce que nous avons toujours considéré comme fondamental: les bilans d'expériences, l'analyse des erreurs passées.

1- Le débat au sein du FRAP, l'émergence d'une ligne révolutionnaire

Le FRAP fut conçu comme le vaste rassemblement de l'"opposition", des permanents syndicaux aux animateurs sociaux en passant par les étudiants et les révolutionnaires. Une coalition aussi disparate ne pouvait que couver de multiples contradictions, d'abord révélées par les évènements d'octobre. L'expulsion de certains permanents syndicaux qui avaient dénoncé le FLQ entraîna presqu'immédiatement le départ de tous ceux qui étaient liés de près ou de loin à l'appareil syndical. Lors du 2ième congrès au printemps 1971, d'autres divisions éclatent au grand jour. Cette fois-ci ce sont les animateurs sociaux et les sociaux-démocrates traditionnels qui seront isolés et qui se retireront après que le CAP Saint-Jacques, appuyé par d'autres, eut mis de l'avant la nécessité d'"aller à la base" et de décentraliser le Frap. Cette proposition allait à l'encontre des sociaux-démocrates en ce sens qu'elle détournait le mouvement de leur principale préoccupation: les élections.

Les propositions de St-Jacques seront marquées d'une volonté de quitter la voie social-démocrate et de s'engager dans la voie révolutionnaire. Mais cette volonté reste encore marquée de l'infantilisme d'un mouvement révolutionnaire encore naissant, de l'incapacité de traduire cette orientation en une direction et une alternative révolutionnaire clairement formulée, de la faiblesse chronique de formation marxiste-léniniste et du très peu d'expériences de luttes au sein du prolétariat.

Durant l'été et l'automne 1971, le débat retourne à la base. C'est une période de clarification et de bilan politique. Il faut expliquer politiquement le désir d'"aller vers la base", de rationaliser théoriquement. Ce mouvement de critique déborde aussi ailleurs. A Maisonneuve, les militants clarifiant la tâche de l'organisation révolutionnaire: "(...) l'organisation politique autonome des travailleurs (OPAT) est le stade suprême de l'organisation des travailleurs, donc de la lutte des travailleurs pour le contrôle de l'appareil politique et économique (dictature du prolétariat). Pour jouer ce rôle, il est nécessaire d'avoir une ligne politique claire(...) Cette tâche est d'autant plus importante, parce que nous ne sommes qu'un embryon de l'organisation révolutionnaire et que déjà à l'intérieur du mouvement nous jouons un rôle d'avant-garde(...)"(1)

Cette déclaration de principe contredit directement les divers projets qui circulent à ce moment au sein des appareils syndicaux (et au sein même du FRAP) de mettre sur pied un parti ouvrier de type travailliste. On affirme même à Maisonneuve que "nous avons besoin d'une organisation qui sera constamment avec les masses et qui sera capables de les diriger. L'avant-garde des travailleurs dirige les travailleurs sans parti, éduque, prépare instruit et forme pour qu'elles puissent en fin de compte, concentrer entre leurs mains la direction de l'ensemble de l'économie (...). L'organisation doit libérer l'énergie révolutionnaire des travailleurs, source la plus profonde des victoires de la révolution. Il ne s'agit donc pas de mettre sur pied un appareil bureaucratique mais essentiellement une organisation révolutionnaire qui pourra entraîner les travailleurs dans la lutte et non pas refléter le niveau moyen de compréhension des travailleurs (...).(2)

Ces idées commencent à circuler largement à la fin de 1971 et au début de 1972 lors d'une série de rencontres inter-militants organisées par le secrétariat du FRAP. Mais le véritable coup d'envoi ne sera porté qu'avec la parution du document du Cap St-Jacques.

"Pour l'organisation politique des travailleurs québécois"

La publication du document en décembre 1971 est le résultat d'un long travail de clarification qui mobilise une grande partie des énergies militantes de l'organisation. L'automne 1971 est aussi la réactivation du mouvement de masse, après la période noire de 1970. La grève de la Presse, les manifestations de masse à Cabano, Maniwaki, Shawinigan, reflètent la résistance ouvrière contre la crise économique qui touche durement le prolétariat: le chômage atteint plus de 10% au taux officiel. C'est aussi la période où sont publiés les fameux manifestes des centrales, conséquence de la poussée de la base sur les appareils syndicaux. Tous ces évènements se déroulent à une grande vitesse. Les révolutionnaires sentent l'urgence de s'organiser.

Le document "Pour l'organisation" tentera de réunir tous ces éléments, de dégager une perspective d'ensemble. Il analysera le capitalisme au Québec et définira la contradiction principale entre l'impérialisme américain d'une part et le peuple québécois d'autre part. Il tracera un tableau passablement complet de la réalité économique, politique et sociale au Québec. Il analysera les forces politiques en présence et définira le projet péquiste comme le "choix d'une fraction de la moyenne bourgeoisie qui croit encore que l'impérialisme américain fera une petite place au capitalisme québécois.." Sans être en mesure de faire une véritable analyse de la direction du capitalisme nord-américain, on y tracera pas de stratégie claire, se limitant à

1. Exposé fait à partir du texte de Lénine "Sur le parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau" au comité de formation du Cap Maisonneuve, 14 décembre 1971.

2. idem. Ces déclarations de principes situent correctement le rôle de l'avant-garde révolutionnaire. Toutefois, il faut noter le décalage entre la théorie et la pratique et la tendance de plusieurs militants à l'époque (et d'une certaine façon encore aujourd'hui) à pratiquer une sorte de mouvement de balance entre la théorie et la pratique, entre le dogmatisme et le théoricisme d'une part, l'empirisme et le pragmatisme d'autre part. Ainsi put se développer à l'époque une conception erronée de la "formation", conçue comme détachée de la pratique et du bilan politique.

affirmer ce principe que "seule l'organisation des travailleurs en force politique révolutionnaire peut diriger efficacement la lutte pour la libération des forces productives du Québec..."

On y analysera aussi les organisations de travailleurs, principalement les syndicats, et on parlera des transformations à la suite de la publication des manifestes. On mettra en garde contre le projet politique des syndicats: "(...) la création trop rapide d'un parti ouvrier, par certains leaders syndicaux, ne peut être qu'une façon opportuniste de récupérer le mécontentement des travailleurs. Toutefois, les leaders syndicaux semblent plutôt vouloir orienter la conscience politique des syndiqués vers le Parti Québécois, ce qui perpétue la subordination des intérêts des travailleurs aux intérêts immédiats de la petite bourgeoisie (...)." On y décrira aussi les effets de cette ligne au sein même du FRAP: "(...) Ce n'est qu'après les élections municipales que des positions politiques différentes s'affrontèrent. L'une défendait l'orientation social-démocrate et réformiste de l'animation sociale et du "deuxième front" et voulait surtout passer à des offensives sur des problèmes sociaux. Pour ces animateurs sociaux, la lutte se déroulait entre les favorisés et les défavorisés. L'autre cherchait à définir une ligne politique pour engager la lutte pour le socialisme. Plus réaliste, elle faisait voir la nécessité d'un enracinement dans les quartiers et les lieux de travail, et celle d'une formation politique systématique. Pour les tenants de cette orientation politique, il s'agissait de prendre, une fois pour toutes, les moyens pour mettre sur pied une organisation révolutionnaire respectant, tant dans ses objectifs que dans ses moyens de lutte, les intérêts de la classe des travailleurs (...)".

Mais c'est au niveau de l'alternative que les propositions du Cap St-Jacques tranchaient le plus avec celles de l'orientation réformiste. Cette alternative se définissait comme suit:

—l'acquisition de la théorie marxiste-léniniste ("théorie scientifique qui nous permet à la fois de comprendre comment le développement des choses, des hommes et des faits s'effectue réellement").

—l'implantation dans les masses ("commencer à travailler avec ceux qui subissent la même exploitation que nous, c'est-à-dire la masse des travailleurs");

—l'analyse et la pratique politique soutenues;

—la confrontation sans répit de l'idéologie révolutionnaire aux idéologies réformistes.

La réalisation de ces 4 objectifs fondamentaux devait se faire en insistant d'abord sur la formation "lier constamment l'apprentissage théorique au travail pratique"), la recherche, la propagande et la formation de noyaux (le travail d'organisation proprement dit).

"Pour l'organisation politique des travailleurs" tranchait avec le passé. Cette coupure était la plus visible au niveau de la ligne générale, de la stratégie mise de l'avant pour bâtir ce qu'on appelait à l'époque l'"organisation politique des travailleurs". C'était une coupure qui allait au point essentiel de la ligne de démarcation historique entre les révolutionnaires et les réformistes: la nécessité du mouvement révolutionnaire, la nécessité de la théorie révolutionnaire, la prise de la conscience que sans direction marxiste-léniniste, le mouvement spontané ne peut, de par lui-même, qu'aboutir à la récupération et au réformisme. Pourtant, "Pour l'organisation" tout en tranchant avec le passé ne constituait qu'un moment du processus croissant vers la voie révolutionnaire. Dans ce sens, il ne constituait nullement un véritable programme stratégique et tactique de la révolution. La tâche centrale qu'il fixait (la construction de l'organisation politique des travailleurs) portait dans ce contexte plusieurs interprétations empiristes et-ou dogmatiques. Ce n'est que plus tard que ces conceptions apparaîtront alors comme tendances, alors qu'à l'époque elles n'avaient pu être distinguées parce qu'elles se présentaient dans le cadre minimal d'une clarification générale.

Pourquoi et comment l'implantation

Mais le document du Cap St-Jacques faisait plus qu'affirmer ce premier principe révolutionnaire. S'il n'avait fait que cela, il ne se serait que peu distingué des différentes sectes idéologiques et des groupuscules qui le répétaient depuis des années. L'originalité du projet révolutionnaire résultait de la mise de l'avant d'une priorité tactique: l'organisation révolutionnaire doit se bâtir dans les masses. "(...) Quand nous parlons d'implantation, nous entendons que l'organisation des militants doit se ramifier dans les lieux où se regroupent principalement les travailleurs et dans les lieux où l'exploitation et la domination de la classe ouvrière sont les plus flagrantes et aigues. Implantation signifie présence politique et combativité de cette organisation (...). Le travail d'implantation, c'est donc le travail d'élargissement de l'organisation dans la classe ouvrière.

La forme que prend cette organisation, dans les milieux spécifiques, c'est la forme du noyau. Le noyau composé de militants rattachés à cette organisation, remplit le rôle direct d'implantation dans le milieu. (...). Le noyau ne doit pas devenir qu'un centre d'études et de formation. Le noyau doit également demeurer autonome face aux organisations locales dans le milieu, par exemple les syndicats. Ses militants ne doivent pas refuser de militer dans ces organisations, mais ne jamais soumettre leur noyau à leur direction. Le noyau peut également travailler à faire des mobilisations générales sur des problèmes précis ou enfin utiliser toutes formes de travail afin d'élever le niveau de conscience des travailleurs du milieu et de développer le noyau pour qu'il prenne la direction des luttes dans le milieu (...)."(3)

La réplique du réformisme, la scission

L'orientation réformiste présente au sein du FRAP contrôlait l'appareil politique de l'organisation, c'est-à-dire le secrétariat, une sorte de bureau central qui assumait en pratique l'"image" politique du FRAP. Mais les réformistes n'étaient que peu appuyés sur de véritables bases organisationnelles. Les Caps locaux où ils étaient dominants (comme les Caps Papineau, St-Edouard, St-Louis) n'étaient en fait que des structures vides. Les Caps St-Jacques et Maisonneuve comptaient en fait pour plus de 80% des effectifs du FRAP mais ils ne pouvaient prendre la direction du mouvement puisque celui-ci reposait sur le principe d'une fédération de Caps locaux.

C'est dans ce contexte que les réformistes proposeront une centralisation du FRAP autour de leur ligne social-démocrate. Cette manoeuvre tactique déclenchera alors le processus de la scission. Le secrétariat du FRAP proposera une réorganisation basée sur l'exposé vague et confus de son orientation politique. Se déroulera alors un échange de documents, de propositions et de contre-propositions qui se termineront par la désintégration.

Les positions du secrétariat du FRAP étaient centrées autour d'une thèse fondamentale: la conception que l'organisation révolutionnaire ne peut

3. Intervention du Cap St-Jacques lors de la rencontre inter-militant du 6 février 1972.

qu'apparaître que dans un "deuxième temps" après un certain développement du mouvement de masse." (...) Il est bien clair que cette organisation (que nous préconisons) n'est pas le parti léniniste qui va pouvoir accomplir la révolution et imposer la dictature du prolétariat, ce n'est pas l'organisation de l'avant-garde consciente mais une organisation de la classe tout entière ou plutôt de couches de plus en plus larges. (...) Cette organisation est saisie comme une condition du développement de ce parti léniniste (...). Seule ce mouvement peut rendre historiquement possible l'établissement d'une avant-garde (...)."(4) Les tâches qui découlaient de cette conception selon le FRAP étaient le soutien aux luttes ouvrières, la propagande politique, la formation idéologique, et l'analyse de la conjoncture.

Ces positions remettaient en question l'essence même de tous les acquis historiques de la classe prolétarienne. Elle reléguait l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire à une "autre étape", pour la remplacer par un "mouvement large" comme un travail de "soutien" et de "propagande", sans poser la question essentielle, celle de la DIRECTION. C'est contre ces conceptions que s'élevèrent les révolutionnaires. "...Selon nous, il en résulte que le type d'organisation politique présentée par le "Central" ressemble plus en fait à un parti travailliste qu'à une organisation politique de type nouveau, liée aux travailleurs, exerçant une direction dans la lutte des classes (...). Il nous semble que deux principes fondamentaux doivent être au coeur de l'organisation politique autonome des travailleurs: 1) l'OPAT doit exercer dans la mesure de ses capacités un rôle de **direction politique** à l'intérieur de la lutte des classes; 2) l'OPAT doit toujours être liée aux travailleurs et être implantée à la base, parmi eux et avec eux. (...) Puis, une fois que cette OPAT "a conquis le pouvoir d'Etat, elle doit travailler à instaurer une dictature démocratique des travailleurs, c'est-à-dire d'un côté démocratie intégrale pour les travailleurs et dictature contre les capitalistes. (...)".(5) (...) Notre travail prendra donc deux formes distinctes: 1) travail d'encadrement et de direction de luttes limitées dans un lieu précis; intervention directe soutenue; 2) travail d'appui aux luttes ouvrières. (...) L'aspect principal, c'est le travail de lutte à la base qui lui permet seul une participation juste au débat politique, rend utile et nécessaire le travail d'analyse, rend effective et stable la solidarité. (...)"(6)

Sur la base de ce débat, en février 1972, la scission du FRAP est consommée. Le FRAP en tant que tel subsistera bien quelques années encore, mais sans existence réelle. Des principaux dirigeants s'intègrèrent dans certains appareils syndicaux pour créer en 1974 le Rassemblement des Militants Syndicaux (RMS).

L'implantation en pratique: de Rémi Carrier à la lutte du Front Commun

Le débat au sein du FRAP qui s'étend durant l'automne 1971 et l'hiver 1972 n'est pas seulement un débat théorique, mais aussi une confrontation pratique. Le moment principal de cette confrontation pratique sera centré autour de la lutte des travailleurs de la petite usine Rémi Carrier.(7) L'intervention des militants du Cap Maisonneuve constitue la principale démonstration pratique de la ligne politique qui s'oppose au FRAP. En effet, la grève de Carrier est l'occasion d'un intense travail de liaison et d'implantation avec ce petit groupe de travailleurs combatifs. au point où la direction de la grève est prise en main par des militants du Cap, dont deux d'entre eux travaillent dans l'entreprise. C'est à Rémi Carrier qu'on commence à voir pour la première fois la signification réelle de la liaison aux masses. Les enjeux politiques sont d'ailleurs assez clairs. Le FRAP désire utiliser la grève de Carrier en la liant à des contacts avec quelques syndicats en grève au même moment, afin de diffuser largement l'orientation frappiste. Le Cap Maisonneuve insiste au contraire sur la nécessité de bâtir une direction au sein même de la lutte des travailleurs. Ce débat remonte aux contradictions fondamentales du mouvement.

Mais le grève de Carrier, en plus de confirmer les contradictions avec l'orientation social-démocrate, fait aussi ressortir toutes les limites de la ligne des Caps, les faiblesses de l'"implantation". En effet, la direction de la lutte de Carrier aura tendance à se transformer en "contrôle", à l'extérieur des travailleurs, débouchant sur une conception propagandiste du travail d'organisation, ce qui sera analysé plus tard dans le bilan de la lutte: "(...) Le rôle des militants socialistes, plutôt que de tenter de mener la lutte à la place de travailleurs et de donner une portée politique à la lutte à fin de propagande (s'en servir pour mettre de l'avant le CAP Maisonneuve), aurait été de diriger le processus d'organisation à la base: donner aux travailleurs les moyens d'analyse de base du marxisme-léninisme pour qu'ils évaluent leur lutte, en fassent des bilans systématiques et "apprennent la guerre en faisant la guerre". Le résultat de la déviation "propagandiste" fut de retirer l'initiative des mains des travailleurs, isoler les travailleurs plus avancés et les utiliser comme instruments de propagande au service de l'"embryon" d'organisation que se voulait le Cap. (...)".(8) Mais le propagandisme se doublera aussi de l'étapisme, dans la difficulté des révolutionnaires à dépasser le contenu économique et défensif de la lutte. L'étapisme (l'idée qu'il existe une "étape" où il faut mener la lutte économique avant une autre "étape" où il sera possible d'aborder la question politique) conduisit à l'économisme: sous-estimation du travail politique auprès des éléments avancés qu'on confine au rôle de militants syndicaux plus combatifs.

Ainsi, on se rendait compte des limites du mot d'ordre d'implantation et de la faiblesse de l'orientation politique qui le soutenait. La nécessité de la liaison avec les masses, et d'apporter une direction à leurs luttes se limitait en pratique à une conception empiriste du travail d'organisation. Cet empirisme sera encore plus évident alors que des milliers de travailleurs se mettant en mouvement en avril et en mai 1972. La lutte des travailleurs du secteur public, et le mouvement de solidarité qui s'en suivirent, constituait la première étape de la réponse spontanée à la crise économique.(9) Le caractère extrêmement spontané et désorganisé de la lutte, face à un rapport de forces global très défavorable, entraîne l'échec. Le mouvement de grève cependant n'est pas seulement un test pour les syndicalisme combatif, mais aussi pour les révolutionnaires. Le mot d'ordre d'implantation apparaît alors comme un acquis mais aussi comme un frein. Comme acquis, en ce sens qu'il permet d'effectuer une liaison prolongée avec un groupe important de travailleurs d'hôpitaux, qu'on tente tant bien que mal de diriger en liant leur lutte à la nécessité de la construction de l'organisation politique. Comme frein, alors que cela empêche de voir la nécessité d'une stratégie globale d'intervention: on travaille localement, empiriquement, n'ayant en vue que la lutte immédiate. On ne pose pas la question d'une véritable direction **politique**, on reste à la remorque des travailleurs. Ces erreurs, combinées au climat de démobilisation qui règne après la défaite, entraineront un recul généralisé des militants dans ce secteur. Il faudra ensuite recommencer à neuf.

4. Réponse d'un groupe militant proche de la position du FRAP, janvier 1972.

5. "Les conditions de notre développement et de notre unité politique", analyse critique du document de travail du Secrétariat du FRAP, par le Cap Maisonneuve, 20 janvier 1972.

6. idem.

7. Nous ne pouvons que référer au *Bilan Rémi Carrier* (Mobilisation, vol3, no.8) pour avoir accès à l'analyse plus complète de cette grève et de la signification politique que lui donna le Cap Maisonneuve à l'époque.

8. Extrait de la conclusion du *Bilan Rémi Carrier*, opt. cit.

9. Encore une fois, il faut se référer au "Bilan du Front Commun de 1972" pour comprendre la lutte du Front Commun et l'intervention des révolutionnaires, in Mobilisation, vol.4, no.8.

2- Le Mouvement des Caps tente de s'organiser

"...Cependant, à travers ce débat et surtout depuis notre retrait du FRAP, nous sentons bien que nous devons préciser beaucoup plus notre ligne politique. En effet, si l'on regarde de plus près nos objectifs stratégiques, on est d'accord qu'ils ont constitué un pas en avant dans la direction de notre "que faire" aujourd'hui; cependant ils apparaissent partiels et même un peu techniques du fait qu'ils ne sont pas reliés à une stratégie d'ensemble qui tienne compte de nos forces et de nos faiblesses et qui tienne compte des autres forces sociales(...)."(1) Cette constatation sera le point de départ d'une longue période de bilan qui débute dans les Caps et qui s'étendra jusqu'à la fin de l'automne 1972. Les acquis du débat avec le FRAP, les premières tentatives de liaison et de direction des masses avaient ouvert des perspectives de travail. Pourtant, la capacité pour le mouvement de diriger ce travail et d'en dégager une orientation d'ensemble retardait sur les pratiques locales. Alors que la nécessité du mouvement révolutionnaire, et de la théorie révolutionnaire, avait été posée lors du débat avec le FRAP, il fallait concrétiser cet objectif dans une nouvelle forme organisationnelle. Il fallait aussi sur le plan politique fondamental étayer "Pour l'organisation" en clarifiant ses implications de base. Pour cela, il fallait dépasser toutes les faiblesses inhérentes à la forme même des Caps inorganisés et décentralisés. En fait, les Caps devaient pour avancer transformer leur vague structure organisationnelle et avancer politiquement en direction d'un véritable programme révolutionnaire. Toutes les difficultés découlant de cette nécessité apparurent à tous les niveaux alors que le mouvement sortait à peine du néant politique, ne faisait à peine qu'entamer sa liaison prolongée avec les masses, etc. C'est à cause de ces difficultés que certains militants douteront du bien fondé de toute la réorganisation suggérée et remettront en cause finalement le cheminement des Caps depuis la scission avec la social-démocratie.

Centralisation et décentralisation

Ce problème donnera nassance à de nouvelles contradictions. Ces contradictions ne se manifestent clairement qu'à la fin de cette période, mais elles apparaîtront de façon indirecte au cours des mois d'été. Le secteur travail de St-Jacques, celui qui met en pratique le plus rapidement l'objectif de l'implantation, est le premier qui remet en question l'idée qui fait la presqu'unanimité des autres secteurs du Mouvement, la nécessité de la centralisation politique. Au contraire le secteur travail affirmera: "(...)Dans la plupart des cas, notre implantation est embryonnaire. C'est pourquoi nous sommes unanimes à cette étape de préparation à concentrer nos efforts sur le développement de bases militantes formées de travailleurs. (...)De cette façon, un regroupement centralisé de noyaux nous insère davantage dans une dynamique propre à une rélle organisation politique de la classe ouvrière (...). Les derniers mois de notre travail ainsi que la réalité objective de notre composition sociale et de notre implantation, nous porte à considérer cette hypothèse comme un cul-de-sac(...). Ainsi mettre sur pied une direction politique centralisée contribue à nous refermer sur nous-mêmes, à freiner un apprentissage indispensable au sein de la réalité québécoise telle que vécue et perçue par les travailleurs.

Ainsi renaissait sous une nouvelle forme une orientation semblable à celle du FRAP. Cependant, contrairement au FRAP, le Secteur travail s'appuyait sur ce qui à cette époque était le fer de lance de tout le progrès: l'implantation dans les masses, la mise sur pied de regroupements de travailleurs combatifs.(2) Malgré ce fait, la résistance à cette orientation réformiste est très grande.

Mais c'est une résistance plus intuitive que consciente et le débat sur les questions organisationnelles ne remonte pas aux causes fondamentales, c'est-à-dire la ligne politique qui sous-tend les diverses positions. Ainsi on ne parvient pas à clarifier que la tendance à la décentralisation résulte d'une critique erronnée des faiblesses des Caps et où pointe lentement mais progressivement le réformisme et son corollaire, le spontanéisme. Car au fond, ce qu'on remet en question quand on critique le projet de centralisation, c'est la nature fondamentale et centrale de l'avant-garde révolutionnaire. Mais

1. Guide de discussion pour la rencontre inter-militants de mai 1972. Cap Maisonneuve.

2. Les premières formes de liaison avec les travailleurs dans les entreprises amènent certains militants à une vision localiste et économiste; ils subordonneront tout à leur désir de se lier aux travailleurs, refuseront de mener la lutte idéologique et de contribuer à édifier le mouvement révolutionnaire autrement par ce qu'ils conçoivent comme la seule et unique tâche: se lier aux travailleurs dans leurs luttes quotidiennes. Pour eux, la question du parti devenait de plus en plus une chose étrangère.

ces conceptions ne sont mêmes pas claires pour ceux-là mêmes qui les formulent lors du débat sur la centralisation. C'est pourquoi plusieurs n'y verront que l'aspect extérieur, subjectif, échappant l'essence et le fond de la question.

Ceci se concrétise lors de la période de synthèse à la fin de l'automne 1972.

Le bilan du débat

A ce moment, les 2 positions sont synthétisées et présentées comme telles aux militants:

"(...)Notre analyse fait ressortir la contradiction principale à l'intérieur du mouvement ouvrier québécois comme étant celle entre des luttes populaires de plus en plus dures et nombreuses et leur absence de direction révolutionnaire. Ce qui pose la nécessité de travailler au développement des conditions de l'instrument de cette direction révolutionnaire, le parti prolétarien.

C'est ce à quoi les Caps travaillaient et travaillent toujours. Toutefois, il y a des divergences qui se reflètent dans la définition que l'on donne, de part et d'autre, aux Caps.

D'une part, on voit davantage les Caps comme un "regroupement de militants organisés", à la rigueur comme des organisations qui constituent un lieu d'apprentissage et de transformation des militants principalement par l'échange entre ces militants et par la formation marxiste-léniniste éventuellement plus systématique.

Cela suppose donc que les Caps se définissent davantage par rapport à l'apport qu'ils peuvent donner au travail des militants que comme la direction de ce travail. Le travail collectif de définition d'une direction politique, d'une ligne politique consisterait principalement en l'échange entre les militants (...) et non par le nivellement par en haut de mécanismes décisionnels unitaires.

Enfin les Caps, ne peuvent devenir un lieu de regroupement des travailleurs à conscients puisque la composition sociale actuelle serait rébarbative aux travailleurs(...).

D'autre part, on définit les Caps comme constituant des organisations politiques au sens complet du terme, c'est-à-dire des organisations qui tout en assumant collectivemnt les tâches permettant de se lier aux masses, entreprennent de définir collectivement une orientation de l'ensemble du travail, une direction et une politique communes, facteur d'unification des pratiques au sein des masses. Dans cette optique le travail d'organisation de noyaux de militants en milieu circonscrit et le travail d'intervention plus large dans les luttes, directement ou par la propagande, constituent les deux aspects d'une même tâche d'implantation, aspects qui ne peuvent être vraiment complémentaires qu'insérés dans une même stratégie, définie collectivement par les militants de l'ensemble des noyaux et des secteurs (...)(3)

Face à la présentation claire des deux options, l'immense majorité des militants des Caps entérinent la deuxième option. L'approbation de cette perspective posait la nécessité de réorganiser le Mouvement dans une stucture politique centralisée, ce qui est entrepris par la création d'un comité de direction et d'un conseil d'orientation (sorte de comité central), devant "permettre de systématiser ces éléments de ligne politique qui se développent à tous les niveaux..." De cette façon, "la définition d'une ligne politique commune s'avère, au contraire d'un détournement des tâches d'implantation, un moyen de développer l'implantation d'une direction politique, d'une ligne politique comme au sein des masses et l'établissement d'une véritable dialectique avant-garde-masses-avant-garde..."(4(Au terme de cette mise au point, le Mouvement des Caps se trouve **formellement** réorganisé en une structure politique centralisée, munie d'une direction commune et d'unités de base, capable d'orienter ses pratiques dans les masses et d'intervenir largement dans le mouvement ouvrier. Mais à cause des facteurs précédents (l'incapacité à analyser les conceptions politiques de base sous-tendant les positions face à la centralisation), la réorganisation ne demeurera qu'à un strict niveau formel. La tendance triomphante, incapable d'assumer en pratique ses propres positions, apparaîtra alors et de plus en plus comme une tendance volontariste, gauchiste, "qui ne tient pas compte de la réalité", qui veut "faire une avant-garde coupée alors que les conditions ne sont pas mûres", etc. La faillite du projet de centralisation aura donc comme effet de renforcer les conceptions spontanéistes qu'on voulait éliminer.

Ainsi la réorganisation des Caps se limite à des déclarations sur papier. Par exemple, cela prit plus de 3 mois avant de constituer le comité de direction et le comité d'orientation; durant ce temps les noyaux et secteurs continuaient d'intervenir de façon complètement autonome. Cette situation sera causée en partie à cause de la faiblesse politique du Mouvement, en partie à cause du sabotage en pratique que mène le secteur travail St-Jacques, en partie à cause de la confusion qui règne dans le mouvement en général(5)

Pour le parti prolétarien

Mais un autre élément se rajoute au débat. Cet élément, c'est la parution en novembre 1972 de la brochure **Pour le parti prolétarien** de Charles Gagnon. L'analyse de Ch. Gagnon détermine les contradictions de classe au Québec, et critique les fausses solutions péquistes ou social-démocrates, et situe la question du parti comme la question stratégique à l'étape actuelle. Dans ce sens, **Pour le parti prolétarien** représente un pas de plus par rapport à la formulation précédente dans le mouvement sur l'"organisation politique des travailleurs". Mais la mise de l'avant de la nécessité du Parti se combine à la dénonciation de ce qu'on identifie comme l'opportunisme de la "tendance à l'implantation": "(...)Selon certains, la tâche aujourd'hui prioritaire, c'est l'implantation. On doit d'abord souligner que l'implantation est une notion pour le moins ambigue. Si par implantation on entend le fait pour un militant de s'intégrer à un groupe de travailleurs et d'y pousser à la limite l'analyse des contradictions dans le but que les travailleurs prennent des positions toujours plus politiques et en toute connaissance de cause, il s'agit là d'un des aspects essentiels de la lutte idéologique, il s'agit d'un travail de clarification des intérêts der classe des travailleurs, et cette forme d'implantation doit être favorisée au plus haut point. Si par ailleurs, l'implantation doit désigner cette pratique qui consiste pour un nombre relativement réduit d'individus à accéder de concert à un nombre suffisant de postes-clés au sein d'une organisation pour en exercer le contrôle, il serait plus juste de parler de noyautage... Plus loin, Ch. Gagnon rajoute: "L'aspect principal de la contradiction suivant laquelle la classe ouvrière se retrouve sans son parti de classe, ne réside donc pas dans

3. Rapport du Conseil d'orientation des Caps Maisonneuve et St-Jacques des 25-26 novembre à l'ensemble des militants.

4. idem.

5. La faiblesse politique, c'est-à-dire l'incapacité de transformer les principes marxistes-léninistes en guides concrets; le sabotage, c'est-à-dire le boycottage de facto des instances de direction par le Secteur travail, le refus d'engager un véritable débat politique.

l'absence totale d'organisations populaires ni même dans l'inexistence du désir de s'unir pour lutter plus efficacement; l'aspect principal de cette contradiction se retrouve dans l'absence d'une ligne politique prolétarienne...". D'où la priorité à la "lutte idéologique large" qui "a aussi un pouvoir organisateur en ce sens que, répandant l'acquis politique des couches actives de la classe ouvrière et, sur cette base, fournissant de meilleurs instruments d'analyse des contradictions de classe et de leur solution, elle (la lutte idéologique) favorise la mise en application de la volonté d'organisation et du désir d'unité de nombreux groupes(...). Ainsi les luttes menées par les travailleurs et présentes dans des tracts ou un journal deviennent exemplaires(...)

Alors et seulement, le développement large du Parti devient possible. Les conditions subjectives de cette étape majeure sont réalisées(...)(6).

L'intervention de Ch.Gagnon avait l'avantage de mettre en lumière les limites de la "ligne de l'implantation" et renforçait la critique de l'orientation réformiste que voulait lui donner le secteur travail de St-Jacques. Cependant, cette critique débouchait sur une alternative qui ressemblait étrangement aux idées émises lors du débat dans le FRAP par la tendance opportuniste: l'implantation est erronnée. Il faut d'abord faire un travail idéologique large, pour diffuser les luttes "exemplaires" et dans une autre étape, poser la question de la direction des luttes. Ainsi, **Pour le parti prolétarien**, en critiquant la vision bornée et réformiste de l'implantation, rejetait son essence révolutionnaire: la nécessité de bâtir une direction révolutionnaire au coeur de la lutte de masse.

En fait la critique de Ch.Gagnon découle des mêmes racines que celles du Secteur travail, c'est-à-dire le vide de direction politique, l'absence d'une véritable direction au travail d'organisation. De même, les positions de "**Pour le parti prolétarien**" aboutissent elles-aussi à une fausse conclusion, évaluant que l'incapacité des Caps à diriger politiquement l'implantation à la base devait signifier la faillite même de l'implantation. On peut même dire que ce qui deviendra plus tard le journal En Lutte se définit à partir de ce moment comme la contre-partie, l'"envers de la médaille" du réformisme, mais il se situe fondamentalement sur le même terrain.

C'est dans ce climat de confusion que pourra se développer le courant réformiste au sein des Caps. Malgré la réorganisation envisagée à la fin de l'automne 1972, l'orientation réformiste empêchera l'unité politique de se réaliser sous une direction révolutionnaire. La première étape de la longue désintégration qui s'amorce alors sera formulée comme la question des bases régionales.

6. Pour le parti prolétarien, deuxième édition, décembre 1972.

3- Les bases régionales L'échec de la tentative d'organisation politique

Le début de l'année 1973 se caractérise par une remontée économique après la stagnation des 3 années précédentes. Mais cette remontée n'est qu'un reflet artificiel de l'offensive américaine dans le monde (plan Nixon) et la poussée inflationniste qui gonfle les prix. Cette situation fait en sorte que les revendications économiques se font plus vives, face à l'inflation qui gruge les salaires et à l'apparente richesse des patrons, toutefois la majorité des grandes conventions collectives ne se terminant qu'en 1974, il s'agit plutôt d'une période de préparation, de gestation, qui annonce les luttes de 1974 et de 1975. Face à cette situation, le mouvement syndical poursuit ses pratiques de syndicalisme d'affaire traditionnel tout en subissant plus fortement la pression de la base. Au niveau politique, le calme relatif stabilise la situation dont le Parti Libéral sortira gagnant lors des élections provinciales d'octobre 1973.

Dans ce contexte, le mouvement révolutionnaire lui aussi en est à une période de gestation, où mûrissent les courants et les pratiques qui seront développées au cours des prochaines années. D'une part, conformément aux décisions et à l'orientation des discussions politiques de l'automne, on met de l'avant la nécessité du parti révolutionnaire, et les tâches qu'il faut remplir pour atteindre cet objectif:

"(...)C'est sur la base de l'identification consciente que font les travailleurs de leurs intérêts véritables que peuvent être unifiés les forces ouvrières en une organisation politique (le parti ouvrier révolutionnaire), et développées les luttes politiques contre le pouvoir des classes dominantes.

Ceci ne peut être atteint que par le développement d'une agitation et d'une propagande politique parmi les masses ouvrières. Ce n'est qu'en liant étroitement lutte économique et lutte politique(...) que se fortifiera l'autonomie idéologique et politique de la classe ouvrière.

Ce travail d'agitation et de propagande doit se concrétiser par le développement de regroupements politiques dans la classe ouvrière, i.e. noyaux ou cellules dans les milieux de travail(...). Regroupements qui jetteraient les bases de la future organisation politique autonome des travailleurs, le parti ouvrier révolutionnaire.(...)"(1)

D'autre part, on est bien obligé de se rendre compte à la réalité et constater la distance qui sépare les objectifs que s'était tracé le Mouvement à l'automne et la situation réelle, ce qu'un militant exprime ainsi lors d'une réunion du Conseil d'orientation:

"(...)Les Caps se trouvent actuellement dans une situation étrange. Il y a un an, une proposition contenue dans le texte "Pour un réseau décentralisé de noyaux" était rejetée. Cette proposition visait la disparition des Caps tels qu'ils étaient, l'autonomie des noyaux, un secrétariat pour les groupes politiques (...). Aujourd'hui, nous sommes exacte-

1. *Pourquoi une revue militante?*, déclaration de principe de la nouvelle édition de Mobilisation, janvier 1973.

ment dans la situation proposée dans ce texte et que les militants avaient rejetée. Les Caps n'existent que de façon formelle, les noyaux sont isolés, nous sommes dans l'impossibilité de penser à des interventions collectives alors que la conjoncture nous l'impose(...)"(2).

C'est dans ce contexte que sera présenté le projet des bases régionales. Les bases régionales seront une autre tentative organisationnelle de résoudre les contradictions politiques en contournant les différentes conceptions fondamentales à la base de ces contradictions. Face à l'impasse pratique suite à la réorganisation ratée de l'automne, l'unanimité est faite parmi les militants sur la nécessité de résoudre les contradictions, mais comment?

Deux lignes sur les bases régionales La période de l'été

Pour les révolutionnaires, les bases régionales apparurent comme un moyen de dépasser le localisme et l'isolement."(...) Qu'est-ce qu'une base locale? c'est une organisation politique locale ayant un champ d'action délimité, qui développe le travail d'implantation de noyaux de militants dans des organisations ouvrières, populaires et scolaires, et des actions de masse qui favorisent l'élévation de la conscience de classe et l'organisation politique du prolétariat. C'est l'organisation locale qui développe l'ensemble de la stratégie du développement de la région et unit politiquement les 3 fronts de luttes dans une ligne politique commune avec une direction politique locale(...)"(3).

Mais le projet de bases régionales sera aussi repris par les tenants des opposants à la centralisation, des opposants au projet de construction d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde. Les réformistes reprendront les bases régionales pour les transformer en coalition de "comités politiques de travailleurs", caractérisés de la façon suivante:

"(...)La plupart de ces comités ont comme activités principales des revendications économiques(...), la plupart visent à transformer les syndicats,(...) tentent d'éclaircir leurs idées sur la politique, le syndicalisme, le travail, etc.(...) Les bases régionales, en unissant ces comités politiques de travailleurs viseraient à transformer leur travail en un travail politique(...) C'est en faisant ressortir de nos revendications économiques ou sociales les intérêts politiques communs à tous les travailleurs que la lutte commence à être politique. C'est aussi en dépassant nos intérêts immédiats locaux et particuliers de nos syndicats et en travaillant ensemble pour nos intérêts communs immédiats que notre lutte devient politique.(...)" Bref, dans cette conception, les "comités politiques de travailleurs ne peuvent mener de lutte politique, mais leur rassemblement en organisation régionale transformerait de facto leur action en une action politique. Cette thèse en arrive donc à nier le rôle distinct, autonome de la lutte politique, qui n'est jamais la somme ou l'addition de luttes économiques locales, mais le moment où la lutte économique est dépassée par un niveau supérieur de lutte, la lutte politique pour le pouvoir. De cette thèse économiste découlera aussi une thèse spontanéiste, le mouvement basé sur des revendications économiques se transformera spontanément en mouvement politique.

Au contraire les bases régionales telles que proposées par le Secteur travail apparurent pour plusieurs comme un moyen efficace et juste de briser l'isolement. Et cette constatation reposait sur une partie de vérité puisqu'une telle coalition de "comités politiques de travailleurs" (organisations de luttes composées de travailleurs combatifs et progressistes) aurait effectivement l'avantage de renforcer les bases locales, mais sans pour autant remplacer la nécessité d'une direction révolutionnaire organisée. Avec les bases régionales, les militants n'aperçurent que le moyen de renforcer le travail de masse dans les entreprises et ne réalisèrent pas qu'il s'agissait aussi d'un moyen pour nier une fois de plus le rôle de l'avant-garde révolutionnaire.

Empêtrés dans des contradictions de cette nature, les Caps se transforment effectivement en structure vide et technique et traversée de courants contradictoires peu démarqués. Ce climat malsain pourrit au point où il y a un cloisonnement presqu'absolu entre les secteurs et entre les courants.

Le courant réformiste qui vise à dissoudre le Mouvement des Caps se développe cependant. Ainsi les premières expériences de liaison prolongée commencent à porter fruit, dans la consolidation des bases dans certaines entreprises (comme à la Canadian Steel Foundries). Car l'orientation réformiste continue de s'appuyer sur ce qui avait fait la force originale des Caps: la liaison aux masses. Effectivement, les militants du secteur travail se lient avec les masses, mobilisent et organisent les travailleurs combatifs, démocratisent les syndicats et forment des structures autonomes combatives (les comités de travailleurs). Ces propositions reçoivent une réponse positive parmi les masses, qui cherchent à s'organiser, à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs syndicats locaux.(5)

La période de l'été

Dans leur premier texte public, **l'Actuel et notre intervention**, la direction effective du secteur travail St-Jacques annonce clairement son projet. En plus d'y analyser la conjoncture et le mouvement syndical, on dégage le cadre général de ce qui allait devenir l'orientation réformiste."(...)les groupes politiques sont en fait des sectes idéologiques où prime davantage la quête d'un monde meilleur.(...) Les comités de travailleurs et le regroupement régional de ces comités et des militants, cherchent à résoudre (...) cette contradiction qui a prévalu dans les groupes populaires et "politiques" depuis quelques années. Ils cherchent: (1) à pénétrer réellement la classe ouvrière et les autres couches de travailleurs, en partant des entreprises de fabrication et de services; (2) à dépasser la formation idéologique en vase clos, pour passer à l'intervention sur les terrains économiques (particulièrement syndicale) et politique. (...) Notre intervention politique dans la conjoncture actuelle peut se situer sur deux plans principaux: -lutter à l'intérieur des syndicats locaux, pour leur transformation et pour transformer les revendications économiques des travailleurs; -mener un travail idéologique et culturel à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises(...). L'organisation doit se fonder prioritairement sur les comités de travailleurs ("de masse") dans les entreprises puis sur les comités de travailleurs (de "masse") et les comités de quartier.(...) (6)

2. Compte-rendu de la réunion du Conseil d'orientation du 11 avril 1973.

3. Document de travail, Noyau clinique, octobre 1972.

4. Les organisations régionales de travailleurs, printemps 1973.

5. En fait, c'est durant cette période que la grande majorité des militants révolutionnaires font leurs premières armes dans les entreprises. Ils parviendront à développer plusieurs acquis, dépassant la vague "implantation" pour élaborer des guides de travail concrets pour le travail d'organisation de masse. Les premières clarifications sur les "comités politiques de travailleurs" contiennent des éléments très valables à ce sujet.

6. *L'Actuel et notre intervention*, par le noyau est du Secteur travail St-Jacques, juin 1973.

L'Actuel et notre intervention constituait en fait l'"acte de naissance" du RCT, la clarification des positions politiques fondamentales qui allaient encadrer toute son action future. Leur persévérance à continuer dans cette voie ressort encore plus aujourd'hui alors que l'on constate que leurs thèses actuelles sont essentiellement des versions ré-écrites de l'Actuel. Mais, plus qu'un acte de naissance, les propositions de l'Actuel sont aussi une clarification supérieure de l'orientation réformiste. La ligne économiste de la "continuation" de la lutte économique à la lutte politqiue, de la "transformation spontanée" du mouvement de masse en avant-garde y sont présentées avec plus de fermeté. La lutte politique y est présentée alors comme l'apanage des syndicats et de leur action parlementaire électoraliste, alors que les comités de travailleurs doivent se situer en dehors de ce terrain et agir sur le véritable centre du pouvoir, le terrain de la lutte économique. Les thèses fondamentalement **anti-léninistes** de la négation de la contradiction lutte économique lutte politique, et avant-garde-masses sont présentées en contraste avec le réformisme de type traditionnel, et l'avant-gardisme dogmatique" des sectes idéologiques. La réponse à ces illusions est alors proposée comme la construction d'une organisation large de "militants socialistes et de travailleurs combatifs" centrée sur les luttes économiques et syndicales d'entreprises. L'addition d'organisations de masse locales devant résulter en organisation politique puisque l'addition de luttes économiques locales résulte nécessairement en lutte politique.

Pourtant, peu s'y trouvèrent à l'époque. Au cours de l'été, il y a En Lutte qui apparaît de plus en plus comme une "tendance" dans le mouvement, vers laquelle se tournent plusieurs militants des Caps, dont principalement les secteurs "scolaire" et "quartier" de St-Jacques qui cherchent une direction que ne leur fournit plus les Caps. C'est ainsi que le secteur scolaire en vient à affirmer "qu'à l'étape des luttes locales et de l'organisation sur une base locale, la seule pratique militante possible qui soit une pratique de classe, c'est la lutte sur le front idéologique et plus particulièrement la propagande de masse(...) Les luttes des avant-gardes organisationnellement isolées ne pourront dépasser concrètement leur caractère de marginalité que si la propagande peut en révéler le contenu et toute la portée à des couches de plus en plus larges du prolétariat et des masses populaires(...) (7) Durant ce temps, En Lutte publie son avant-premier numéro en mai 1973.(8)

C'est ainsi que sont posées toutes les conditions qui allaient mener à la résolution antagoniste des contradictions au sein du Mouvement des Caps. Si au printemps les militants parlent du "vide" qui existe dans le Mouvement, à la fin de l'été, ils parleront de liquider le mouvement. Chacun se prépare ainsi à aller de son côté et de faire mourir les Caps dans l'indifférence générale.

7. Extrait d'un texte du Comité de formation du secteur scolaire St-Jacques, 29 août 1973.

8. En Lutte y avait réitéré ses positions fondamentales, comme quoi la diffusion de l'idéologie révolutionnaire est la condition préalable à l'édification du parti. "Ces conditions d'existence du parti sont, entre autres, une large pénétration de l'idéologie prolétarienne au sein des masses, qui permette aux groupes ouvriers d'avant-garde de mobiliser des couches importantes du prolétariat dans des luttes politiques et sur une ligne de classe claire et nette. (...)" En Lutte, avant-premier numéro, 1er mai 1973.

4- La fin du Mouvement des Caps L'émergence d'une orientation réformiste

La parution du texte "Début d'un mouvement socialiste à Montréal" sera le coup de mort du mouvement des Caps. On y analysait que le mouvement vacillait d'un pôle "idéologique" ("qui amène au fonctionnement de chapelles") à un pôle organisationnel (la liaison avec les travailleurs par la création de comités de travailleurs). Selon l'analyse, "(...) à l'heure actuelle, au chapitre du cheminement des militants progressistes, on peut dire que le pôle organisationnel est en passe de devenir dominant, de prendre le pas sur le pôle idéologique. On constate de plus en plus que l'étape des groupes progressistes est franchie et qu'ils sont au terme de leur possibilité de développement. Ils ont joué un rôle majeur(...), mais ne peuvent pas du tout constituer des bases valables en vue de la réalisation de l'étape actuelle (...). En fait, les Caps représentent un type d'organisation qui ne répond pas à ce qu'on peut connaître de la conjoncture actuelle du mouvement ouvrier.(...) Les comités de travailleurs semblent se présenter comme une forme d'organisation adaptée à la conjonture actuelle du mouvement ouvrier(...). C'est un point de départ concret en direction de l'organisation politique autonome des travailleurs(...)."(1)

Le texte "Début d'un mouvement" était le point final d'un long cheminement pour évacuer la question de l'organisation révolutionnaire et son remplacement par ce qui "correspond le plus à la réalité actuelle du mouvement ouvrier", les comités des travailleurs, des "regroupements de travailleurs conscients et combatifs dans une entreprise, qui tentent de s'insérer dans la réalité de cette entreprise en vue de la transformer. (...)"(2)

Mais cette déclaration ne constituait en sorte que l'introduction de ce qui allait venir. L'orientation réformiste tend alors à se préciser, à se chercher un corps. D'autre part, elle s'appuie sur l'unanimité parmi les militants "qu'il faut chercher autre chose". L'orientation réformiste s'appuie aussi sur certaines victoires remportées dans l'établissement de regroupements combatifs dans les entreprises. En septembre 1973, les 750 ouvriers de la Canadian Steel Foundries de Montréal

1. Extrait de la conclusion de "*Début d'un mouvement socialiste à Montréal*", première édition, octobre 1973.

2. idem.

sortent en grève illégale, dirigée par le "Comité des travailleurs de la Steel". Leur victoire partielle semble indiquer la voie pour l'organisation ouvrière (3). Cependant, d'autres résistent à cette vague. L'automne est en effet l'époque où le journal En Lutte commence à publier. L'activité des révolutionnaires des divers groupes proches du journal les conduit aussi à organiser une campagne d'appui à la grève combative des travailleurs de Firestone et de Gypsum (Joliette et Montréal), ce qui permettra bientôt d'initier le Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières (octobre 1973).(4) Les luttes des ouvriers de la Canadian Steel et de Firestone seront des batailles importantes pour le mouvement ouvrier. Les premiers jours de l'automne 1973 sont donc annonciateurs de progrès et de victoires. Pour concrétiser cette avance, les révolutionnaires cherchent une alternative d'organisation. La faillite totale du Mouvement des Caps, concrétisée finalement par la dissolution effective de janvier 1974, laisse place à de nouveaux projets.

Le "comité des dix": vers l'organisation réformiste

Le principal projet qui se veut une réponse au vide créé par la disparition des Caps sera centré sur ce qui deviendra le "comité des dix". D'abord présenté comme un comité d'étude et de recherche, le "comité des dix" deviendra le pôle central du projet réformiste, dirigé par l'ex-secteur-travail St-Jacques et auquel se lient la majorité des forces militantes issues du mouvement des Caps, y compris MOBILISATION qui se constitue même en une sorte d'organe théorique de cette tendance. C'est par les travaux et les publications du "comité des dix" que s'organisera publiquement la tendance réformiste. Encore une fois la thèse centrale est qu'il faut d'abord constituer des regroupements larges de travailleurs combatifs et une fois cette étape remplie, il y aurait les conditions pour une "organisation politique de travailleurs". Ce qui est d'abord formulé de la façon suivante:

"Nous pensons qu'actuellement, le rôle politique des comités de travailleurs est de préparer dans leur entreprise les conditions préalables essentielles, à l'émergence et au développement d'une **association à caractère politique** (souligné par nous). (...)".

Cette stratégie d'organisation découle de la conception d'ensemble de la lutte révolutionnaire où on affirme: "(...) Il n'y a pas de coupure entre les revendications économiques(...) et la lutte politique.(...) Dès lors on doit parler de **glissement** (souligné par nous) de la lutte économique vers la lutte politique. C'est à un certain niveau de développement (qualitatif et quantitatif) de la lutte économique que celle-ci se transforme et pose comme seul débouché à la question de l'Etat capitaliste, i.e. qu'elle devient politique.(...)"(5)

Ainsi, si la lutte économique "glisse, se transforme spontanément en ligne politique pour le pouvoir, de même en est-il selon cette conception réformiste pour le "mouvement large de travailleurs" qui "glisse" spontanément vers une "association à caractère politique".(6) C'est pour ces raisons que les réformistes à la tête du "Comité des dix" mettront tant d'acharnement à dénigrer l'expérience du mouvement révolutionnaire des années précédentes, qu'ils qualifiaient sans cesse de "sectes" et de haut-parleurs d'"expériences étrangères"(7), etc. Tout cela était aisément justifié par la fameuse théorie des étapes, fondamentalement la même conception du FRAP en 1971-72.

Mais l'avantage de cette nouvelle conception réformiste était de centrer le débat sur son terrain privilégié: c'est-à-dire l'organisation de masse. Car tout le travail de clarification entrepris à cette époque tourne autour des tâches concrètes, des tactiques à adopter pour pénétrer les entreprises et y proposer des programmes d'action concrèts. Ainsi n'est-il pas surprenant dans un tel contexte de voir à quel point un document comme **Les comités de travailleurs: dépasser l'état actuel des choses** est perçu par les militants comme un guide de travail utile et précieux. La description qu'on y fait des tâches économiques, syndicales, d'organisation, les méthodes de travail pour susciter les regroupements combatifs, etc. constitue une première tentative de cerner le travail d'organisation. Et c'est ce que les révolutionnaires perçoivent à ce moment en oubliant l'essentiel, c'est-à-dire la ligne politique, l'orientation fondamentale qui sous-tend ces

3. Voir à ce sujet *Sortir de l'isolement*, entrevue avec le Comité de travailleurs de la Steel à l'automne 1973, Mobilisation, vol.3, no.3.

4. Voir l'Entrevue avec le Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières, Mobilisation, vol.3, no.8.

5. Extrait de la première ébauche du texte Les comités de travailleurs, automne 1973. Le caractère réformiste de cette "association à caractère politique" ne sera jamais clarifié, sauf indirectement dans des textes internes du "comité des dix", où l'on affirmait par exemple que "le regroupement s'effectuera au début sur une analyse de la réalité assez limitée, sur une sorte de "ligne politique politique minimale: par exemple, la nécessité de mettre la priorité sur le travail d'organisation dans les entreprises. (...) Des questions plus générales comme la question nationale, etc. seront à peine clarifiées. (...) C'est à partir du travail concret fait à la base et de la réflexion des militants que cette "ligne" (assez idéologique) pourra se traduire pour les militants travailleurs en objectifs simples, communs et concrets. (...) Le regroupement que nous proposons devra insister sur de tels objectifs concrets, qui correspondent à des besoins et à des revendications concrètes parmi les travailleurs. De même la base d'adhésion à ce regroupement ne serait pas principalement basée sur une quelconque entente "idéologique", mais sur le désir de s'unir sur ces objectifs clairs les plus concrets. (...)" Ebauche d'un plan sur la partie "Liens entre militants socialistes et comités de travailleurs". Lors d'un débat sur cette question, l'un des dirigeants de l'ex-secteur travail St-Jacques s'opposa farouchement à ce que l'on rajoute à ce point la nécessité d'assoir cette future organisation sur le marxisme-léninisme, ce qui n'était pas une question de mots, mais bien une question fondamentale: quelle est la nature de l'organisation politique à mettre sur pied?

6. Ce fut Lénine qui le premier réduisit en poussières les tentatives de la petite bourgeoisie révolutionnaire de réduire l'avant-garde révolutionnaie et la lutte politique à un rôle de soutien au mouvement ouvrier et à sa lutte économique. Son *QUE FAIRE* est à ce sujet l'oeuvre la plus claire et la plus juste (dont les acquis sont aussi les plus immortels).
"(...(La social-démocratie révolutionnaire a toujours compris et comprend dans son activité la lutte pour les réformes. Mais elle use de l'agitation "économique" non seulement pour exiger du gouvernement des mesures de toutes sortes, mais aussi (et surtout) pour exiger de lui qu'il cesse d'être un gouvernement autocratique. En outre, elle croit devoir présenter au gouvernement cette revendication non seulement sur le terrain de la lutte économique, mais aussi sur le terrain de toutes les manifestations, sans exception, de la vie politique et sociale. En un mot, elle subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme. Martynov lui, ressucite sous une autre forme la théorie des stades et s'efforce de prescrire à la lutte politique de s'engager sur une autre voie, pour ainsi dire, infailliblement économique..." *QUE FAIRE*, chap. III

7. "*Evaluation première des groupes progressistes et populaires*", texte du Comité des dix.

propositions. Les révolutionnaires ne perçoivent que très peu ce qui est pourtant écrit noir sur blanc, c'est-à-dire la liquidation du mouvement révolutionnaire:

"(...)Il est hors de question pour nous dans l'état actuel des choses de promouvoir des organisations au sein des entreprises fondées sur l'adhésion aux principes historiques du socialisme. (...) De tels types de regroupements reposeraient sur des critères d'adhésion actuellement inaccessibles pour l'immense majorité des travailleurs et s'ancreraient dès le départ dans une marginalisation impuissante et sans résultats.(...) Nous privilégions plutôt un développement plus dynamique des comités de travailleurs, ce n'est pas du jour au lendemain, ni fondamentalement par la formation idéologique, que les membres d'un comité de travailleur vont promouvoir leurs intérêts de leurs camarades de travail dans une perspective politique de classe(...)"(8)

A la fin de l'automne 1973, le comité des dix se dégage de plus en plus comme le centre de la nouvelle organisation réformiste qui va naître à court terme. Peu d'obstacles semblent se présenter contre cette voie. Les instruments sont presque tous en place pour concrétiser cette victoire du réformisme.

8. *Les comités de travailleurs*, dossier Mobilisation, février 1974. Ce dossier, tout en réunissant certains éléments de l'expérience des "comités de travailleurs" ne constituait nullement un véritable bilan du travail.

5- La critique L'orientation réformiste perd la direction du mouvement

Mais les acquis historiques du mouvement révolutionnaire au Québec, alliés au développement pratique du travail révolutionnaire empêchent qu'une telle mystification puisse dominer longtemps. Ainsi la direction qu'exerce la tendance réformiste sur la majeure partie du mouvement révolutionnaire sera brisée au début de l'hiver 1974.

Si auparavant les critiques de cette orientation réformiste avaient été formulées plus sous formes de questions et de nuances, elles seront alors plus directes(1). Suite à la désintégration définitive du Mouvement des Caps et au travail du "comité des dix", la direction réformiste tenta de franchir une étape en organisant une sorte d'assemblée constitutive du futur regroupement réformiste. Toute l'organisation même de cette assemblée avait d'ailleurs été conçue pour faire en sorte que les questions politiques de fond soient écartées, mais les révolutionnaires résisteront à cette tentative manipulatrice et critiqueront l'orientation réformiste.

Une critique de fond

Le véritable coup d'envoi sera donné par la publication d'un texte critique par deux militants du secteurs travail St-Jacques(2). Ce texte se voulait une sorte de synthèse politique du cheminement du "comité des dix" et faisait cet avertissement sollennel aux militants qu'ils devaient engager la lutte contre les "tendances qui s'orientent vers l'opportunisme et le révisionisme". Pour démontrer cette affirmation, le texte analysait le travail du "comité des dix" et démontrait qu'on y avait constamment évacué les questions stratégiques fondamentales pour se borner à des considérations tactiques immédiates. On reliait aussi ce fait au mépris affiché contre la théorie révolutionnaire et la nécessité de l'étude et de la formation, pour arriver à la question de l'étapisme qu'on contredisait en disant que les militants devaient suivre ce principe énoncé par Lénine "que la tâche des révolutionnaires est de transformer les luttes économiques en luttes politiques, et ce non pas uniquement en donnant à la lutte économique un caractère politique.(...)"

Mais la critique la plus élaborée portait sur la négation du rôle de l'avant-garde révolutionnaire:

"Le projet de regroupement des comités de travailleurs est excellent en soi, là où il est fondamentalement erronné, c'est dans ces tentatives de présenter les comités de travailleurs (...) en tant qu'unités de base d'une future organisation politique(...)

Une analyse plus profonde des comités de travailleurs nous démontre que ceux-ci ne peuvent être définis que comme étant une forme d'organisation "intermédiaire" se situant à mi-chemin entre une organisation de masse et une organisation proprement politique. Les comités ne sont pas des organisations de masse puisqu'ils ne sont pas largement ouverts à tous les travailleurs d'un milieu donné, mais s'efforcent plutôt de regrouper les ouvriers les plus combatifs seulement. Tandis qu'ils ne peuvent être définis comme des unités politiques et socialistes, car ces travailleurs ne sont pas nécessairement conscients politiquement et ne sont pas nécessairement socialistes(...) Regrouper ces comités de travailleurs serait surement profitable pour le développement de leurs activités (...), mais ceci ne pourrait en aucune façon être considéré comme l'organisation politique militante d'avant-garde qu'il nous faut à

1. Certains critiques avaient déjà été formulées au tout début de l'essor de l'orientation réformiste, tel ce noyau de militants qui critiquait le texte *L'actuel et notre intervention* en disant "qu'il ne distingue pas entre les tâches politiques des militants socialistes par rapport à l'organisation de militants à construire, et les tâches de ceux-ci par rapport aux comités d'usine à consolider et à transformer. Bref, on n'aborde pas et on ne distingue pas le problème central du lien entre cette organisation de militants et les comités d'usines d'une part et d'autre part des travailleurs combatifs.(...)" Bilan du "Noyau des petites entreprises", Mobilisation, vol.3, no.2, novembre 1973.

2. Critique de l'orientation du Comité des dix, par deux militants du Secteur travail, janvier 1974.

l'heure actuelle.(...).(3)

Une critique généralisée

C'est sur cette toile de fond que s'engagea l'assemblée à la fin de janvier 1974, regroupant une centaine de militants, et qui devait faire le point sur le travail du "comité des dix" et dégager ds perspectives de travail. Lors de cette assemblée, presque tous les groupes militants présents amorcèrent des critiques de l'orientation réformiste. Quoique confuses et souvent bien partielles, ces critiques amenèrent les militants à préciser leurs positions. Si la majorité des interventions soulignaient le caractère positif de la clarification sur les comités de travailleurs, presque tous cernaient la thèse réformiste concernant le rôle de l'avant-garde:

")...)Les comités de travailleurs, s'ils constituent "l'école de la guerre", ne sont toutefois pas la "guerre elle-même". En effet, il faut distinguer entre les objectifs des comités de travailleurs, en tant qu'organisations de masse, de lutte, (...) et d'autre part, les objectifs d'une organisation socialiste(...), qui dirige et s'appuie sur le mouvement de masse, toutefois, elle dépasse sa perspective.(...) Notre expérience (...) nous démontre qu'il n'y a pas de continuité automatique, de mouvement linéaire(...) de la lutte économique vers la lutte politique(...). La lutte politique, l'organisation politique sont amenés de l'extérieur (...) L'avant-garde (est nécessaire) pour diriger les masses dans ses luttes quotidiennes et affronter le pouvoir politique. D'autre part, il est certain que ce sont des organisations de masse comme les comités de travailleurs qui sont en mesure de faire progresser cette "immense majorité". Les deux types d'organisation ne sont pas en contradiction mais se complètent (...) (4)

Les critiques qui surgirent avant, pendant et après cette assemblée militante furent suffisantespour remettre en question la validité de l'orientation réformiste préconisée par la direction de l'ex-secteur travail du Cap St-Jacques. Cependant, ceux-ci n'arrêtent pas pour autant leur développement, sauf qu'ils l'entreprirent avec des forces beaucoup plus restreintes. Poursuivant la logique de la désintégration de l'avant-garde révolutionnaire, ils préconiseront alors la disparition des noyaux de militants de l'ex-secteur travail pour que les révolutionnaires se fondent en un regroupement large, incluant quelques travailleurs combatifs de certaines entreprises, ce qui allait se transformer quelques mois plus tard en le "Regroupement des comités de travailleurs" (RCT). D'abord présenté comme la fusion de deux noyaux de l'ex-secteur travail et leur participation à un cours pour l'ensemble des travailleurs combatifs membres de comités de travailleurs locaux, ce projet de réorganisation sera lui-aussi l'objet de la critique révolutionnaire.

"(...)Le projet de fusion en arrive à la disparition des noyaux militants puisque le seul regroupement existant le sera uniquement autour de son contenu et du cours. Aucun regroupement parralèle de militants socialistes n'est prévu, donc disparition de tâches essentielles à tout militant socialiste, (...), comme la formation marxiste-léniniste et le contrôle (critique) du travail militant.(...)" (5)

Ces premières critiques seront aussi rejointes par de dures dénonciations par ce qui apparaît à l'époque comme l'autre "courant" principal dans le mouvement révolutionnaire: En Lutte. Les groupes proches de cette orientation publieront alors une critique d'ensemble contre l'orientation réformiste,(6) touchant les points majeurs (concernant la liquidation de l'avant-garde, de la théorie révolutionnaire, etc.) mais n'analysant pas l'aspect positif du processus de liaison aux masses entrepris par les révolutionnaires du secteur travail. Encore une fois, c'était une critique qui ne ressortait pas sur une alternative positive, qui ne dégageait pas comment les révolutionnaires pouvaient et surtout devaient pénétrer profondément les masses pour diriger leurs luttes en les liant à l'objectif fondamental, l'édification du parti révolutionnaire dans les masses.

Mais au début du printemps 1974, la démarcation première est achevée entre les révolutionnaires et les réformistes. On peut dire qu'à partir de cette époque, l'histoire des révolutionnaires va suivre son propre chemin alors que ls réformistes s'engageront de plus en plus vers l'impasse.

---

3. La critique s'étendait aussi à un point essentiel: les méthodes de travail de la direction de l'ex-secteur travail St-Jacques qui était passé maître dans l'art de contourner les débats et les questions de fond. Tout le fonctionnement du Comité des dix fut marqué par ces pratiques de manipulation et de mépris face aux militants.

4. "*Les comités de travailleurs: l'école de la guerre*", intervention de la librairie progressiste lors de l'assemblée du 26 janvier 1974. La majorité des interventions des autres groupes, allant des noyaux des ex-secteurs travail St-Jacques et Maisonneuve jusqu'aux groupes militants qui avaient été invités, iront dans ce sens, quoique avec plusieurs nuances importantes.

5. Ces deux militants rajoutaient aussi:
"La disparition des noyaux élimine aussi d'autres tâches essentielles à tout militant socialiste, soient celles de la formation marxiste-léniniste et du contrôle (critique) du travail militant. Il est important que les militants socialistes se dotent d'une théorie juste en l'occurence la théorie marxiste-léniniste, car comment développer correctement les tâches d'analyse, de critique, de propagande et d'organisation, sans l'apport d'une théorie juste. La formation marxiste-léniniste des militants socialistes a toujours été une tâche prioritaire que l'on mettait de l'avant dans nos débats et nos discussions (...). Il est important aussi d'autre part, que les militants socialistes qui travaillent dans des entreprises, se dotent de plan de travail et d'action visant ainsi à se donner certains objectifs précis en fonction de la connaissance du milieu, afin de vérifier constamment quels sont les intérêts en jeu, quel est le niveau de conscience, quel est le niveau de combativité(...), c'est quoi un regroupement de masse, comment lier regroupement de masse et organisation de militants socialistes, etc.(...)". Réponse de la part de deux militants qui ont refusé de s'intégrer à la fusion des noyaux est et sud-ouest.

6. "*Contre l'opportunisme*", critique de la ligne politique du secteur travail St-Jacques. Document de travail par des militants de l'ancien Cap St-Jacques (secteur scolaire et noyau quartier), mars 1974.

6- Le réformisme organisé dans le mouvement ouvrier: le RCT

Le mouvement des Caps est officiellement enterré au début de 1974. L'orientation réformiste qui avait provoqué cette lente désintégration cherchera alors à se doter d'une structure organisée. C'est à ce moment qu'ils s'organiseront sur la base de deux noyaux de l'Ex-secteur travail St-Jacques (auxquels se rajouteront d'autres militants des Caps) en tentant de constituer une structure qui permettrait l'intégration des travailleurs combatifs et progressistes avec lesquels ils étaient liés dans les milieux de travail. c'est ainsi que naîtra ce qui sera, d'abord surnommé par d'autres militants puis repris par eux-mêmes, le "Regroupement des comites de travailleurs" impliquant dans le nom même le type d'organisations qu'on voulait mettre sur pied.

La naissance même du RCT portait toutes les contradictions et les illusions de l'orientation réformiste fondamentale présente dans le mouvement depuis plusieurs années. Cette orientation devenait à ce moment de plus en plus claire, et c'est pourquoi la grande majorité des révolutionnaires refuseront de continuer dans cette voie et se démarqueront progressivement du RCT tout en cherchant ailleurs de nouvelles formes organisationnelles qui n'allaient apparaître qu'à la fin de 1974. Dès lors, le RCT se place dès le début à l'extérieur du mouvement révolutionnaire même s'il ne lui est pas totalement étranger à cause de la démarcation politique qui ne sera pas complétée avant plusieurs mois.

Malgré tout, au début de 1974, tout semble indiquer que le rapport de force (puisque c'est ainsi que les réformistes conçoivent les liens entre les révoluitonnaires)(1) se développe constamment en faveur du RCT, et ses dirigeants ne sont pas affectés par la critique que lui portent les révolutionnaires. Au contraire, les premiers mois de cette année seront des mois d'expansion et de développement du RCT. Comment se manifeste ce développement?

Expansion et consolidation

D'abord, le projet de regroupement fonctionne. Plusieurs travailleurs (militants des "comités de travailleurs" locaux) et d'ex-militants des Caps se réunissent autour d'un "cours" sur le syndicalisme et les comités de travailleurs. C'est ainsi que la direction présente des "cours" évitant une fois de plus le débat sur l'orientation et les perspectives du RCT(2). Les gens se réunissent donc dans cette structure assez floue qui constitue tout de même un moyen pour consolider le futur "regroupement". Ces cours seront centrés sur une explication de type syndicaliste de combat de la lutte ouvrière, tel que reflété dans les premiers numéros du bulletin l'Unité:

"(...)Nous bâtissons dans les faits une solidarité plus grande entre nous en se joignant aux conditions concrètes de travail et de vie et aux préoccupations actuelles de l'ensemble des hommes et des femmes de nos milieux de travail. Comme vous, nous entreprenons un travail d'organisation et d'explication à l'occasion du renouvellement d'une convention collective, d'un problème de cafétéria, de la nécessité de rendre plus démocratique un syndicat local, etc.(...) Nous nous rencontrons régulièrement pour discuter de nos syndicats, des moyens d'organisation et de lutte à mettre de l'avant afin de s'attirer la sympathie et l'appui actif de nos camarades de travail.(...) Ainsi, nous sommes à même de préciser et de consolider le travail amorcé dans chaque entreprise. Il nous sera possible alors de développer progressivement notre regroupement en avançant des revendications communes et valables pour toutes et chacune des entreprises concernées.(...)"(3)

La critique qu'on y fait des syndicats porte sur une description du syndicalisme d'affaire, et ne présente pas d'analyse qui permettrait de comprendre son évolution et les moyens pour les transformer, non pas comme porteurs de la lutte politique et dirigeants de la révolution, mais en tant qu'organisations de masse, "école de la guerre" où les travailleurs s'organisent et s'éduquent. Ce qui entraîne à mettre de l'avant "les comités de travailleurs" qui pourraient "aller plus loin" que les syndicats, dans le sens d'une transformation de nos luttes économiques". L'erreur fondamentale qui consiste à concevoir le développement de la lutte politique comme la "continuation de la lutte économique" se reproduit pour ramener la thèse économiste et réformiste: organisons-nous sur la base des luttes immédiates, plus tard, nous mènerons la lutte politique en s'organisant en tant qu'avant-garde révolutionnaire".

Mais comme nous l'avons précisé auparavant, l'orientation réformiste véhicule à ce moment des mots d'ordre et propose des tactiques qui au niveau local correspondent à bien des situations de lutte. La victoire que remporte alors le "Comité des travailleurs de la Steel" contre les réactionnaires du Syndicat des Métallos par exemple

---

1. Au lieu de concevoir les contradictions entre les révolutionnaires comme pouvant se résoudre par le débat, le processus unité-critique-unité, les dirigeants du RCT verront à développer de véritables rapports de force, plaçant les contradictions dans le mouvement au même plan que les contradictions avec l'ennemi. Ce qui entraînera d'innombrables problèmes de putchs, de prises de contrôle, de conflits sur des questions financières, etc.

2. Quand le RCT s'organise, il ne s'affiche pas comme organisation alors qu'il l'est déjà en pratique. On parle des "cours" pour éviter que le débat ne porte sur l'orientation et les perspectives à moyen et long terme du RCT et on se prépare une fois de plus à mettre les militants devant un fait accompli.

3. L'Unité, no.1. 28 mars 1974.

reflète le fait que l'organisation des groupes combatifs et de lutte pour démocratiser les syndicats locaux constitue un besoin ressenti fortement par les travailleurs combatifs. A la Steel, les Métallos déclencheront une campagne de salissage et de répression en collaboration avec les patrons, ce que le "comité de travailleurs" brisera en provoquant des élections syndicales où la majorité de ses candidats seront élus. Dans d'autres entreprises, les propositions pratiques mises de l'avant par le RCT sur les "comités de travailleurs" remporteront aussi un certain succès et donneront lieu à la consolidation organisationnelle de quelques nouveaux "comités de travailleurs" au début de 1974. De plus, nombre de militants proches de l'orientation réformiste du RCT se répandront dans diverses entreprises pour tenter d'y implanter de nouveaux comités.

Un processus bloqué dans la période de formation

Mais déjà au printemps 1974 de nombreux facteurs laissent présager de l'avenir de l'orientation réformiste malgré que celle-ci a littéralement le "vent dans les voiles" à ce moment. Le RCT amorce à ce moment la troisième étape de son développement. **L'Actuel et notre intervention** en tant que première étape avait jeté les bases politiques du réformisme, alors que le "comité des dix" en jettera dans une deuxième étape les bases organisationnelles. Le RCT commence donc à fonctionner comme tel avec une orientation politique et organisationnelle encore encore très peu clarifiée. Les militants de l'ex-mouvement des Caps ne saisissent pas encore l'essence de cette orientation, certains en conçoivent les bribes, d'autres intuitivement se méfient par exemple lorsque les dirigeants du RCT se réfèrent à certains auteurs et à certains titres.(4) mais rien n'est encore déterminé et l'attitude suiviste et localiste prévaut: les problèmes politiques d'ensemble sont toujours "de trop" à côté des problèmes d'organisation et de lutte quotidiens. Aussi au sein des révolutionnaires les critiques s'accentuent. La structure d'échanges qui existait encore au niveau des divers groupes qui avaient participé initialement au "Comité des dix" (à l'aube du projet du RCT) se dissoudra mettant fin aux quelques liens qui subsistent et abolissant cette tribune du RCT face aux groupes révolutionnaires avec qui ils étaient issus du Mouvement des Caps. D'autre part, les contradictions commencent à ressortir à l'intérieur en ce sens que divers "problèmes" surgissent, suite à la désintégration des noyaux de militants. Le RCT alors est composé de deux structures parallèles, dont les rapports ne sont pas fixés et centralisés. D'un côté, la structure du cours, auquel participent de nombreux travailleurs combatifs, et de l'autre la direction informelle du cours (3-4 militants) sur laquelle les autres militants issus des Caps n'ont peu ou pas de contrôle. Cette bureaucratisation s'accentuera progressivement dans les mois qui suivront au point d'édifier une direction cliquiste et incontrôlable, puisqu'il n'y a aucun cadre militant dans lequel cette direction à remettre des comptes. Mais à l'époque, ces "problèmes" sont vus comme "temporaires" et la majorité des membres du RCT continueront d'attendre patiemment les "instructions" tout en poursuivant leur travail local sans aucun encadrement véritable. Mais ces "problèmes" s'accumuleront de plus en plus, à mesure que se précise l'orientation politique réformiste et jusqu'au point où certains se rendront compte que la bureaucratisation et la manipulation ne sont que des manifestations de l'orientation fondamentale.

Au début de l'été 1974, le RCT franchira un nouveau pas en direction du projet réformiste. Il y aura alors une tentative plus explicite de mettre de l'avant le projet de transformation des "comités de travailleurs" en "unités de base" d'un futur "regroupement politique". Ce "regroupement politique" est alors présentée comme la continuation naturelle des comités de travailleurs qui pourraient y trouver un terrain propre à leur développement. A ceux qui se posaient certaines questions sur les objectifs et la composition de ce futur regroupement, on répond en contournant la question: ".. Dans le texte "les comités de travailleurs", nous disons des comités "larges" composés des travailleurs les plus conscients et combatifs. Plus tard, nous disions des comités restreints composés de travailleurs socialistes (...) Que veut-dire un comité large? ou restreint? Un travailleur conscient et combatif n'est-il pas socialiste ou du moins pour le socialisme sous une forme ou sous une autre. (...) Car la seule définition juste de la composition du comité de travailleurs, c'est des comités (larges ou restreints, peu importe, c'est alors une question de structure) composés de travailleurs qui adhèrent aux objectifs au programme et aux tâches de l'organisation politique que nous voulons créer.(...) Les objectifs de cet éventuel programme sont présentés comme la transformation en "un véritable pôle de référence" des travailleurs auxquels les comités de travailleurs adhéreraient pour développer la lutte politique, économique, syndicale et idéologique. Cette dernière définie comme suit: "(...) La lutte idéologique doit se mener à travers la lutte politique, économique et syndicale, de plus, il est nécessaire pour habituer les hommes et les femmes à être solidaires et à fraterniser, ainsi que pour revaloriser le statut de travailleur (...) d'employer plusieurs moyens culturels: 1) création de services d'entraide(...), 2) activités éducatives, conférences, projections audio-visuelles, soirées culturelles, films, etc.; 3) loisir: club de sport, excursions, (...)."

---

4. Tel est le cas entre autres du livre de chevet principal des dirigeants du RCT, *Textes de Marx-Engels sur les syndicats*, une anthologie préparée et annotée par le trotskiste français Roger Dangeville. Ce personnage qui a réussi à s'imposer comme traducteur et présentateur d'un grand nombre d'anthologies de Marx-Engels présente les positions anti-léninistes et pseudo-révolutionnaires d'un "retour à Marx" où se trouverait l'essence véritable du marxisme révolutionnaire. Selon ce triste personnage, Lénine aurait péché par volontarisme politique et aurait conduit la Troisième Internationale à l'impasse par sa politique de front uni et d'alliance. Dangeville apporte alors la thèse qu'il n'existe pas de théorie de l'organisation dans le marxisme, que celle-ci n'est qu'une intervention "stalinisée" sur la base des "erreurs" de Lénine, et qu'il faut promouvoir l'édification d'un large parti de classe, purement prolétarien, inflexible et intouchable face aux classes et à la lutte des classes, qui doit marcher vers la révolution en ligne droite. Selon cette même conception, il n'y a donc pas de coupure entre lutte économique et lutte politique, puisque l'expression de classe se manifeste indifférement sous la forme économique et politique.

Certains dirigeants du RCT se feront les complices conscients d'une telle théorie contre-révolutionnaire en affirmant clairement:

"La publication récente des 4 tomes de Marx-Engels sur le parti et l'organisation par Roger Dangeville est certes une des contributions majeures au marxisme (...) depuis quelques années. Dans les 4 tomes sur le parti, on voit clairement qu'il n'y a pas de théorie de l'organisation chez Marx. Lorsque Marx parle d'organisation, il parle d'organisation de la classe plutôt que d'organisation du parti (...) Il n'y a pas de théorie marxiste-léniniste de l'organisation (à part les statuts et les statues staliniens): il n'y a que l'organisation politique des travailleurs dans une société (donnée).(...)". Sur la formation, Jean Grenier, décembre 1974.

Dans cet optique, le "regroupement" pourrait aider les comités de travailleurs à devenir plus "politiques" puisque les revendications économiques seraient mises de l'avant non pas à partir d'une seule usine, mais bien de plusieurs. Dans les faits, l'"organisation politique" préconisée se présente comme la coalition de regroupements combatifs d'entreprises, centrés sur les luttes revendicatives (à caractère politique ou non) et dont le cadre et les tâches sont accessibles aux travailleurs combatifs. On évacue toute la question de la direction révolutionnaire en disant que de toute façon, ceci ne constitue qu'une "étape" et qu'il y en aura d'autres plus tard...

Au cours de l'été 1974, les activités du RCT seront suspendues en partie. Cependant, les forces qui germent en son sein et dans le mouvement révolutionnaire se préparent à intervenir et alors éclateront les contradictions. Durant ce temps, En Lutte poursuivra aussi son cheminement en se plaçant comme la "contre-partie" du RCT et en refusant d'envisager la construction du parti révolutionnaire à l'intérieur de la lutte et du mouvement de masse. Identifiant le réformisme du RCT au processus de la liaison révolutionnaire aux masses, En Lutte préconisera comme base d'unité dans le mouvement des "activités communes d'agitation et de propagande de masse, dans le cadre de regroupements larges axés pratiquement et politiquement sur le développement de la solidarité ouvrière et populaire (...) " C'est ce qui posera les conditions pour l'émergence du Comité de Solidarité avec les Luttes ouvrières et la future orientation d'En Lutte refusant d'intervenir dans la direction des luttes de masse pour préconiser un soi-disant ralliement des ouvriers avancés sur la base de la propagande large et de la formation politique. C'est à ce moment qu'En Lutte commettra l'erreur capitale d'identifier la tâche révolutionnaire de la liaison avec les masses dans les entreprises au réformisme dans lequel cette liaison était demeurée confinée par le RCT.

7- Le développement du réformisme est bloqué

Plusieurs facteurs viendront arrêter l'expansion de ce qui s'annonçait au début de 1974 comme un mouvement en pleine montée. Il y a principalement des facteurs internes: les contradictions ressortiront clairement alors entre la direction traditionnelle du RCT et une nouvelle orientation que nous analyserons plus loin. De plus, l'orientation réformiste entraînera de cuisants échecs dans les entreprises et là où il n'y aura pas de répression, le développement sera presque stoppé faute de perspectives et à cause même du cadre réformiste qui ne permet pas une véritable direction d'ensemble pour les militants: c'est le localisme et l'empirisme érigés en théorie de l'organisation. La systématisation de la ligne réformiste, qui donnera lieu à l'écriture et à la discussion du texte "Un deuxième pôle", au lieu de résoudre ces contradictions aura l'effet de les attiser. Mais ces facteurs internes seront combinés au développement général du mouvement révolutionnaire, à la critique et à la démarcation qu'effectuent les militants par rapport au RCT identifié alors comme la déviation principale à combattre.

Durant cette période, le mouvement ouvrier subit lui aussi une sorte de période de transition. La crise économique qui commence à atteindre durement tous les secteurs parvient à attiser considérablement la combativité des travailleurs. Après la victoire des travailleurs de Firestone, le syndicalisme de combat devient populaire parmi des couches importantes de travailleurs. Ce terrain général favorise évidemment l'intervention militante, mais place les révolutionnaires dans la difficile position d'assumer la responsabilité de luttes économiques et syndicales très dures. Les expériences de l'époque constituent en fait "les premières armes" de nombreux révolutionnaires. Au début de l'automne 1974, la grève illégale des travailleurs de la CTCUM renforcira considérablement cette combativité renaissante. A partir de là, les grèves illégales et les luttes dures se multiplieront. C'est dans un tel climat où le mouvement de masse recherche désespérément une véritable direction que le RCT se désorganise progressivement et que les groupes révolutionnaires se consolideront et passeront à une étape supérieure de leur développement.

Un "Deuxième pôle" et ses contradictions

En fait, les contradictions internes et externes qui éclateront au RCT à la fin de 1974 n'étaient que le résultat d'un long processus qui couvait au début même du projet réformiste. Durant l'été et au début de l'automne, les militants du RCT eux-mêmes s'en rendirent compte. La publication du document "Un deuxième pôle" comme document de travail à l'intention des membres du RCT fut une étape importante dans cette découverte. Les militants du RCT s'avancèrent dans l'étude de ce texte comme on s'avance dans un marais, en s'enlisant de plus en plus. En fait, ce n'était pas le contenu fondamental du document qui était le facteur négatif le plus important. Conçu comme une vaste déclaration de principe, le "Deuxième pôle" n'était qu'un ramassis hétéroclite de données diverses concernant le prolétariat (défini comme les "travailleurs salariés"), les organisations syndicales, les groupes populaires et "idéologiques", etc., dégageant la même conclusion rebâchée: former des "comités de travailleurs" en tant qu'"unités de base d'un futur regroupement politique". Fourmillant d'erreurs théoriques et politiques innombrables, le "Deuxième pôle" tombait sur les militants du RCT comme une masse.(1)

---

1. Le "Deuxième pôle" réussissait le tour de force de réunir en un seul document toutes les erreurs, toutes les faiblesses du mouvement révolutionnaire depuis 1971. Que ce soit sur l'analyse de classe (qui évacuait la classe ouvrière au profit des "travailleurs salariés"), l'analyse de la conscience de classe (dont le principal obstacle était décrit comme l' "accès aux bénéfices marginaux de la consommation"), des syndicats, etc. tout y est imprégné de a jusqu'à z de l'idéologie social-démocrate et réformiste véhiculée par tous les opportunistes du FRAP aux trotskistes.

De plus, sans comporter de nouveaux éléments quant à la ligne fondamentale, les auteurs du "Deuxième pôle" y glissèrent certaines "perles" qui enlevèrent au texte le peu de crédit qu'il avait en partant, telle cette évaluation des groupes révolutionnaires (qualifiés péjorativement de groupes "idéologiques"):

"(...) plusieurs groupes d'intellectuels progressistes perçoivent la réalité québécoise beaucoup plus à partir de la théorie et des expériences révolutionnaires étrangères qu'à partir d'une maîtrise véritable des données politiques, économiques (...). La manie de citer les grands auteurs du mouvement ouvrier, en plus de faire affront à l'intelligence de ces auteurs, sert beaucoup plus à justifier leurs phantasmes, à modeler la réalité à leurs aspirations intellectuelles (...). Aux yeux de ces avant-gardes, seul compte l'avenir, c'est-à-dire l'éventail de leurs aspirations politiques. Se concentrer sur l'immédiat, comme contribuer à négocier un meilleur contrat de travail, à démocratiser un syndicat local, devient suspicieux à moins que ces activités ne cadrent strictement avec leurs conceptions théoriques avant tout livresques. (...) Incapables de souplesse intellectuelle, les groupuscules le sont encore moins au niveau du fonctionnement. La discipline est stricte et plutôt adaptée à une troupe de choc ou à une organisation clandestine qu'à une organisation politique ouverte. Cette discipline de fer érigée en vertu est en fait un bouche-trou: elle permet de prolonger la vie d'une organisation moribonde en entretenant un activisme sans issue. (...)". Quant aux conclusions à proprement parler du texte, elles étaient les mêmes que toujours: "Les travailleurs doivent affirmer leur présence sur la scène politique. Cette présence exige la création d'une organisation politique des travailleurs. Dans cette optique, les comités de travailleurs dans les entreprises sont appelés à se définir comme unités de base de cette organisation. (...)".(2)

Débats, scissions. luttes

Le 2e pôle marqua un temps d'arrêt pour le RCT. La plupart de ses militants s'entendirent à affirmer que son étude avait comporté plus d'aspects négatifs que positifs. Les nombreuses critiques qui y seront adressées seront en fait plus des critiques secondaires, sur des questions de formes, mais réussiront tout de même à agrandir la méfiance face à la direction. Cette critique ne peut aller loin à cause du cadre même du RCT. Dans un sens, le texte et ses implications politiques ne pouvaient être véritablement débattues dans un cadre où se côtoient militants et travailleurs combatifs. Ces derniers d'autres part furent encore plus rebutés parce qu'ils percevaient alors comme une "organisation politique," ce qui faisait dire à un travailleur que "le 2e pôle apportait bien des questions, mais très peu de réponses".

Ce temps d'arrêt sera aussi marqué par l'apparition concrète de l'orientation réformiste dans les pratiques locales. L'absence quasi-totale de perspectives politiques dans les lieux d'intervention amenait les militants à surenchérir constamment sur la lutte économique et syndicale, sans poser les conditions parmi les travailleurs avancés pour les former politiquement et engager un travail d'organisation à long terme. Au contraire, plusieurs tentatives seront caractérisées par l'activisme qui consistait à organiser les travailleurs combatifs le plus rapidement possible afin de mener des luttes, souvent des affrontements. Cette méthode, conçue mécaniquement comme l'unique façon de faire avancer des travailleurs, conduisit à des échecs coûteux, sans que de véritables bases politiques soient posées dans ces milieux. Le "modèle" de l'organisation, le "comité des travailleurs de la Steel" subira par exemple de durs échecs durant l'été et l'automne 1974 parce qu'il engagea avec les patrons et les Métallos un combat à finir, en mettant toutes ses énergies sur un travail syndical large sans effectuer **en même temps** un véritable travail de formation et d'éducation politique auprès des travailleurs les plus avancés, ce qui dans les faits lui était impossible puisque sa propre structure d'organisation, en tant que large organisation de masse de travailleurs combatifs empêchait à la direction révolutionnaire de s'exprimer et de s'organiser. S'adressant aux travailleurs sur une base indifferénciée, l'intervention du "Comité des travailleurs de la Steel" ne peut jamais sortir du syndicalisme combatif et conduisit à des défaites dont ils ne semblent pas encore relevés aujourd'hui. Le "modèle" de la Steel fut malheureusement appliqué ailleurs et cela conduisit à d'autres défaites et d'autres impasses.

Tous ces facteurs politiques et organisationnels sont le tableau général dans lequel se mettra en branle tout un processus de désintégration politique du RCT, et à rebours du réformisme en général. Bientôt, le débat s'élargira et se publicisera à la mesure de l'accentuation de ces contradictions internes et externes. Les débats les plus acérés ne s'effectueront pas en fait sur le terrain même du RCT, son organisation même ne lui permettant pas un véritable débat politique, mais plutôt à l'extérieur "immédiat" parmi les groupes comme **Mobilisation**, la Librairie progressiste, le CRIQ, l'APLQ, etc. qui avaient orbité autour de l'orientation réformiste à son départ et qui tentaient tant bien que mal de s'en détacher. Ainsi, la même critique de fond revenait sur le plancher, toujours plus clairement: "(...) Il est erroné de faire passer la théorie marxiste-léniniste à un rôle décoratif comme le font ces camarades (du RCT) en n'effectuant pas de bilans politiques collectivement, en mettant très peu d'emphase sur la formation politique, en ayant des attitudes très libérales face aux erreurs de style de travail et de fonctionnement.(...)".(3) Ce à quoi on servait l'argument réformiste traditionnel: "(Cette attitude) consiste à dire que les intellectuels progressistes (qualifiés de militants socialistes) ont assez de moyens pour se mettre à la tête des masses (...). Un des exemples qu'on peut apporter, c'est cette distinction continuelle que la Librairie opère entre militants socialistes et travailleurs combatifs (...). Ce qui est important pour nous ce n'est pas de savoir bien faire une distinction, mais plutôt de poser des gestes pour briser cette contradiction.(...) le problème, c'est que ces dirigeants sont coupés de la classe ouvrière et par conséquent, cette avant-garde ne peut être que l'avant-garde de quelques intellectuels qui placent la charrue avant les boeufs (...) ne peut qu'amener qu'à la constitution de petits cercles fermés, spécialisés dans les questions théoriques, mais incapables d'élargir nos conceptions hors de nos sphères actuelles (...)".(4) Ainsi se développait un débat où les positions réformistes ne se présentaient plus comme telles, n'écartaient pas la question de l'avant-garde, mais reléguaient cette avant-garde à une "autre étape" amenant de cette façon la conception spontanéiste: "d'abord le mouvement de masse se développe, ensuite l'avant-garde se constituera". Le RCT et ceux qui le suivaient pouvaient alors traiter ceux qui voulaient poser la question de l'avant-garde-révolutionnaire comme une poignée d'intellectuels coupés des masses marqués par des "lectures mal digérées", etc.

Malgré l'absence d'une véritable confrontation (les réformistes écartant toutes critiques pour se "consacrer aux travailleurs"), ce débat aura l'effet de boule de neige dans le mouvement. Toutes les instances où seront confrontées pratiquement les révolutionnaires et le RCT seront alors marqués par des scissions et des séparations parfois brutales. Tel est le cas entre autres de **Mobilisation** à la mi-automne, qui affirmera que "L'ensemble des caractéristiques du RCT en sont pas le fruit du hasard. Au contraire, elles s'articulent logiquement l'une à l'autre et traduisent une orientation politique assez précise, que l'on peut qualifier d'opportunisme de droite. Le refus de distinguer entre organisation de masse et organisation d'avant-garde (et son corollaire, ie. se croire l'expression plus ou moins spontanée du mouvement de masse); le refus de distinguer entre militant socialiste et travailleur combatif (et son corollaire: l'ouvriérisme); l'absence de référence concrète aux enseignements du marxisme-léninisme; l'évacuation du débat politique interne; la présence d'une direction bureaucratique et manipulatrice; toutes ces caractéristiques sont précisément celles d'une ligne opportuniste de droite. (...)".(5)

La "groupuscularisation" du RCT

Toutes ces critiques affecteront finalement le RCT, bloqueront son développement, accentueront les contradictions internes fondamentales. Ce qui en pratique entraîne un processus de groupuscularisation du RCT. Les défaites dans les entreprises amènent un rétrécissement considérable de son influence auprès des travailleurs combatifs déjà marqués par le peu d'intérêt et le peu de participation face au RCT comme organisation.(6) Quant au nombre réduit de militants qui restent, en grande majorité des ex-militants du Mouvement des Caps, la combinaison des défaites et des critiques extérieures les désempare. A partir de ce moment, tout le processus suggéré par la direction qui aurait amené la proclamation du RCT largement et l'extension dans de nombreuses activités est bloqué. Face à cela, la direction du RCT sera forcée de retirer ses projets d'expansion et de religner le document "Un deuxième pôle" aux oubliettes, prétextant que de toutes façons, ce serait une tâche colossale de débattre du texte et que le RCT ne se veut pas devenir un club de discussions! La direction du RCT tentera alors de faire oublier les durs mois de l'automne pour reproposer de transformer les "comités de travailleurs en unités de base d'un organisation politique": "Face aux appui au NPD et au PQ proposés par les agents d'affaire syndicaux, les comités de travailleurs avancent le mot d'ordre: créer une organisation politique autonome des travailleurs.(...)".(7) Face aux demandes répétées de plusieurs militants, la direction du RCT acceptera alors de transformer la structure de direction de sorte à en faire un cadre plus axé sur la discussion et la critique. Ce sera le point de départ des tendances critiques au sein du RCT.

La période qui voit le début de la critiques systématique du réformisme et le bloquage du développement du RCT est aussi la période où En Lutte se consolide comme courant dans le mouvement révolutionnaire. Avec la parution du document "Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti",(8) En Lutte propose aux révolutionnaires de s'unifier et évalue en termes généraux la conjoncture nationale et mondiale. On y retrouve les thèses fondamentales d'En Lutte concernant l'édification du parti révolutionnaire et le rôle central qu'il assigne à la "propagande et à l'agitation." Toutefois, le document se caractérise aussi par une approche plus ouverte face au débat, moins sectaire. Cette ouverture permettra l'expression d'un nouveau débat dans le mouvement révolutionnaire (par la publication de différents textes de groupes marxistes-léninistes)(9) qui élèvera la base politique en général des militants et les obligera à assumer un intense travail de clarification et de bilan. Mais nous ne pouvons analyser le développement du mouvement révolutionnaire en 1974-75, sans aborder maintenant les contradictions actuelles du réformisme et du RCT qui l'exprime dans le mouvement ouvrier.

---

2. "Un deuxième pôle", septembre 1974.

3. "Sur nos divergences avec l'APLQ", document de débat de la Librairie progressiste, août-septembre 1974.

4. "Contre la théorie pure", document-réponse de l'APLQ à la Librairie progressiste, août-septembre 1974.

5. Ce qui nous amenait à déclarer quelques semaines plus tard:

"(...) Pour nous, en identifiant les comités de travailleurs comme l'"alternative répondant aux besoins actuels du mouvement socialiste, on en venait à se faire une fausse idée du mouvement révolutionnaire, à ne pas concevoir les tâches des militants socialistes, à ne pas distinguer ce qui est à la base même de toute l'histoire du mouvement ouvrier international: la distinction à établir entre l'organisation de l'avant-garde (le parti révolutionnaire) et l'organisation des masses (les organisations de base tels les comités de travailleurs comme ils furent présentés dans le dossier Mobilisation, etc.(...) Pour notre part, nous sommes d'accord avec l'importance à mettre sur la liaison aux masses, sur le développement de comités de travailleurs, etc. Toutefois, nous préférons placer cette condition comme *une* des conditions et non la seule pour remplir l'objectif stratégique du mouvement révolutionnaire: l'édification du parti ouvrier révolutionnaire.(...)" C'est sur cette base que fut consommée la coupure entre Mobilisation et le RCT(et à l'intérieur du comité de rédaction entre la Librairie progressiste et le Centre de recherche et d'information sur le Québec (Criq) d'une part, le RCT et l'APLQ d'autre part).

Il faut aussi constater que l'analyse de fond de la ligne opportuniste prit du temps à être définie clairement. Durant une assez longue période, nos propres positions furent marquées partiellement par le réformisme dont nous ne faisons que commencer à nous démarquer et dont la véritable critique globale reste encore à compléter.

6. Tout en continuant de militer au sein des "comités de travailleurs" locaux. Ce qui fait constater à de nombreux militants du RCT aujourd'hui qu'il y a un écart grandissant entre leur base et la "direction". Le RCT constitue en fait une sorte de fédération, de vague coalition de groupes locaux dont il n'assume pas véritablement une direction collective.

7. Déclaration du RCT, décembre 1974.

8. Supplément du 12 décembre 1974.

9. Entre autres les documents du Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), de la Cellule Ouvrière révolutionnaire et de la Cellule Militante ouvrière. Le débat parmi ces groupes et avec les autres organisations révolutionnaires ne fait que s'amorcer. Tel n'est pas l'objet du présent texte, mais contentons-nous de dire que les divergences importantes et nombreuses entre ces organisations et de nombreux autres groupes dont *Mobilisation* constitueront probablement le matériel central du débat *à venir* dans le processus d'unification des marxistes-léninistes au Québec.

8- L'impasse réformiste aujourd'hui L'édification du parti communiste de type nouveau

Face à la crise qui atteint de nouveaux sommets et qui est en pleine montée actuellement, le mouvement ouvrier dans son ensemble est traversé de contradictions plus vives et plus aigues. Comme tendance dans le mouvement ouvrier, le réformisme n'échappe pas à cette règle. Les travailleurs qui s'organisent spontanément et qui mènent des luttes combatives quantitativement et qualitativement supérieures au passé ressentent inconsciemment ce vide de direction qu'ils subissent à leur détriment. Le syndicalisme arrive lui-aussi à un point tournant et son avenir se détermine au coeur des puissantes mobilisations de masse qui opposent le prolétariat à la bourgeoisie et à son Etat. Dans un tel contexte, toutes les données de base sont rapidement bouleversées: les choses vont plus vite, et tout le monde doit se mettre au nouveau rythme de la lutte des classes ou régresser.

L'impasse du réformisme

Le RCT, tendance réformiste organisée au sein du mouvement ouvrier, arrive lui aussi à la croisée des chemins et les contradictions qui éclatent en son sein témoignent de la poursuite à un niveau supérieur des luttes de tendance.(1) Cependant, la direction actuelle du RCT a démontré dans le passé sa capacité à contourner le débat politique et à récupérer le mécontentement. A l'heure actuelle, cette tradition se réalise une fois de plus, ce qui a pour effet de renforcer la base réformiste de cette organisation. Face aux critiques continuelles portant sur le manque de contenu et d'orientation claire (ce qui est d'ailleurs une des manifestations les plus courantes du réformisme puisque lorsqu'il apparaît clairement, il se démasque aux yeux des masses), il y a un processus de clarification du réformisme. Eventuellement, ceci pourrait aboutir à la formulation d'un projet d'un véritable "parti politique réformiste", avec un programme stratégique (revendications économiques et politiques) et tactique (action parlementaire, etc.). Cette tendance se manifeste également au niveau syndical et économique par un suivisme par rapport à la CSN et aux syndicats combatifs. Le fait que la CSN ne brise pas les luttes combatives (ce qui découle de ses propres contradictions internes) apparaît pour cette orientation réformiste comme la preuve que cette centrale représente l'avenir du syndicalisme prolétarien au Québec et que lutter pour la désaffiliation des syndicats internationaux au profit de la CSN s'inscrit dans un processus anti-impérialiste! Sur le terrain des luttes, ces positions entrent en contradiction avec l'expérience même des travailleurs qui n'ont pas à choisir pour un moindre mal, mais à lutter pour transformer les syndicats sur une base de classe. Dans un tel contexte, la désaffiliation au profit de la CSN peut constituer de manière tactique et dans certaines entreprises un moyen, non pas parce que la CSN défend des intérêts anti-impérialistes et prolétariens, mais parce qu'en certaines circonstances, la marge de manoeuvre y est plus grande que dans certains syndicats de la FTQ (qui ne sont d'ailleurs pas tous des syndicats "internationaux").

La précision de l'orientation réformiste, qui se veut comme une façon de résoudre les contradictions, aboutit en fait à leur accentuation. En fait, l'écart entre la direction du RCT et ses propres militants, de même qu'avec une certaine fraction progressiste du mouvement ouvrier et populaire, a tendance à s'accentuer, agrandissant l'impasse. Comme toute organisation réformiste, les débats alors ne peuvent être entamés dans un véritable processus politique révolutionnaire (unité-critique-unité), mais entraînent plutôt le rapport de force, les luttes de fractions.

Une porte de sortie?

Mais tous ne sont pas inconscients de cette situation. Certains se replieront sur leur entreprise alors que d'autres chercheront de nouvelles alternatives. Parmi ces derniers, un courant se dessine actuellement en faveur d'une réorganisation d'ensemble du RCT, d'un changement de la direction globale et de la mise de l'avant de "nouvelles" propositions politiques. Essentiellement, cette nouvelle orientation réformiste vise à récupérer les acquis développés dans le travail de masse (les "comités de travailleurs" d'entreprises) en les présentant comme une "étape" vers l'édification du parti révolutionnaire. Contrairement à l'orientation réformiste qui dirigeait le RCT jusqu'à présent et qui identifiait les "comités de travailleurs" et leur regroupement comme l'organisation politique véritable, cette nouvelle conception distingue l'un de l'autre, mais place le premier comme une condition pour atteindre l'autre. Autrement dit, les "comités de travailleurs" (alors reconnus comme organisations de masse) sont conçus comme l'étape préalable avant de passer à l'étape de bâtir le parti. La stratégie proposée devient alors de **transformer les organisations de masse en parti, en avant-garde révolutionnaire:**

"(...) Pour que les comités de travailleurs deviennent des bases d'une organisation politique, des conditions concrètes sont nécessaires pour que les comités se transforment, c'est-à-dire qu'ils passent de groupes plus ou moins larges d'ouvriers conscients dans une entreprise à un noyau politique socialiste solide.

Pour y arriver, il faut que les comités s'entendent clairement entre eux sur ce que sera l'organisation politique, sur ce que sera son option socialiste. Dans ce contexte, le rôle de la formation comme moyen d'évolution politique des militants et de précision des objectifs politiques acquiert une importance vitale.(...)".(2)

Les proposeurs de cette nouvelle orientation sont bien conscients du cul-de-sac où les entraîne l'orientation de départ du RCT et ils suggèrent d'orienter leur efforts en fonction d'un éventuel parti révolutionnaire. Mais ils commettent l'erreur fondamentale à la base du réformisme: le spontanéisme, l'illusion que le mouvement de masse spontané est capable de par lui-même d'accoucher de la révolution et de l'organisation suprême qui pourra diriger ce processus, le parti révolutionnaire. Selon cette optique, il faut injecter la "formation politique" au sein des organisations de masse pour que celles-ci se transforment en avant-garde. Les organisations de masse et leur développement deviennent alors l'étape actuelle que prend l'édification du parti:

"(...) Ceux qui travaillent à la construction d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, les militants socialistes, doivent aussi travailler à la construction des conditons nécessaires à l'émergence de ce parti quand ces conditions n'existent pas, travailler à créer l'organisation de masse. Aujourd'hui des travailleurs combatifs comme des militants socialistes luttent pour développer les organisations de masse: créer des comités de solidarité, regrouper les travailleurs dans une usine ou un hôpital au sein d'un comité de travailleurs(...)".(3)

Dans ce contexte et selon cette option, le RCT devrait se transformer en regroupement de "comités de travailleurs transformés", c'est-à-dire en organisations de masse qui se seraient transformées en "noyaux socialistes" par la formation politique. Ceci solutionnerait les contradictions internes du réformisme et le bilan principalement négatif qu'en tirent les tenants de cette nouvelle option. En fait, ces propositions malgré la bonne volonté qui les soustend ne fait que reporter les échéances de l'impasse réformiste et évacue encore une fois la question fondamentale de l'avant-garde révolutionnaire qui à l'étape actuelle lutte pour l'édification du parti dans l'activité d'organisation marxiste-léniniste fixant cette tâche au coeur de son activité. En pratique, ces nouvelles propositions aboutissent aussi au suivisme par rapport à la lutte et au mouvement de masse, à l'indifférenciation des niveaux parmi le prolétariat, à surenchérir sur la lutte immédiate au détriment d'un encadrement combiné et dialectique d'un travail de masse et d'un travail d'avant-garde, un travail qui ne peut être dirigé que par la cellule locale de l'organisation marxiste-léniniste.(4) Les "comités de travailleurs" ou toutes autres formes d'organisations de masse (syndicat local, groupe de démocratisation syndicale, ou organisation progressiste de type "intermédiaire") constituent le terrain sur lequel peut alors s'exercer cette direction révolutionnaire, non pas dans l'illusion de transformer l'organisation de masse en tant que telle en parti, mais pour former et éduquer les prolétaires les plus avancés qui y participent et les rallier à l'avant-garde. Quant à l'organisation de masse comme telle, si elle remplit son rôle de terrain de formation et de lutte, elle ne disparaîtra pas mais au contraire, elle se maintiendra comme cadre pour entraîner et former de nouvelles couches de travailleurs combatifs et progressistes. De cette façon, l'organisation révolutionnaire ne s'identifie jamais, ne concurrence jamais sur le même terrain les organisations de masse. Les deux se développent concurremment alors que l'avant-garde dirige le mouvement de masse où les **meilleurs éléments** se forment au point où ils se rallient à l'avant-garde et où en même temps, ce processus "par en haut" se combine à un processus "par en bas", c'est-à-dire que de nouveaux prolétaires combatifs et progressistes se lancent dans la lutte et s'activent dans les organisations de masse, de façon toujours plus consciente.

Les contradictions internes du réformisme aboutissent à des transformations et à des revirements constants. Le réformisme apparaît toujours comme le frein, l'obstacle au développement de la voie révolutionnaire, et c'est pourquoi selon les développements de la révolution, il prend constamment de nouvelles formes. Il faut donc analyser le terrain fondamental, la ligne du réformisme pour être en mesure de comprendre sa nature de classe (l'hésitation de la petite bourgeoisie et son désir de "concilier" les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat).

A savoir qu'arrivera-t-il du RCT comme tel? Pourra-t-il se sortir de ces graves contradictions internes? A ces questions se présentent diverses possibilités, déterminées par la capacité ou l'incapacité de la direction actuelle (réformiste de type traditionnel) d'impulser un nouveau dynamisme à un groupe somme toute de plus en plus moribond. Cela dépend aussi de la nature et de l'orientation de la critique interne que véhiculent certains militants, de la capacité à formuler un nouveau projet réformiste qui puisse se trouver un espace théorique et politique entre le réformisme de type ancien et la voie révolutionnaire. Cela dépend enfin principalement de la capacité des révolutionnaires à présenter une véritable alternative politique qui réponde à la nécessité de l'heure: l'édification du parti révolutionnaire.

---

1. Les problèmes du réformisme sont aussi présents parmi les autres manifestations de cette idéologie bourgeoise. Tel est le cas entre autres du "Rassemblement des militants syndicaux" (RMS) (et dont l'orientation trotskiste qui en conserve la direction) face aux contradictions de la CSN. Malgré des divergences importantes, le RMS et le RCT s'entendent sur certains principes fondamentaux (négation du parti et de la théorie révolutionnaire, mise de l'avant d'une vaste organisation politique "large" centrée sur l'aspect politique des luttes économiques, opportunisme en matière d'organisation, etc.), ce qui pourrait éventuellement dégager un certain mouvement d'unité. Il faudrait pour cela que le RCT se dirige résolument dans la voie réformiste traditionnelle pour briser encore plus avec son passé trop "militant" et son anti-syndicalisme manifesté au début par certains "comités de travailleurs".

2. Bulletin populaire, vol.4, no.7. Construisons notre force.

3. Bulletin populaire, vol.4, no.11. Construisons notre force. Ce "manifeste" de l'APLQ était significatif sous plusieurs aspects de cette nouvelle orientation réformiste. Le rôle de "valet de chambre" réservé à la théorie marxiste-léniniste, la confusion entre les niveaux d'organisation, l'analyse de la réalité québécoise et canadienne, etc. manifestaient la difficulté évidente pour dégager une orientation qui voudrait se situer "entre" le réformisme traditionnel du RCT et l'orientation révolutionnaire des groupes et organisations marxistes-léninistes. Certaines des affirmations de ce texte constituent donc en apparence un "pas en avant" par rapport au RCT, mais témoignent de l'hésitation petite-bourgeoise qui tente de "ménager la chèvre et le chou", de concilier la voie réformiste et la voie révolutionnaire, caractérisitique qui marque l'APLQ depuis ses origines d'ailleurs (voir le soutien au FRAP durant le débat Cap-FRAP).

4. En pratique, l'erreur qui consiste à confondre les niveaux se manifeste souvent en ce qui concerne les niveaux "intermédiaires" et révolutionnaires. Le niveau "intermédiaire", c'est-à-dire les travailleurs progressistes qui ont une conscience de classe supérieure au strict trade-unionisme, constitue la "pierre de touche" pour encadrer correctement le travail dans l'entreprise. Si les travailleurs progressistes sont confondus avec les révolutionnaires, cela conduit à deux erreurs: 1) cela rabaisse le niveau de l'avant-garde marxiste-léniniste à un simple niveau progressiste, et 2) cela élimine un cadre où peuvent se développer ces travailleurs progressistes et où peuvent se rallier bon nombre de travailleurs combatifs. En éliminant le niveau "intermédiaire", on renvoie dos-à-dos "militants" et travailleurs combatifs sans voir les conditions du passage de ces derniers à un niveau révolutionnaire. C'est cette erreur que nous avons tenté d'analyser dans le bilan *Servir le peuple*, Mobilisation, vol.4, no.5.

La construction du parti révolutionnaire et l'illusion de "gauche"

Cette nécessité ressort d'autant plus clairement que le réformisme se combine souvent d'une contre-partie de "gauche" en apparence (de droite en réalité) qui jette encore plus de confusion sur la situation. La petite bourgeoisie oscille constamment entre ces positions de droite et de "gauche", mais ces deux positions ne constituent que les deux côtés d'une même médaille, les deux aspects d'une même contradiction.

Nous avons tenté au cours de ce texte de suivre le cheminement paralèlle de ces deux voies erronées, les deux existant comme l'nevers de la médaille de l'autre. Alors que le réformisme se frappe à des obstacles de plus en plus grands et que son expression organisée, le RCT, est incapable de surmonter ses contradictions, l'autre illusion petite-bourgeoise arrive elle aussi à la croisée des chemins. Traçant le bilan négatif de l'expérience du Mouvement des Caps, cette tendance (dont En Lutte constitue le porte-parole principal) arrive à cette conclusion que les révolutionnaires ne doivent pas s'"implanter" dans les masses et ne doivent pas prétendre à la direction des luttes de masse. Au contraire, prétendent-ils, il faut d'abord former l'avant-garde communiste (par l'étude et par la pratique de l'agitation-propagande) pour passer plus tard à une autre "étape" où le parti organisé et solide pourra mener victorieusement les luttes de masse dans une perspective révolutionnaire.(6) Cette division en deux "étapes" repose sur une constatation juste de la réalité: sans parti révolutionnaire organisé et puissant, la lutte et le mouvement de masse aboutissent à l'impasse. Pourtant, il faut conclure de cette réalité deux principes fondamentaux:

1) il faut édifier le parti révolutionnaire et à cette étape-ci, cette édification doit se concrétiser dans l'actualité d'organisation authentiquement marxiste-léniniste:

2) le parti révolutionnaire se bâtit dans les masses, dans leurs luttes et dans leur mouvement. C'est dans l'effort des révolutionnaires pour diriger correctement le mouvement de masse contre les illusions réformistes qu'ils se rallieront cette "avant-garde interne" et spontanée du mouvement de masse, qu'ils la formeront et se formeront eux-mêmes pour se consolider en tant qu'avant-garde prolétarienne révolutionnaire. L'avant-garde ne se ralliera pas les masses et leurs éléments les plus avancés sur la stricte base d'une compréhension générale du capitalisme et de ses effets, mais sur la base de leur propre expérience de lutte, et où les révolutionnaires par leur intervention juste pourront tirer les leçons et les lier aux acquis théoriques du marxisme-léninisme. C'est ce qui s'appelle historiquement le programme révolutionnaire, et cela ne se bâtit pas du jour au lendemain, ni ne se prépare à l'écart de la lutte.

La conception d'En Lutte aboutit dans les faits à concevoir l'édification du parti (et de l'organisation marxiste-léniniste) en vase clos parce qu'on refuse de poser la question de la direction des luttes de masse et ce qui permet partiellement et tactiquement de la réaliser: l'implantation dans les masses et les organisations de masse de militants révolutionnaires) sous prétexte que sans direction solide (un véritable parti), ces luttes ne peuvent aboutir. Cette conception ressemble à un cercle sans fin où le parti recherche la direction des masses mais ne peut le gagner parce qu'il n'existe pas!(7)

La crise prolongée qui s'accentue actuellement exige des révolutionnaires qu'ils progressent rapidement dans leur travail et quils posent les conditions pour répondre à l'offensive capitaliste qui ne fait que commencer. Ces exisgences sont très grandes et si certains résultats ne sont pas atteints à court terme, nous risquons de faire face à un véritable raz-de-marée et à une période de démobilisation qui sera longue à surmonter. Nous passons donc à une nouvelle étape de développement où les problèmes, de même que les solutions que nous y proposons, deviennent plus grands.

La condition fondamentale pour avancer réside sans doute dans le développement des tâches d'organisation marxiste-léniniste. L'unification de plusieurs groupes au sein d'une organisation marxiste-léniniste réflète une tendance réelle. La transformation en organisation permet de fonctionner "comme un parti", de dégager des éléments d'un programme révolutionnaire, et de porter à un plus haut degré la lutte pour l'unification des révolutionnaires. Ainsi, l'unification, et la consolidation qu'elle entraîne, permet d'avancer dans la construction du parti au coeur de la lutte et du mouvement de masse. La consolidation en tant qu'organisation marxiste-léniniste nous permet de même d'accentuer la prolétarisation du mouvement révolutionnaire, d'offrir aux prolétaires d'avant-garde un véritable cadre où ils peuvent se rallier pour se former et encadrer leur intervention dans la lutte de masse, d'élever la conscience de classe de la masse des travailleurs et de les organiser selon leur niveau de conscience (dans un syndicat, un groupe de démocratisation syndical, une organisation de masse dans un quartier populaire, une organisation ouvrière progressiste de type "intermédiaire", etc.). C'est de cette façon que les organisations de prolétaires et d'intellectuels révolutionnaires permettront aux masses et à leurs éléments avancés de s'emparer de la question du parti qu'ils édifieront comme l'instrument de leur lutte et de leur pouvoir révolutionnaires.

---

5. Ce qui caractérise une organisation de masse, c'est le fait qu'y participent les travailleurs sur la base minimale de la combativité (ou d'une plate-forme politique progressiste), et donc où se côtoyent des travailleurs combatifs, d'autres plus avancés, et des révolutionnaires. Chacun de ces niveaux demeure, même si individuellement les travailleurs se développent et passent progressivement à des positions révolutionnaires. Au sein de l'organisation de masse, il faut donc respecter cette différenciation et permettre à de nouveaux travailleurs d'y participer sur la base de leur combativité tout en permettant aux plus avancés d'aller plus loin. Si on prétend transformer les organisations de masse en parti, non seulement rabaisse-t-on le rôle du parti (de l'avant-garde), mais de plus cela risque de groupusculariser l'organisation de masse par rapport aux travailleurs combatifs. Comme résultat, au lieu de "transformer les organisations de masse en parti", on élimine et le parti et les organisations de masse.

6. En Lutte, nos.38,39 et 40.

7. Les "erreurs" les plus récentes d'En Lutte ne font que poursuivre la logique de l'orientation qu'ils mettent de l'avant depuis leur avènement, tout en la confirmant. La critique initaile qu'ils portaient au Mouvement des Caps et où ils dégagaient la priorité sur des activités d'agitation et de propagande large et la diffusion de l'idéologie révolutionnaire s'est transformée en stratégie d'édification du parti. Selon eux, les révolutionnaires ne doivent pas jouer au missionaire dans la classe ouvrière et faire la propagande marxiste-léniniste pour former les travailleurs avancés. Ainsi alors que la propagande (au stade inital d'En Lutte) permettait aux ouvriers de comprendre et de lutter (En Lutte préconisait alors la formation de comités ouvriers), à l'étape de la mise sur pied de l'organisation pré-parti, la propagande organisera elle-même cette organisation. Toujours dans cette conception, ceci poserait alors les conditions pour créer le parti révolutionnaire, qui pourrait alors avancer une direction dans les luttes de masse.

DOCUMENT

l'Internationale Communiste et la lutte pour les masses



A. LOZOVSKY

"Le parti doit être l'avant-garde qui précède les masses et non pas qui les suit loin derrière. L'art même des tactiques bolchéviques consiste à être continuellement à l'avant-garde, sans se séparer des masses prolétariennes ni aller trop vite, mais sans non plus tirer de l'arrière. C'est l'art de prendre le pouls des masses, reflétant toujours l'attitude militante des masses".

Ce texte fut écrit au début des années 1930 par A. Lozovsky, un dirigeant soviétique de l'Internationale Communiste (I.C.) et de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.). Un autre texte de Lozovsky fut ré-édité dans Mobilisation cette année (vol.4, no.5), et de plus une anthologie des principaux textes des 4 premiers Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923) vient d'être ré-éditée par la Librairie progressiste.(1)

L'intérêt spécifique du texte qui suit vient de l'effort théorique qu'il contient pour approfondir la question des rapports Parti-masses. Lozovsky tente de préciser ce problème en se rapportant au bilan pratique de l'Internationale durant les années 1920, des années marquées de luttes, de victoires et d'échecs du mouvement ouvrier mondial. Les réflexions sur les tâches des communistes au sein des syndicats réactionnaires et réformistes permettent de mieux saisir la tactique communiste élaborée par l'I.C. à ses débuts et dont témoigna le fameux pamphlet de Lénine LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME—LE GAUCHISME. Lozovsky dénonce les conceptions opportunistes présentes au sein du mouvement communiste de l'époque et qui ne conservaient que l'aspect purement formel des analyses léninistes pour replacer ces thèses dans leur essence véritable et le contexte objectif et subjectif des différents Partis Communistes. Il permet d'élaborer une systématisation détaillée de ce concept marxiste-léniniste fondamental qu'est la LIGNE DE MASSE.

Quant à nous, la ligne de masse n'est pas une série de formules magiques pour répondre aux besoins de l'organisation révolutionnaire. Ainsi sommes-nous convaincus que les applications concrètes qu'en firent les communistes durant les années 1920-1930 ne peuvent être répétées mécaniquement dans notre réalité québécoise et nord-américaine. Au contraire, il nous faut travailler ces textes pour en retirer leur essence théorique et politique fondamentale, conserver le fond pour comprendre que la forme était conséquente à tel ou tel contexte historique, et élaborer notre propre programme révolutionnaire, fusion des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme avec la réalité concrète de la lutte des classes dans notre pays.

---

1) **Programme d'action syndicale**, A. Lozovsky, Mobilisation, vol.4, no.5.
Manifestes, thèses, résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, Librairie progressiste, 1975.
Voir aussi **Les questions d'organisation au Ve Congrès de l'Internationale Communiste**, ré-édité en 1975 par la Cellule Militante Ouvrière, Montréal.

"Depuis quelques années, la conception même des masses a changé. Ce que l'on appelait la masse durant la période du parlementarisme et du syndicalisme s'est maintenant transformée à un échelon supérieur. Des millions, des douzaines de millions de personnes n'ayant jamais eu rien à voir à la politique forment maintenant une masse révolutionnaire. La guerre les a tous secoués, a réveillé le sens politique des couches les plus reculées, a fait naître en eux des illusions et des espérances et les a déçus." (Manifeste du Second Congrès de l'I.C.).

"Il faut apprendre à approcher les masses avec beaucoup de patience et d'attention, afin d'en arriver à comprendre leurs particularités, les traits spéciaux de la psychologie de chaque couche de la société de cette masse." (Thèses sur les tâches fondamentales du 2e Congrès de l'I.C.).

L'I.C. fut fondée en mars 1919, à l'époque où la révolution fermentait parmi les masses—mais aussi à une époque où le Parti Communiste n'existait pas encore dans la majorité des pays capitalistes. Par conséquent, l'I.C. n'a pu dès le début de son existence diriger le mécontentement des masses ni transformer leur effervescence en une haine consciente du système capitaliste. Même pendant la période préparatoire, il était clair pour les organisateurs de l'I.C. et pour Lénine entre autres qu'il serait possible de se transformer en une force décisive seulement si on réussissait à établir le contrôle politique et organisateur des masses. C'est alors que l'Internationale, qui naquit des besoins objectifs du mouvement des travailleurs du monde, produit de la guerre et de la révolution, prit le défi de devenir l'organisateur et le leader des masses, de façon à conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Au départ, l'I.C. était appuyé par une énorme force: la révolution d'octobre—mais au delà des frontières de la Russie, dans les Etats capitalistes, seulement de petits groupes de travailleurs conscients y adhéraient. L'épreuve fondamentale consistait donc à étendre le front de la révolution d'octobre, en d'autres mots, à continuer le combat dans tous les pays capitalistes—et ceci n'était possible qu'à la condition de gagner l'appui des masses à la révolution sociale. La situation objective était révolutionnaire. La société capitaliste était mûre pour un renversement—mais le facteur subjectif n'existait pas, il n'y avait pas de P.C., les masses de travailleurs étaient encore liées aux Sociaux-démocrates. C'est ainsi que dès le début de sa formation, l'I.C. prit la résolution de rallier les masses, i.e., de les libérer de l'idéologie bourgeoise sociale-démocrate. Mais il est impossible de gagner les masses par des miracles; il fallut alors avoir une compréhension précise de la tendance du développement du mouvement ouvrier, de façon à saisir le cours historique. Si le Bolchévisme avait commencé en se demandant seulement où, à ce moment, penchait la majorité du prolétariat international, l'I.C. ne serait jamais née. Mais l'organisateur de l'I.C. vit plus loin, il ne se fia pas au départ à la majorité formelle, mais à la nature passagère de l'influence bourgeoise sociale-démocrate sur les masses prolétariennes et aux nécessités profondes, aux intérêts du prolétariat international. C'est ainsi que naquit ce mot de ralliement au début de la guerre: "*Contre le courant*"—une devise dirigée contre les illusions de la majorité—dans les intérêts de cette majorité.

LA POSITION DE LA CLASSE OUVRIERE APRES LA GUERRE

Quelle était la situation de la classe ouvrière immédiatement après la guerre? Les masses avaient été réduites au désespoir par la longue guerre. Soulèvements en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, mouvements de masses en Angleterre et en France, grèves gigantesques aux Etats-Unis—tout ceci reflétait l'extrême insatisfaction des masses. Elles cherchaient une porte de sortie à l'impasse créée par la guerre, mais elles ne dépassaient que rarement les limites fixées par le parti social-démocrate. Quoique le mouvement de masses ne fut pas confiné à l'intérieur du cadre du réformisme international, il était cependant très pauvre intellectuellement et politiquement, il ne pouvait atteindre les buts ni accomplir les devoirs fixés par le cours de la lutte de masse. Le processus historique, inconscient, qui avait jetté de vastes masses dans la rue ne trouvait pas d'expression consciente. Les petits groupements et partis communistes étaient intellectuellement et politiquement très faibles et suivaient donc ainsi la défaite de tous les mouvements de masse durant la période d'après-guerre. Ces mouvements prouvaient le profond mécontentement des masses, mais faisaient aussi la preuve de l'influence encore grande du parti social-démocrate et des unions réformistes; les masses se cramponnaient aux organisations traditionnelles sans tenir compte du fait que les organisations qu'elles avaient créées étaient transformées d'organes de lutte qu'elles étaient—contre le système capitaliste—en des organes de conservation, de consolidation, de ressuscitation de la société capitaliste.

Ce sont les sociaux-démocrates et les syndicats qui guidèrent dans les voies légales la première vague du mouvement ouvrier. Même les organisations révolutionnaires qui s'étaient développées pendant la révolution (comités d'usines et soviets) devinrent des auxiliaires de la politique capitaliste de la sociale-démocratie; et à chaque fois que le mouvement ouvrier refusait de se laisser confiner au cadre de la légalité bourgeoise, (Hongrie & Bavière), à chaque fois que la classe ouvrière essayait de prendre en mains le pouvoir, il en résultait une suppression sanglante de l'avant-garde de la classe ouvrière, due à la faiblesse politique des partis communistes.

LE PREMIER DEVOIR DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Tous ces facteurs mis en évidence devant les organisateurs de l'I.C. démontrèrent le problème de la lutte pour les masses comme étant le devoir impératif du moment. Tous les congrès de l'Internationale communiste, du premier au sixième inclusivement, toutes les décisions de la direction de l'I.C. relativement aux partis avaient pour but premier de libérer les masses de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates et de les amener à se joindre au mouvement communiste international. Dix ans de l'I.C.—dix années de lutte opiniâtre et impitoyable pour les masses, de lutte pour la majorité de la classe ouvrière.

Pour gagner une guerre contre la bourgeoisie, il est nécessaire d'implanter parmi les masses une forte conscience politique et une forte organisation communiste révolutionnaire—pour les Bolchéviques, ceci est déjà prouvé. Tout communiste réalise pleinement qu'il est nécessaire de gagner les masses. Mais comment y arriver? Quels seront nos plans? Sur quels chaînons se fier? Quelles sont les clefs de la situation qu'il faut saisir au bon moment? Sur quelles questions faut-il concentrer l'attention des masses? Voilà les questions qui absorbèrent l'attention de l'Internationale communiste, questions auxquelles elle donna des réponses concrètes au cours des dix dernières années.

Ces réponses suivirent deux voies: la voie politique et la voie organisatrice. Pour gagner les masses, il est nécessaire de poursuivre une politique saine. Ceci devrait apparaître comme l'ABC, mais cela cesse d'être élémentaire lorsque nous nous posons la question: qu'est-ce qu'une politique saine? L'I.C. ne peut répondre à cette question que d'une façon abstraite elle ne peut se confiner à une formule telle que: une politique saine est celle qui réunit les masses autour du Parti communiste, celle qui réveille leur conscience de classe, fortifie les organisations de masses révolutionnaires et conduit au succès de la lutte engagée par la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Si l'Internationale n'avait besoin que de formules aussi générales, il n'aurait pas été difficile de les trouver—mais on ne pouvait se satisfaire de formules. Elle devait décider non seulement ce qui constitue une politique saine, mais la définir—tant internationalement que pour chaque pays. Et c'est ici que commencèrent les difficultés. Ces difficultés surgirent du fait qu'il était nécessaire d'appliquer les principes bolchéviques à une situation concrète. Il était nécessaire de tirer de l'expérience internationale de la lutte de classe révolutionnaire la conclusion applicable à un pays déterminé—dans une situation définie. Le bolchévisme n'est pas un dogme ni une formule abstraite. S'il en était ainsi, il serait très facile d'apprendre cette formule une fois pour toutes et de devenir un Bolchévique. Non, ce n'est pas une formule qu'il faut répéter et apprendre par coeur, mais une méthode d'action révolutionnaire. Les conditions extrêmement variées de la lutte de classe, les différentes relations des forces entre les classes à l'intérieur de la classe ouvrière.

l'attitude idéologique et politique variante des masses ouvrières, le degré de désintégration du capitalisme, etc.—il faut tenir compte de tout cela pour déterminer les tactiques communistes dans tel pays déterminé et dans telle situation qu'il y a de pays différents. Ceci est faux évidemment, car le Communisme est un et indivisible. Mais il est certain que les méthodes pour gagner les masses varient selon les circonstances et que l'on ne gagne pas ces masses avec une simple formule.

Pour appliquer intelligemment les tactiques révolutionnaires, il fallait d'abord se débarrasser des traditions sociales-démocrates, idéologiques et organisatrices qui empêtraient non seulement les masses ouvrières, mais aussi leur avant-garde: le parti communiste.

Pour préparer le terrain, il fallait d'abord déterminer quelle était l'époque que nous traversions et quel était le rôle de la classe ouvrière à cette époque. C'est sur cette question que s'annonça la brisure entre le Communisme et la social-démocratie, c'est sur cette même question que les sociaux-démocrates et la bourgeoisie avaient le plus d'influence sur les masses ouvrières. "Rien d'inusité n'est arrivé. La guerre est une convulsion inévitable, mais avec la collaboration de toutes les classes, nous pourrons rapidement guérir les plaies infligées par cette guerre"—tel était le point de vue de la social-démocratie. D'abord et avant tout, il était nécessaire de frapper durement cette philosophie qui évoquait pour la classe ouvrière la perspective de l'existence éternelle de la sociégé capitaliste et qui transformait la classe ouvrière en défenderesse du capitalisme. L'époque des réformes paisibles ou l'époque de la révolution sociale, la lutte pour la démocratie ou la lutte pour la dictature, la conquête paisible ou violente du pouvoir, l'expropriation des expropriateurs ou la nationalisation par voie de compensation, la démocratie bourgeoise ou le système soviet, etc.—telles sont les questions qu'on se posait à la suite de cette lutte. Ces questions menèrent à une différenciation parmi les masses, elles forcèrent les ouvriers à s'auto-déterminer, parce que l'expérience contredisait tous les enseignements sociaux-démocrates, démentait la "philosophie de l'histoire" social-démocrate.

Mais cette mise en place politique des questions n'affectait qu'une partie des travailleurs. Les éléments révolutionnaires les plus conscients commençaient à se grouper autour des organisations communistes, se transformant ainsi en avant-garde de la classe ouvrière de chaque pays. Mais ceci ne suffisait pas. Le problème des masses, énoncé le jour même de la fondation de l'I.C., n'avait pas été résolu durant ses premières années d'existence—et ceci parce qu'une masse considérable de travailleurs adhérait à la sociale-démocratie, même durant cette orageuse période de pression. Il était clair qu'à la suite de ce mouvement de reflux, les sociaux-démocrates augmenteraient leur influence. Ainsi le problème des masses confronta-t-il l'I.C. à la veille même de son troisième congrès qui est, à ce sens, l'un des plus importants qu'ait tenu l'Internationale.

LE TROISIEME CONGRES

Le troisième congrès comprit (voir les thèses "Sur la situation mondiale et nos tâches") que "présentement, la lutte révolutionnaire ouverte du prolétariat pour le pouvoir passe à travers des eaux troubles, retentit — et ce à l'échelle mondiale. Mais de par sa nature même, l'avance révolutionnaire ne pouvait, après la guerre, aller sans cesse en augmentant, puisqu'elle ne menait pas immédiatement à la victoire. Les développements politiques suivent aussi certains cycles, ils ont leur montée et leur décadence. L'ennemi ne reste pas passif, il combat. Si l'avance prolétarienne n'est pas couronnée de succès, la bourgeoisie passe à l'attaque à la première opportunité."

Ainsi le 3e Congrès analysa-t-il le ralentissement dans l'évolution de la lutte révolutionnaire vers le milieu de 1921. L'attaque de front repoussée, la bourgeoisie avait passé à la contre-attaque. Quelles furent les raisons de la faillite de la première poussée révolutionnaire? Nous avons déjà étudié ces raisons: manque de leadership, de supporteurs, d'organisateurs de la lutte—pas de Parti Communiste de masse.

A quelle conclusion en vint donc le 3e Congrès? A la conclusion que si héroique soit-elle, la lutte de petits groupes est destinée à la faillite si les P.C. ne peuvent réussir à convaincre les vastes masses de travailleurs de se joindre à eux. La seconde conclusion tirée fut la prise de conscience que le P.C. peut entraîner les vastes masses de travailleurs avec lui à la condition seulement de se libérer du sectarisme et des erreurs opportunistes. En d'autres mots, voici la principale conclusion tirée par l'I.C. de cette nouvelle situation et définie par ce mot d'ordre: "Ni sectarisme, ni putchisme, ni opportunisme." Mais qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que la minorité active ne peut pas et ne doit pas se substituer aux masses, qu'il est impossible d'inventer une théorie de l'attaque, comme cela fut fait en Allemagne en 1921, en pensant que l'attaque avantage toujours la classe ouvrière, sans tenir compte de la situation, des interrelations de forces et des conditions de lutte.

LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

Qu'impliquait la théorie d'offensive en Allemagne en 1921? Elle ressemblait plus ou moins au terrorisme social-révolutionnaire qui pensait que chaque acte terroriste provoquerait les masses à lutter. L'offensive, i.e., l'attaque d'une minorité active, devait jouer le même rôle que les actes terroristes. L'I.C. ne pouvait accepter ce point de vue parce que contraire à l'expérience de la lutte internationale des classes, contraire à l'expérience bolchévique. Cette théorie de la séparation des masses, la théorie de l'héroique minorité, qui devait faire la révolution pour le compte des masses, est une théorie très semblable à la conception anarcho-syndicaliste des inter-relations entre la minorité active et la classe ouvrière, une théorie qui n'a rien à voir avec la solution bolchévique du problème: "parti et classe".

Mais le refus de la solution syndicaliste du problème des minorités actives n'entraînait pas nécessairement une adaptation continuelle aux masses, n'impliquait pas la théorie et la pratique d'un statu quo entre l'avant-garde et les masses. Le Parti doit être l'avant-garde qui précède les masses et non pas qui les suit loin derrière. L'art même des tactiques bolchéviques consiste à être continuellement à l'avant-garde, sans se séparer des masses prolétariennes ni aller trop vite, mais sans non plus tirer de l'arrière. C'est l'art de prendre le pouls des masses, reflétant toujours l'attitude militante des masses, offrant de la résistance aux éléments arriérés de leur propre classe. Mais pour remplir ce rôle d'avant-garde militante, il est nécessaire de mettre de l'ordre dans nos propres rangs et de chasser des rangs du Parti tous les éléments qui reflètent cette passivité, tous ceux qui ne se sont pas sortis des traditions sociales-démocrates qui reflètent le passé et non le futur de la classe ouvrière. En d'autres mots, il faut extirper l'opportunisme.

LES TACTIQUES BOLCHEVIQUES

Posons maintenant cette question: quelle différence y a-t-il entre la théorie syndicaliste d'une minorité active et le point de vue bolchévique du rôle des P.C.? Le Parti n'est-il pas une minorité avancée alors? Le Parti n'est-il pas la section la plus active de la classe ouvrière? Et pourquoi l'I.C. condamna-t-il sévèrement la théorie anarcho-syndicaliste d'une minorité active, dès le premier jour de son existence? Sans doute le P.C. est-il une minorité active qui, sous le capitalisme, comme l'affirme la résolution du second congrès, "n'aura généralement dans ses rangs organisés qu'une minorité de travailleurs." Mais le noyau de notre désaccord avec les anarcho-syndicalistes réside dans la question de ce que devraient être les tactiques de cette minorité active. Cette minorité active peut-elle être un substitut à la lutte des masses? Peut-elle, sous n'importe lesquelles conditions, commencer une lutte — sans tenir compte de la condition des masses? L'active minorité devrait-elle courir en avant, se séparant ainsi de l'armée principale, en "espérant" que les masses l'appuieront? Que pensaient les anarcho-syndicalistes des grèves, par exemple? "Chaque grève est une bénédiction. Notre devoir est de déclarer la grève et il appartient aux travailleurs d'adhérer à la grève que nous avons déclarée." Les communistes n'ont jamais été de cet avis et ne le seront jamais. Nous ne

pouvons ni déclarer une grève ni provoquer un soulèvement sur la foi de notre "désir". Il nous fait penser à la position de notre armée dans tous les cas; y a-t-il un bon contact entre l'avant-garde et l'armée, l'armée suivra-t-elle l'avant-garde ou reviendra-t-elle en arrière — ou demeurera-t-elle passive? En conséquence, le désaccord sur les anarcho-syndicalistes qui adoptent, vis-à-vis les travailleurs ("la plèbe") une attitude hautaine — et leur tactiques sont basées sur le principe du "héros et de la foule". Il y a les personnalités héroïques et la masse inconsciente pour qui le "héros" doit lutter. Les communistes, eux, planifient leurs tactiques sur une autre base: les masses. Le P.C. est la section de la classe ouvrière la plus avancée, la plus consciente des classes. Le P.C. est toujours avec les masses et seulement avec les masses. On ne mesure le degré de bolchévisation du P.C. pas tellement par le nombre de ses membres que par son habileté à conduire un mouvement de masse, d'être toujours à l'avant, sans jamais se séparer du prolétariat.

Cette attitude de l'I.C. vis-à-vis le mouvement de masse sert d'excuses à ses ennemis qui désirent attaquer le Bolchévisme. Les anarchistes et les sociaux-démocrates accusent les Communistes d'être empêtrés dans les masses, d'être complices de leurs bas instincts et de leur humeur rétrograde, d'exploiter la retarde et l'ignorance des masses. Les sociaux-démocrates répètent encore ces accusations à l'heure actuelle. Heureusement, la révolution d'octobre n'a pas besoin de la reconnaissance des sociaux-démocrates et peut ignorer les tentatives répétées d'expliquer Octobre comme étant le résultat d'un "soulèvement des éléments". Que répondit Lénine à ces accusations? Lorsque l'un des leaders du parti social-démocratique allemand, Daumig, attaqua les Communistes en ces termes, Lénine écrivit:

"Que les Communistes soient complices de l'élémentalisme est un mensonge de M. Daumig, le même genre de mensonges que nous avons entendus si souvent dans la bouche des Menchéviques et des sociaux-révolutionnaires. Les Communistes ne sont pas complices de l'élémentalisme, ils ne prennent pas position pour des explosions désunies. Les Communistes nous enseignent l'attaque organisée, motivée, vigoureuse, opportune, qui vient à maturité. Les médisances philistines de MM. Daumig, Kautsky et compagnie ne peuvent prouver le contraire.

"Mais les philistins ne peuvent concevoir que les Communistes considèrent leur devoir — et avec raison — d'être du côté des masses opprimées en lutte, et non pas avec les héros de banlieue qui se cachent et attendent lâchement le résultat des événements. Lorsque les masses luttent, des erreurs se glissent dans cette lutte, inévitablement. Les Communistes, en voyant ces erreurs, en les expliquant aux masses, en les corrigeant, en insistant sans relâche sur les avantages d'une action consciente contre l'élémentalisme, restent avec les masses. Il est préférable d'être du côté des masses qui luttent et qui, au cours de leurs luttes, s'émancipent graduellement de leurs erreurs que du côté de l'intelligentsia, des philistins, des Kautskystes qui attendent dans l'ombre la "victoire finale". Voilà la vérité que les Daumig ne peuvent pas comprendre." (tiré de l'article "Les héros de l'Internationale de Berne")

Voici, décrite avec la clarté particulière à Lénine, l'attitude des Communistes vis-à-vis cette importante question des tactiques bolchéviques. Pour gagner les masses, il faut demeurer toujours avec ces masses. Ainsi le déclara Lénine et ainsi signifia-t-il sa volonté à l'Internationale communiste.

VERS LES MASSES!

Au milieu de 1921, lorsque l'I.C. reconnut un ralentissement dans l'évolution de la révolution et un renouveau offensif de la part de la bourgeoisie, il devint nécessaire de trouver de nouvelles méthodes pour gagner les masses. En 1919 et en 1920, lorsque les masses étaient en ébullition, on pouvait espérer qu'elles se joindraient au Communisme lors d'attaques ouvertes. Mais la force d'inertie de la gigantesque machine social-démocrate, la force de pression des réformistes s'avérèrent si grandes qu'une minorité seulement suivit les Communistes. La grande majorité des travailleurs demeurait liée intellectuellement aux sociaux-démocrates. Il fallait trouver une nouvelle voie d'accès aux masses, il fallait confronter tous les P.C. avec l'idée d'adopter de nouvelles tactiques, de passer d'une attaque de front à un siège prolongé, à des mouvements de flanc, de la conquête des masses par des attaques ouvertes, à leur conquête par une activité de tous les jours, détaillée. Comment y arriver? En autant que la bourgeoisie avait commencé à porter un coup aux conquêtes élémentaires des masses, il était assez naturel de mettre en évidence la lutte pour les exigences de tous les jours, et sous prétexte de défense, de former une forte armée prolétarienne et de passer de la défense à l'attaque. De là la brusque volte-face du 3e Congrès sous la devise "Aux masses!" Non seulement le 3e Congrès lança-t-il cette devise "Aux masses!", mais il expliqua comment l'utiliser. Les communistes doivent apprendre à mener les luttes quotidiennes du prolétariat, car ces luttes quotidiennes ont un caractère politique profond. Le 3e Congrès de l'I.C. expliqua ceci clairement par la formule suivante:

"L'essence révolutionnaire de la présente période consiste dans le fait que les plus modestes demandes des masses sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et qu'ainsi, la lutte pour ces demandes deviendra la lutte pour le Communisme."

De ceci il est clair que la tâche principale est d'associer la lutte pour les revendications particulières au but ultime. Mais comment y arriver? Le 3e Congrès trouva la réponse à cette question, une réponse qui a conservé toute son importance jusqu'à aujourd'hui. Premièrement et avant tout, le 3e Congrès posa le problème du leadership indépendant de la lutte. Voici ce qu'on dit à ce sujet dans la résolution sur les tactiques:

"Cette politique indépendante de défense des intérêts vitaux du prolétariat, de sa section la plus active et la plus consciente, n'aura de succès que si elle conduit au réveil des autres masses, que si les buts de la lutte viennent de la situation concrète, si ces buts sont compris des masses, si les masses reconnaissent en ces buts leurs propres buts, quoiqu'il ne leur soit peut-être pas possible de lutter indépendamment pour eux.

Mais le P.C. ne devrait pas se restreindre à la défense du prolétariat face aux dangers qui le menacent, à la défense des coups infligés à la classe ouvrière. Durant la période de la révolution mondiale, le P.C., de par son essence même, est un parti d'attaque, de pression sur la société capitaliste; il est forcé de transformer toute sorte de lutte défensive, au fur et à mesure qu'elle grandit, en une attaque de la société capitaliste. Il est obligé de faire tout en son pouvoir pour amener les masses ouvrières vers cette attaque, partout où les conditions favorables pour ce faire existent."

Cette résolution fut écrite avec la participation de Lénine et offre encore aujourd'hui beaucoup d'intérêt. Ici sont dictés les deux points principaux des tactiques bolchéviques vis-à-vis le leadership du mouvement de masse. Ici sont énoncés la lutte pour les revendications particulières et les conditions nécessaires pour élever cette lutte à un stage supérieur, les méthodes à employer pour transformer une lutte économique en une lutte politique, principes qui de loin n'ont pas encore été assimilés par toutes les sections du Comintern. Les décisions du 4e Congrès de l'I.S.R. et le 6e Congrès de l'I.C. ne rendirent que plus concrètes les décisions du 3e Congrès. Ceci prouve tout à fait à quel point sont grotesques les efforts des Communistes de droite de mettre en contradiction les décisions des trois premiers congrès avec celles des trois derniers.

LES SYNDICATS REFORMISTES

Comme les sociaux-démocrates étaient à la tête des organisations syndicales de la masse ouvrière, il fut très naturel pour l'I.C. de se poser le problème des relations entre le P.C. et les syndicats réformistes. Le rôle des syndicats pendant la guerre et immédiatement après la guerre fut tellement misérable que plusieurs leaders des travailleurs crurent en la nécessité de délaisser les syndicats et de commencer immédiatement à établir leurs propres organisations. Tant qu'il y avait des millions de prolétaires dans les syndicats réformistes, on ne pouvait appuyer cet exode. Et l'I.C. posa alors résolument le problème du travail à l'intérieur des syndicats réformistes réactionnaires. "Il n'est pas besoin de s'énerver, de s'enfuir des endroits où sont les travailleurs. Il est nécessaire de travailler dans les syndicats, peu importe que leurs leaders soient réactionnaires." Ainsi déclara l'I.C. à tous ces prolétaires révolutionnaires qui avaient fuit les syndicats à cause de la nature réactionnaire de ses leaders.

"Il faut gagner les masses ouvrières organisées dans les syndicats", dit l'Internationale, bien qu'il fut pleinement conscient de la nature réactionnaire de toute la machine syndicale et de la trahison de la bureaucratie syndicale. Pour l'I.C., la conquête des syndicats signifiait la conquête de la masse des travailleurs et non pas la conquête de la machinerie syndicale, réformiste, ou des officiers du syndicat. L'I.C. mit cette idée à exécution pendant les dix années de son existence, enseignant à tous les partis cette vérité que les Communistes ne doivent jamais se séparer des masses, qu'ils doivent être présents là où les masses sont présentes.

Bien qu'enseignant aux Communistes de ne pas fuir les syndicats réformistes, l'I.C., en même temps, fustigeait les Communistes qui voulaient l'unité à tout prix, qui adoptaient une attitude fataliste devant les syndicats, qui subissaient le légalisme des syndicats et étaient obséquieux des règles et des lois, ceci contre l'intérêt du mouvement communiste. Plusieurs partis déduisirent de la nécessité de travailler dans les syndicats réformistes que ces syndicats seulement pouvaient et devaient diriger les luttes économiques du prolétariat, pendant que le devoir des Communistes n'était que de pousser les réformistes à la lutte. D'où la devise "Obligez les bureaucrates syndicaux à lutter", le rejet d'un leadership indépendant de la lutte économique et du légalisme syndical qui approchait le crétinisme. Les Communistes ne travaillent dans les syndicats réformistes que pour gagner les travailleurs de ces syndicats et non pas pour inspirer aux masses l'esprit d'obéissance et de loyauté envers la bureaucratie syndicale. Les Communistes travaillent dans les syndicats réformistes non pas pour amener les officiels réformistes dans la lutte, mais pour chasser les traîtres du mouvement ouvrier. C'est pourquoi l'I.C. déclara la guerre à tous ceux qui sacrifiaient les principes communistes et les intérêts du mouvement des travailleurs au légalisme syndical. Avec de telles méthodes, non seulement vous ne réussirez pas à gagner les masses, mais vous perdrez également toute l'influence que vous avez jamais possédée. La conduite des Communistes de l'aile droite, en Allemagne, confirme brillamment ceci. Ils se séparèrent de l'I.C., mettant de l'avant leurs propres méthodes pour gagner les masses. Résultat: en quelques mois, ils ont réussi à perdre le restant de leur influence sur les masses.

COMITES D'USINES

Mais les syndicats ne sont pas les seules organisations de masse. La Révolution d'octobre engendra d'autres organisations, entrant dans le décor directement dans les ateliers et les usines: des organisations tels que les comités d'usines et les soviets ouvriers. Ces deux organisations se développent à l'intérieur de la lutte révolutionnaire. Le développement même de ces organisations témoigne de la situation révolutionnaire au pays, de la prise de conscience de la classe ouvrière de la lutte pour le pouvoir. Des comités d'usine et des soviets ouvriers surgirent en Allemagne, en Autriche et en Hongrie, et il fut bien naturel que l'I.C. s'intéressât au problème des comités d'usines et aux soviets ouvriers. L'I.C. se devait de donner aux travailleurs la réponse à la question de savoir dans quelles circonstances les soviets ouvriers pouvaient et devaient être formés. L'I.C. répondait alors qu'il faut former des soviets ouvriers au moment où une situation révolutionnaire existe, lorsque surgit le problème du pouvoir.

Sur l'attitude face aux comités d'usine, l'Internationale affirme qu'il faut lutter pour leur établissement sur la base des délégués d'usines et d'ateliers, c'est sur ce terrain qu'il faut se gagner l'appui des masses. C'est là le sens du mot d'ordre de l'I.C.: "Dans les usines, dans les ateliers, allons vers les masses!". Mais les comités d'usine nés durant la période révolutionnaire furent transformés et pris en mains par les sociaux-démocrates là où ils continuèrent d'exister (Allemagne, Autriche, Tchékoslovaquie) et devinrent des organes de coopération avec la bourgeoisie. Dans de telles circonstances, la position des comités d'usines devint complètement différente, et il fallait arracher ces comités d'usines de l'influence de la bureaucratie syndicale, les transformer en instruments de la lutte des classes. Comment y arriver? En intensifiant le travail dans ces entreprises, en mettant de l'avant nos propres candidats, en entraînant les comités d'usines dans les luttes économiques et en les opposant aux syndicats réformistes. La tâche principale consistait à briser le cadre de la légalité bourgeoise, à étendre les fonctions et la compétence des comités d'usines partout où il y en avait et de créer des formes de représentation de tous les travailleurs dans toutes les entreprises où il n'en n'existait pas. Ces formes de représentation varièrent selon les pays. A certains endroits, il était possible d'établir des commissions spéciales, d'élire des délégations, d'établir des comités, etc. Le nom et la forme de l'organisation ne revêtaient qu'une importance secondaire: l'important était que ces comités soient élus par tous les travailleurs et représentent leurs intérêts. Au sujet des comités d'usines et des syndicats, tous les congrès et plénums de l'I.C. ont fourni des instructions détaillées (voir les discussions sur les syndicats à tous les congrès et les plénums dont l'objectif fut défini comme la conquête de la masse des travailleurs et l'expulsion des agents du capital au sein de ces organisations).

LE FRONT UNI

Après avoir réglé le problème de la direction de la lutte quotidienne, l'I.C. se devait de mettre de l'avant ce mot d'ordre: front uni et unité. En fait, si les Communistes doivent mener toutes les luttes du prolétariat, ils ne peuvent pas ne pas s'interroger sur la composition de la masse des travailleurs actifs. L'offensive capitaliste confronte chaque travailleur avec la nécessité de l'organisation d'une contre-offensive. Pour défendre leurs revendications élémentaires, les travailleurs de diverses tendances étaient attirés dans la lutte. D'où le front uni pour la défense contre l'offensive capitaliste, un front uni qui devait assurer la transition de la défense à l'attaque, pour entraîner les masses dans la lutte. Le front uni s'établit ainsi comme une méthode de mobilisation des masses dans la lutte contre le capital. "La tactique du front uni", déclare l'I.C., "constitue le moyen de lutte le plus efficace contre le capital, pour mobiliser les masses, démasquer et isoler les groupes réformistes. C'est pourquoi c'est la partie la plus importante de la tactique du Parti Communiste durant les périodes pré-révolutionnaires." Mais si les masses acceptent de lutter contre le capital à l'intérieur du front uni, pourquoi n'accepteraient-elles pas d'être réunies dans une seule organisation syndicale? Le front uni conduisait logiquement à l'unité du mouvement syndical, tel que proclamé lors du Ve Congrès de l'Internationale.

Mais l'interprétation de ces mots d'ordre révéla l'existence de la persistence de courants sociaux-démocrates au sein même de l'I.C. qui fétichisaient la question de l'unité et du front uni, qui étaient prêts à payer n'importe quel prix politique sous le prétexte de l'unité. Dans certains cas, le front uni dégénéra en pactes de non-agression entre les communistes et les réformistes, transformant ainsi l'unité en capitulation dans les syndicats face à la machine réformiste. Cette capitulation s'explique du fait qu'il y a des communistes qui considèrent que l'existence des syndicats réformistes est à l'avantage de la classe ouvrière et qui justifient ainsi leur capitulation devant ces syndicats réformistes. Voilà une déviation très dangereuse et opportuniste. Peut-on affirmer sérieusement que la Fédération américaine du travail (AFL) aux Etats-Unis avantage le mouvement des travailleurs dans ce pays? Ou encore que la Fédération allemande des syndicats qui a brisé de multiples révolutions avantage le prolétariat allemand? N'aurait-il pas mieux valu pour le prolétariat allemand, en novembre 1918, que cette organisation de briseurs de grèves n'eut jamais existé? On penserait que oui. Et s'il en est ainsi, il est évident que les communistes qui établissent leur tactique sur une telle estimation des syndicats réformistes se rapprochent plus de la social-démocratie que du communisme.

Cette capitulation découle d'une attitude fétichiste envers les syndicats, d'une conviction profonde que les syndicats réformistes défendent quand même les intérêts des travailleurs. L'Internationale a déclaré résolument la guerre à ces capitulations il y a déjà longtemps croyant qu'une estimation erronée du rôle réel des syndicats réformistes peut conduire à une déformation de la politique globale des Partis Communistes et de L'I.C.

DIRECTION ET ORGANISATION DES LUTTES IMMEDIATES

La lutte pour les masses confronta l'I.C. et ses sections au problème de la direction dans les luttes économiques. Les communistes de droite réglèrent le problème très simplement: "si les syndicats ont été formés

pour diriger les luttes économiques, laissons les faire." Mais le problème est que les syndicats réformistes ne les dirigent pas, ou lorsqu'ils les dirigent, ce n'est que pour les conduire à la défaite et à la dispersion. Dans de telles circonstances, le mot d'ordre opportuniste de laisser les syndicats réformistes diriger la lutte économique dénote la pire forme de capitulation et trahit presque totalement les intérêts de la classe ouvrière. Il est bien évident que l'I.C. ne peut accepter un tel point de vue à propos des luttes économiques. Les instructions concrètes du IIIe et du VIe Congrès de l'I.S.R. arrivaient toutes à la conclusion que la direction des luttes économiques doit être assumée par des organisations spécialement conçues à cet effet (direction militante, comités de grèves, etc.) Cela peut sembler étranger mais ces décisions de l'I.C. attirèrent les pires attaques. Pourquoi des comités de grèves quand il existe des syndicats? Si les comités de grèves sont nécessaires, laissez les syndicats les former eux-mêmes. Si les comités de grèves doivent être élus, qu'ils le soient par les membres des syndicats seulement, etc. etc. Malgré leur apparence innocente, toutes ces contre-propositions venaient de la croyance que les syndicats réformistes doivent mener les luttes économiques alors que l'I.C. au contraire affirme que les syndicats révolutionnaires, (ou les groupes d'opposition révolutionnaires) avec l'aide des comités de grèves, doivent prendre la direction des luttes pour les revendications immédiates. Quelle est la base de ces décisions de l'I.C. et de l'I.S.R.? La même base sur laquelle reposèrent les décisions du IIe et IIIe Congrès: il s'agit de la meilleure méthode pour transformer les Partis Communistes en organisations de masse et pour les unir aux vastes masses du prolétariat. Ceci est d'autant plus indispensable que personne à part les Partis Communistes et les syndicats révolutionnaires ne peuvent diriger correctement les luttes économiques et que sans notre intervention, la classe ouvrière est condamnée à endurer la chute constante et systématique de son standard de vie et à subir défaites après défaites. Dans de telles circonstances, s'opposer à une direction révolutionnaire indépendante dans les luttes économiques favorise le jeu des bureaucrates des syndicats réformistes qui sont les pires ennemis du prolétariat.

La direction indépendante des luttes économiques conduisit l'I.C. et ses sections au problème de l'organisation des non-syndiqués. Ce n'est pas un problème nouveau pour l'I.C., mais il se pose sous de nouvelles formes dans une situation particulière. D'abord et avant tout, la majorité des travailleurs dans tous les pays sont non-syndiqués, mais cela n'est pas nouveau. Les nouveaux facteurs sont conséquences du processus de rationalisation capitaliste qui remplace les travailleurs qualifiés par une masse de manoeuvres non-qualifiés. Et comme la majorité des travailleurs non-qualifiés ne sont pas syndiqués, cela signifie que les non-syndiqués occupent une place de plus en plus importante dans le processus de production, et que sans leur participation, toutes les grèves sont vouées à l'échec. D'autre part, il ne faut pas oublier que parmi la masse des non-qualifiés, nombre d'entre eux ont déjà été syndiqués et ont abandonné les syndicats pour des motifs politiques. Tous ces facteurs nous obligent à examiner la question de l'organisation des non-syndiqués avec la plus grande attention, parce que c'est là un des moyens les plus importants pour atteindre les masses. Alors que tous sont unanimes à considérer l'importance de cette question, beaucoup d'opinions divergentes se manifestent sur les méthodes pour mettre ce principe en application. Dans les pays où le mouvement syndical est divisé (France, Tchékoslovaquie, Grèce, Roumanie, Japon, etc.), la question est claire: les masses non-syndiquées doivent être ralliées aux syndicats de classe. Dans les pays où la grande majorité des travailleurs ne sont pas organisés (Etats-Unis, Pologne, etc.), la question est aussi claire, les masses doivent être ralliées dans de nouveaux syndicats. Mais la question devient moins simple dans les pays où existe un seul centre syndical réformiste (Allemagne, Autriche, Grande Bretagne, etc.) Que faire avec les millions de travailleurs non-syndiqués, spécialement durant et après les luttes revendicatives de masse. Ainsi, en Allemagne, trois réponses ont été présentées: 1) organiser les non-syndiqués dans les syndicats réformistes; 2) les réunir autour des comités ouvriers révolutionnaires; 3) garder le Parti en dehors de cette tâche pour ne pas transformer le Parti Communiste en un "parti de non-syndiqués".

Quant à moi, je préfère une solution différente face à ce problème, (l'organisation des comités de grèves, ou de sociétés d'assistance mutuelle, etc.) Je ne prétends pas que cela soit la réponse finale et idéale, mais je crois qu'elle centre l'attention sur cette difficile question et que cela permet de l'étudier sous ses divers aspects. Il y a des camarades qui considèrent cette forme d'organisation comme infructueuse. C'est une question de pratique, et non de principe. Mais quelle que soient les formes et les méthodes d'organisation pour organiser les non'syndiqués, ceci constitue un point difficile dans la lutte de l'I.C. pour se rallier les masses. Nous ne devons pas oublier que la partie des travailleurs organisés par les sociaux-démocrates constituent la section la plus réactionnaire du prolétariat. Cela sera possible de briser le front uni des employeurs, de l'Etat bourgeois, des sociaux démocrates et de l'appareil syndical réformiste seulement si les travailleurs non-syndiqués sont entrainés dans la lutte. Sans atteindre ce but, nous ne pourrons pas progresser.

QUI SONT LES MASSES?

Il est nécessaire de rappeler que la conception des "masses" change de jour en jour. Lénine étudia ce problème lors du IIIe Congrès de l'I.C. Dans certains pays et dans certaines circonstances, même quelques milliers de travailleurs peuvent constituer une "masse"; ailleurs, nous ne pouvons parler des "masses" tant que des centaines de milliers de travailleurs ont été entrainé dans la lutte. Au IIIe Congrès, Lénine déclara:

"....Si quelques milliers de travailleurs sans-parti, des citoyens bien ordinaires à la vie ordinairement misérable, qui n'ont jamais entendu un mot de politique auparavant, commencent à entreprendre des actions révolutionnaires, nous avons devant nous une masse. Si le mouvement s'étend et se renforce, il se transforme graduellement en une révolution. Quand la révolution n'est pas adéquatement préparée, la conception des "masses" change: quelques milliers de travailleurs ne constituent plus une masse. Ce mot commence à prendre une signification différente. La conception des masses change au sens où on entend par là une majorité, plus encore non seulement une majorité des travailleurs, mais la majorité de tout les exploités; toute autre compréhension du sujet est inadmissible pour un révolutionnaire; toute autre signification pour ce mot devient incompréhensible."

En aucunes circonstances doit-on conclure que Lénine signifiait par là que la révolution n'est pas possible avant que le Parti ne se soit acquis l'appui de la majorité formelle de la classe ouvrière. Lénine n'examina pas le problème à partir du nombre de travailleurs qui étaient membres du parti, mais d'après l'influence qu'exerçait sur eux le Parti. Lénine déclarait aussi:

"Il est possible même pour un petit Parti, par exemple le Parti britannique ou américain, après avoir soigneusement étudié le cours du développement politique et s'être intégré à la vie et aux habitudes des masses sans-parti, d'initier un mouvement révolutionnaire au moment favorable. Si à un tel moment, il présente ses mots d'ordre et réussit à entrainer un million de travailleurs, nous avons alors un mouvement de masse. Je ne rejette pas inconditionnellement la possibilité qu'une révolution puisse être commencée par un Parti passablement restreint et être conduite victorieusement, mais il est nécessaire de connaître les méthodes par lesquelles les masses pourront se rallier au Parti. A cette fin, il est indispendable que la révolution soit préparée fondamentalement. Un petit Parti peut se rallier les masses. A certains moments, une organisation large n'est pas nécessaire.

Mais pour atteindre la victoire, la sympathie des masses est nécessaire. Une majorité absolue n'est pas toujours nécessaire, mais pour la victoire et le maintien du pouvoir, la majorité non seulement de la "classe ouvrière" au sens européen du terme, i.e. au sens du prolétariat industriel, mais la majorité des exploités et des travailleurs ruraux, est nécessaire."

Ici le problème des inter-relations entre le Parti et les masses dans la révolution est exposé de façon si claire qu'il faut inscrire ce passage dans la mémoire de tout les Partis.

Le travail pratique de l'I.C. consiste essentiellement à expliquer aux Partis qui sont les masses et comment elles peuvent être ralliées. Sur ce comme dans de nombreuses questions, les fondements ont été posés par Lénine.

DIX ANS DE LUTTES

Les Partis Communistes sous le capitalisme peuvent se rallier la minorité des travailleurs qui ont une conscience de classe, ceci ne comporte aucun doute. Ainsi, il faut évaluer le chemin parcouru par l'I.C. durant les dix dernières années. A-t-elle approfondi ses racines dans les masses, où a-t-elle perdu son influence telle que l'affirment les sociaux-démocrates? Il suffit de comparer l'I.C. aujourd'hui à celle d'il y a dix ans pour savoir que la presse social-démocrate ment effrontément. Comment la croissance de l'influence de l'I.C. peut être expliquée? 1) le progrès économique de l'U.R.S.S.; 2) les antagonismes de classe accentués dans les pays capitalistes; 3) les antagonismes croissants entre les grandes puissances capitalistes. Tous ces facteurs ébranlent la stabilisation capitaliste et rendent de plus en plus illusoires les espoirs de la bourgeoisie et de la social-démocratie de restaurer le capitalisme. Si le capitalisme s'était réellement sorti de la crise et qu'il entrait dans une période de développement organique et de prospérité, l'I.C. perdrait son influence. Mais l'essence même du capitalisme fait qu'il en est autrement, que les antagonismes et les conflits s'acroissent chaque jour, que les conflits entre le travail et le capital s'intensifie, que d'énormes réserves de chômeurs augmentent l'incertain du lendemain, que le mouvement de libération nationale grandit dans les colonies. Les prévisions du VIe Congrès de l'I.C. sur l'intensification des antagonismes sociaux, nationaux, impériaux et coloniaux se trouvent confirmées. Il est vrai que le capitalisme a obtenu un certain nombre de victoires récemment (la victoire du fascisme dans divers pays, la défaite de la révolution chinoise, l'abrogation de diverses mesures sociales, etc.) mais néanmoins l'essentiel de la déclaration du IIIe Congrès demeure juste:

"Il est incontestable que la période actuelle se caractérise par le fait que le capitalisme, malgré certaines périodes d'ascendance, poursuit généralement un mouvement de chute. D'autre part, la voie de la révoluton, à travers de nombreuses fluctuations, tend à aller vers le haut."

Quel est le résultat de dix ans de luttes pour les masses? Si nous comparaisons l'I.C. d'il y a dix ans avec celle d'aujourd'hui nous pouvons constater qu'une partie importante du chemin a été parcourue par le mouvement communiste international. D'un groupe composé d'une seule partie bien consolidée (le Parti Communiste de l'Union Soviétique) et de plusieurs petits Partis Communistes et de petits groupes révolutionnaires européens, l'I.C. s'est transformée en un puissant parti bolchévik mondial. Toute les ressources et toutes les forces des Etats bourgeois sont dirigées contre l'Internationale. C'est la bannière de l'Internationale qui est soulevée aux cours des insurrections et des mouvements de masse de la Grande Bretagne à l'Australie, de l'Inde et de la Chine, de l'Allemagne au Japon. Même quand les insurgents n'ont aucune connaissance de l'I.C. et de ses organisations, l'attaque contre les exploiteurs, les soulèvements contre les impérialistes sont créditées à l'I.C., parce qu'elle est l'organisatrice et la dirigeante de la révolution sociale. l'inspiration de tous les peuples et de toutes les classes exploitées.

Cette décade a été remplie de puissantes batailles. La position de l'I.C. n'est pas la même dans toutes les sections du front international des classes. Les forces unies de la bourgeoisie et de la social-démocratie ont forcé de nombreux Partis Communistes à prendre la clandestinité dans divers pays; même lorsque le Parti bénéficie d'une existence légale, il fait face à de nombreux coups et à la persécution; néanmoins, l'influence de l'I.C. est énorme. Il n'y a pas de coin sur cette terre où l'I.C. ne possède pas une base, même si ses forces ne sont pas distribuées également partout dans le monde. Dans certains pays, l'I.C. est la plus forte, dans d'autres, c'est la plus faible. Dans plusieurs pays, la social-démocratie possède encore une large influence sur les masses, mais il ne faut jamais oublier que la force du réformisme repose dans la force du capitalisme. Le réformisme international repose sur la puissance du capitalisme et de sa lutte contre le communisme. De là les défaites de l'I.C. dans certaines sections particulières du front. Le réformisme international allié au capitalisme international demeurent plus forts que l'I.C. Ceci va sans doute. Mais pour nous, la question importante demeure la direction du développement du mouvement ouvrier international, s'il se dirige vers la gauche, ou s'il se dirige vers la droite. La tâche de l'I.C. est de hâter le processus historique de l'émancipation du prolétariat de l'idéologie bourgeoise social-démocrate. Comment remplir cette tâche? C'est ce qui constitue l'essence des tactiques bolchéviques. Une chose est claire: Il demeure essentiel de nettoyer constamment l'I.C. des déviations opportunistes de droite et de "gauche", d'éliminer tous compromis avec les déviations de la ligne bolchévique.

L'Internationale ne peut se vanter de s'être ralliée la majorité du prolétariat international, mais elle se dirige rapidement vers ce but. Elle se dirige vers cette direction par ce que dès sa naissance elle s'est appuyée sur de justes conceptions concernant la question fondamentale du rapport parti-classe-masses. C'est ce qui fut clarifié par l'organisateur et le dirigeant de l'I.C., Lénine, qui affirmait lors du IIe Congrès:

"Pour vaincre le capitalisme, il faut établir un juste rapport entre le Parti Communiste dirigeant, la classe révolutionnaire, le prolétariat et les masses. Seulement le Parti Communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il inclut les meilleurs représentants de cette classe, s'il est constitué de communistes possédant une conscience de classe ferme et s'ils sont dévoués, éduqués et forgés dans l'expérience de la lutte révolutionnaire prolongée, si un tel Parti a réussi à se lier indissociablement avec toute la vie de sa classe, et à travers elle avec toute la masse des exploités, et s'il inspire de confiance cette masse, seul un tel Parti est capable de dirige le prolétariat dans la bataille la plus violente, la plus décisive contre toutes les forces du capitalisme. D'autre part, c'est seulement sous la direction d'un tel Parti que le prolétariat est capable de déployer toute la puissance de sa force révolutionnaire, réduisant à néant l'apathie inévitable et l'opposition partielle de la petite minorité de l'aristocratie ouvrière infectée par l'idéologie capitaliste, les vieux syndicats et les dirigeants coopératifs et consorts; seulement ainsi le prolétariat est-il capable de développer tout son pouvoir, qui est incomparablement plus fort que sa proportion numérique par rapport à la population, conséquemment à la structure économique même de la société capitaliste."

Le bilan de l'I.C. démontre le fait que l'entière période de son activité fut marquée par le fait qu'elle poursuivit inlassablement cette voie. Par l'exemple de la révolution d'Octobre, le bolchévisme a démontré qu'il sait attaquer, retraiter et conquérir, sans perdre un seul moment contact avec les masses. La qualité fondamentale du bolchévisme est aussi la qualité fondamentale de l'Internationale Communiste, qui au cours des victoires comme des défaites s'est maintenue dans les masses, toujours à la tête des masses. Ainsi fut-il, ainsi en est-il aujourd'hui, ainsi en sera-t-il toujours.



notes de lectures

MANIFESTES, THESES ET RESOLUTIONS

LES QUATRE PREMIERS CONGRES MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1919-1923



LES QUATRE PREMIERS CONGRES MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. Ce recueil des thèses, manifestes, résolutions de **l'Internationale Communiste** entre 1919 et 1923 réunit les principaux textes de ce centre idéologique et politique du mouvement révolutionnaire mondial, à l'époque de la première révolution prolétarienne et de la naissance du mouvement marxiste-léniniste. Il s'agit d'un recueil essentiel pour une compréhension du processus révolutionnaire entamé par la révolution soviétique, pour saisir l'essence des thèses léninistes sur la révolution mondiale, et comprendre les bases de développement du mouvement communiste international; les éditions de la librairie progressiste.
212 pages grand format $3.25

DE QUELQUES QUESTIONS BRULANTES SUR LA LIGNE TACTIQUE, par la Cellule Militante Ouvrière. La CMO est un groupe révolutionnaire qui définit sa tâche principale comme étant de "lutter pour la fondation d'un parti communiste pouvant diriger la lutte du prolétariat vers la révolution socialiste". Dans cette brochure, ils interviennent en tentant de clarifier les étapes de développement du parti communiste, de même que les conditions à réaliser dans la première étape. C'est un texte de lutte idéologique conçu pour critiquer diverses conceptions erronées dans le mouvement révolutionnaire et en particulier les conceptions "propagandistes" et "implantationnistes", qui selon eux déforment les principes de base du marxisme-léninisme. Ce document contribue à clarifier le débat en cours dans le mouvement révolutionnaire actuellement et il apporte des éléments d'analyse importants.
37 pages

COMMUNISME, mai-août 1975. Revue française marxiste-léniniste. Au sommaire: Enquête sur la gauche ouvrière. Document sur le journal d'usine. Le chômage. Indépendance, paix et démocratie. Capitalisme, socialisme et organisation du travail. 1947: le PCF et le Kominform. Pillage des pays de l'est. Indochine.
109 pages $1.75



CANADIAN REVOLUTION, revue marxiste-léniniste canadienne publiée à Toronto. Premier numéro d'une première revue révolutionnaire au Canada. Au sommaire: des textes sur l'économie politique du Canada, la construction du parti, sur la social-démocratie, etc.
56 pages $1.00

C.P.C. (ML), A CARICATURE OF COMMUNISM par le Mouvement Révolutionnaire des Etudiants du Québec. Cette brochure du MREQ retrace l'histoire et la réalité actuelle de ce groupe contre-révolutionnaire qui s'intitule "Parti Communiste du Canada (marxiste-léniniste)", une caricature du marxisme-léninisme. Il est important pour les révolutionnaires d'enquêter et de connaître les pratiques de ces petits groupes contre-révolutionnaires tels le "PCC (ml)" qui discréditent le marxisme-léninisme et la Chine et qui n'existent que pour semer de la confusion parmi certains éléments progressistes.
122 pages $1.60

OEUVRES de Staline. Premier tome d'une réédition des oeuvres complètes de Staline. Contient plusieurs textes intéressants de Staline durant ses premières années d'activités (1901-1907), NBE.
348 pages $8.15

LES SYNDICATS REFORMISTES ET REVISIONNISTES AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE par F. Kota. Réédition de l'article de Kota paru dans Albanie aujourd'hui de janvier 1975, librairie progressiste.
8 pages $0.10

LA NECESSITE HISTORIQUE DE LA DIRECTION ORGANISEE DE LA REVOLUTION, réédition **Librairie progressiste.** Il s'agit d'un recueil de textes publiés dans la revue **Albanie Aujourd'hui** en 1972-1973. Les textes réunis sont; La direction organisée de la révolution: nécessité historique, La classe ouvrière et sa mission historique mondiale, La lutte de classe est un fait réel et inévitable dans chaque pays capitaliste évolué, Pour le renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière et le perfectionnement des rapports parti-classe-masse, Le contrôle de la classe ouvrière, La dictature du prolétariat et la lutte contre la bureaucratie, La démocratie et la dictature en régime socialiste, 57 pages. $1.00

LE SOCIALISME EN ALBANIE de Enver Hoxa. Il s'agit de deux tomes de recueils de textes du chef du Parti du Travail d'Albanie. Le premier livre couvre la période de lutte contre le fascisme et de la victoire de la révolution socialiste en Albanie. Il y a de nombreux textes sur la stratégie de la prise du pouvoir et la tactique dirigé par front uni contre le fascisme dirigé par le Parti communiste; il y a aussi des textes intéressants sur la nécessité de la ligne de masse, et de justes méthodes de travail et de direction. Le deuxième livre couvre la période de 1960 à 1974. Les textes portent surtout sur la question de la construction de l'homme nouveau, empreint de l'idéologie prolétarienne, donc la nécessité de la lutte continue sur le front idéologique. Il y a aussi quelques articles sur le développement et la construction du socialisme et sur la nécessité de la direction du Parti communiste dans tous les aspects du développement du pays. 2 livres de 500 pages. $4.50 ch.

DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL par Filip Kota. Traduit de l'albanais, le libre retrace la lutte historique qui a opposé et oppose toujours aujourd'hui la voie prolétarienne à la voie de la bourgeoisie dans le mouvement syndical. Concernant la voie bourgeoise, Filip Kota en retrace les origines et les fondaments de classe ainsi que les différentes formes qu'elle a prise au cours des 100 dernières années. Un excellent document. 135 pages. $3.40

OEUVRES CHOISIES de Enver Hoxha. Principaux écrits du leader albanais durant la période de novembre 1941 à octobre 1948; Tirana.
849 pages $5.00

DEUX MODELES D'AVANT-GARDE: TAKING POUR L'INDUSTRIE, TATCHAI POUR L'AGRICULTURE par Patrick Tessier. Ce livre décrit les deux modèles chinois pour le développement socialiste dans l'industrie pétrolière et dans l'agriculture. Il présente de façon très vivante l'expérience du socialisme chinois en la liant à des acquis politiques démontrant la fusion des principes marxistes-léninistes à la pratique concrète; NBE.
194 pages $5.30

A PROPOS DES GREVES, de Lénine. Court texte de Lénine situant le rapport entre la lutte économique et la lutte politique, de même qu'entre le mouvement gréviste et le mouvement socialiste. 12 pages $0.10

PROPOSITIONS CONCERNANT LA LIGNE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL, autrement connue sous le titre **Lettre en 25 points.** Il s'agit de la réplique du Parti Communiste chinois de 1963 contre la

propositions concernant la ligne du mouvement communiste international

lettre en 25 points

ligne révisionniste du Parti Communiste d'Union Soviétique. Ce document historique est la première critique systématique et globale du révisionnisme moderne et réunit les acquis essentiels de la ligne révolutionnaire chinoise face au développement de la lutte des classes dans le monde et aux tâches du mouvement communiste international. Réédition librairie progressiste.
18 pages $0.25

FACE A LA CRISE, UNE CRISE PROLONGEE DE L'IMPERIALISME* réédition de la **Librairie Progressiste.** Ce petit document, publié originellement par les Cahiers pour le Communisme, explique la crise actuelle dans le cadre du développement des contradictions propre au système capitaliste. Il ne faut donc pas isoler la crise en tant que telle. Elle n'est que la manifestation de la contradiction fondamentale propre au capitalisme, entre la socialisation des moyens de production et l'appropriation privée des produits du travail social. Le document analyse donc quand même l'ensemble de cette contradiction et replace la crise économique mondiale actuelle dans le cadre de cette contradiction fondamentale. 38 pages.
$0.40

à paraitre bientôt!!!

LENINE SUR LES QUESTIONS DE PROGRAMME. Textes recueillis par la librairie progressiste, constitués d'articles et d'extraits datant de l'époque précédent la création du parti bolchévik. Lénine y expose le rôle du programme socialiste, notamment dans l'unification des marxistes russes à l'époque: y sont également les principes fondamentaux guidant un tel programme ainsi que les grandes questions devant y être soulevées. Disponible au début de septembre. 60pages. $0.60

LES LOIS FONDAMENTALES DE L'ECONOMIE CAPITALISTE par Jean Baby. En réimpression actuellement, sera disponible vers la mi-août. 200 pages $2.00

HISTOIRE DU PARTI BOLCHE—VIK D'URSS, qui était épuisé sera disponible d'ici la mi-juillet.



"Les Camarades"

Linogravure par Pandi Mele

ALBANIA TODAY

numeros précédents disponibles

Vol.2, no.3: Les fonds de pension, 4ième congrès du PQ.......................................$0.25
VOl.2, no.4: La lutte à l'UQUAM, les luttes de libération en Afrique, le travail idéologique.....$0.25
Vol. 2, no.5: Numéro spécial sur la propagande $0.25
Vol.3, no.2: Lutte des femmes dans une usine, Bilan d'un noyau de militants ouvriers socialistes, Firestone, Chili.......................................$0.25
Vol.3, no.3: Canadian Steel Foundries, la question nationale au Québec, Parti Communiste Chinois, Chili (suite).......................................$0.25
Vol.3, no.5: Enquête dans une entreprise de transport, l'enquête économique, entrevue avec le CIP, le mouvement révolutionnaire en Espagne, le mouvement ouvrier américain (suite), le parti, avant-garde du prolétariat..........................$0.50
Vol.3, no.6: Le premier mai, bilan du Cap service social, enquête avec des militants de l'ADDS, Vietnam, Lotta Continua...........................$0.50
Vol.3, no.7: Les mineurs de Thetford, Asbestos 1949, les mines au Québec, la grève générale de Winipeg, Apropos de la ligne de masse..........$0.50
Vol.3, no.8: Bilan de Rémi Carrier, Sur le travail de formation, entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, textes sur la Chine..........$0.50
Vol.3, no.9: Bilan du Cap St-Michel, lutte de syndicalisation, entrevue avec des militants du MPAL (Angola).......................................$0.50
Vol.4, no.1: Social démocratie et réformisme, le RCM à Montréal, Le NPD en Colombie Britannique, le programme commun en France, les nouvelles formes d'organisation du travail..................$0.50
Vol.4, no.2: Histoire du mouvement étudiant au Québec, plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant, les professeurs de Cegep à Montréal...................................$0.50
Vol.4, no.3: Les journaux d'entreprise et de quartier, le travail idéologique à l'étape actuelle, évaluation de **Mobilisation**, critique et autocritique à propos de l'analyse de la conjoncture mondiale, un journal révolutionnaire aux Etats-Unis, Lénine et l'Iskra..$0.50
Vol.4, no.4: Histoire du Parti Communiste au Canada, Les facteurs objectifs et subjectifs dans la révolution, Lénine et l'organisation..............$0.50
Vol.4, no.5: Bilan "Servir le peuple", La grève de Murdochville, Programme d'action syndicale, le Parti Communiste des Etats-Unis et les syndicats dans les années '30, etc...
Vol.4, no.6: Enquête avec des femmes, L'organisation des femmes et l'edification du parti communiste de type nouveau, les femmes au Vietnam.
Vol.4,no.7: Un premier regard sur l'immigration au Canada. La lutte des travailleurs haïtiens. L'internationalisme prolétarien. Bilan d'un travail sur le Vietnam. Philippines. Entrevue avec le Comité Québec-Chili. Déclaration du MIR.
Vol.4, no.8: Les travailleurs des services au Québec. Bilan de la lutte du front commun en 1972, suivi des tâches des révolutionnaires pour la prochaine lutte. Les employés de banque.



Mobilisation a publié une mini-affiche auto-collante de dimension 8½"x11". Elle est disponible gratuitement à la **Librairie Progressiste**, ou en écrivant à **Mobilisation**, C.P.40, Succ.N, Montréal.

à paraitre bientôt!!!

RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS MOBILISATION entre 1969 et 1971. Cette anthologie de la plupart des articles publiés au cours des cinq premiers numéros de la revue **Mobilisation**, constitue un apport important à une meilleure connaissance du développement du mouvement révolutionnaire au Québec. La plublication de **Mobilisation** était assumée à cette époque par les militants du **Front de Libération Populaire** (FLP). Chaque article est introduit en le resituant dans la conjoncture de l'époque. La publication est prévue pour la fin de l'été.

formule d'abonnement

☐ $5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
☐ $...... .pour ....abonnements collectifs à 1J numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]
☐ $.......pour les numéros précédents suivants...............................
$0.50 pour les DOSSIERS suivants.......................................
$10.00 pour..............abonnements de soutien
$10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom.....................................
Adresse.................................
....

mobilisation

augmentation du prix de la revue

En septembre prochain, le prix de la revue sera augmenté à $0.60 l'exemplaire [$6.00 pour un abonnement]. Cette augmentation est rendue nécessaire suite à la hausse continue des frais de production et d'envoi. C'est une condition indispensable pour assurer notre indépendance financière et poursuivre notre développement politique.

D'autre part, nous vous invitons aussi à poursuivre votre soutien en souscrivant un abonnement de soutien ou de groupe, en nous contactant pour des arrangements de distribution, etc.



D'ici l'automne, l'ancien tarif reste en vigueur. Ceci vous permet de vous abonner à un meilleur prix tout en nous aidant, car les abonnements constituent une des sources principales de notre financement.

profitez-en